DOCUMENT RESUME

ED 140 501 EA 009 685

| | |
|---|---|
| AUTHOR | Hallak, J.; And Others |
| TITLE | Les sous-prefectures de Sikensi et Dabakala, Cote-d'Ivoire. (The Regions of Sikensi and Dabakala, Ivory Coast.) Method de preparation de la carte scolaire: etudes de cas 9. |
| INSTITUTION | United Nations Educational, Scientific, and Cultural Organization, Paris (France). International Inst. for Educational Planning. |
| PUB DATE | 76 |
| NOTE | 105p.; Some pages may be marginally legible due to small type; The text is in French |
| AVAILABLE FROM | IIEP Publications, 7-9 rue Eugene-Delacroix, 75016 Paris, France (10.00 francs) |
| EDRS PRICE | MF-$0.83 Plus Postage. HC Not Available from EDRS. |
| DESCRIPTORS | Curriculum Design; Curriculum Planning; *Educational Planning; *Educational Research; *Educational Television; *Elementary Education; Feasibility Studies; Tables (Data) |
| IDENTIFIERS | *Ivory Coast |

ABSTRACT

This volume contains the results of the first study of the problems associated with using educational television in curriculum planning in the Ivory Coast. The study was conducted in two districts of this African country, one relatively developed and situated in the southern part of the country, and the other more characteristic of the poorer regions of the Ivory Coast. The authors developed a methodology particularly suited to studying the geographic, economic, demographic, and educational conditions characteristic of most of tropical Africa. This methodology can be applied generally to the whole Ivory Coast without great difficulty. It makes it possible to test the realism of the objectives of the plan for universal elementary education and the feasibility of the general applicability of educational television. (Author/DS)

**********
* Documents acquired by ERIC include many informal unpublished *
* materials not available from other sources. ERIC makes every effort *
* to obtain the best copy available. Nevertheless, items of marginal *
* reproducibility are often encountered and this affects the quality *
* of the microfiche and hardcopy reproductions ERIC makes available *
* via the ERIC Document Reproduction Service (EDRS). EDRS is not *
* responsible for the quality of the original document. Reproductions *
* supplied by EDRS are the best that can be made from the original. *
**********

ED140501

Méthode de préparation de la carte scolaire : études de cas 9

# Les sous-préfectures de Sikensi et Dabakala, Côte-d'Ivoire

J. Hallak, G. N'Guessan, A. Krizo et B. Duvieusart

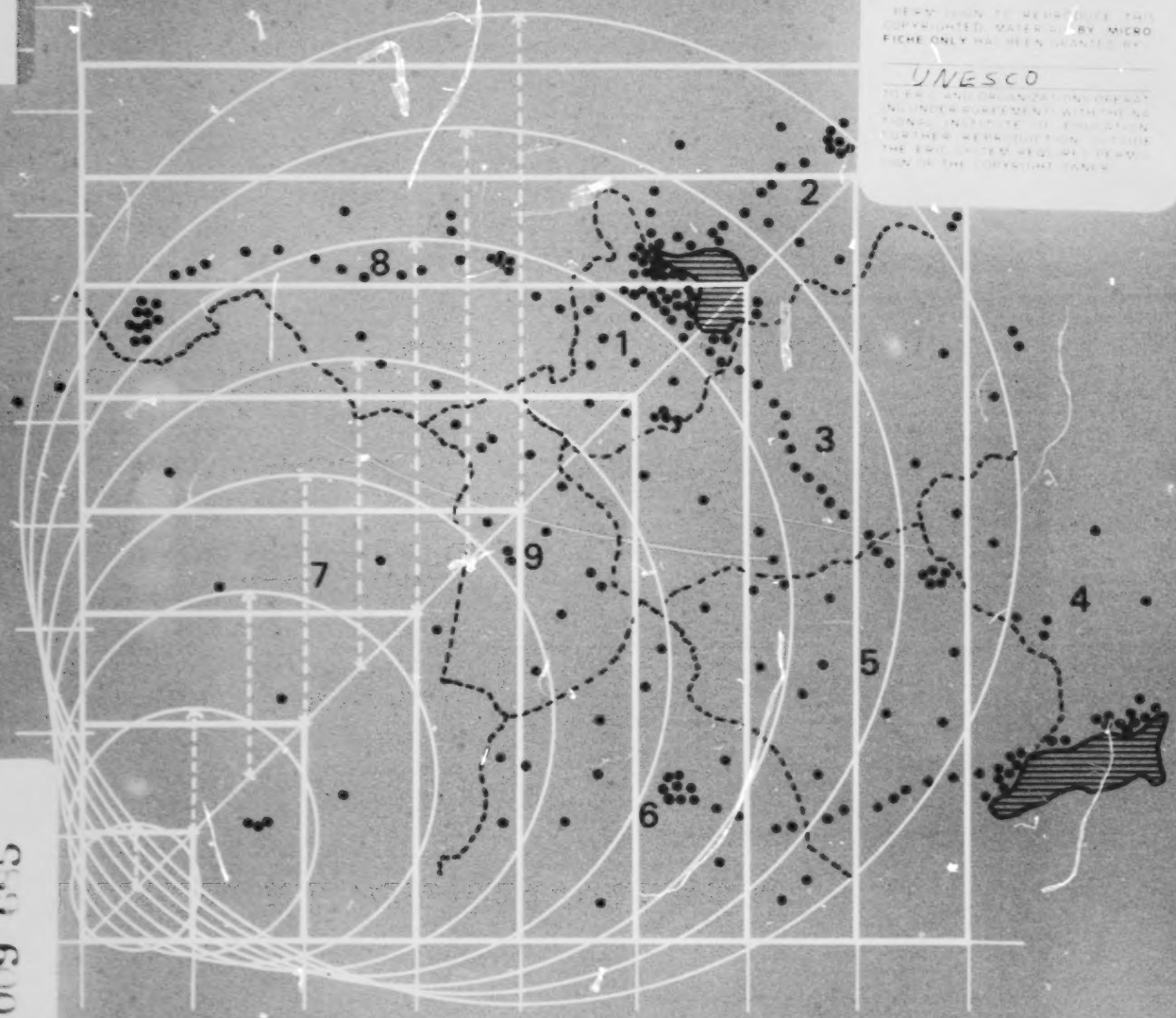
U S DEPARTMENT OF HEALTH
EDUCATION & WELFARE
NATIONAL INSTITUTE OF
EDUCATION

THIS DOCUMENT HAS BEEN REPRODUCED EXACTLY AS RECEIVED FROM THE PERSON OR ORGANIZATION ORIGINATING IT. POINTS OF VIEW OR OPINIONS STATED DO NOT NECESSARILY REPRESENT OFFICIAL NATIONAL INSTITUTE OF EDUCATION POSITION OR POLICY

PERMISSION TO REPRODUCE THIS COPYRIGHTED MATERIAL BY MICROFICHE ONLY HAS BEEN GRANTED BY

UNESCO

TO THE EDUCATIONAL RESOURCES INFORMATION CENTER (ERIC) AND ORGANIZATIONS OPERATING UNDER AGREEMENTS WITH THE NATIONAL INSTITUTE OF EDUCATION. FURTHER REPRODUCTION OUTSIDE THE ERIC SYSTEM REQUIRES PERMISSION OF THE COPYRIGHT OWNER




Institut international de planification de l'éducation
(créé au sein de l'Unesco)

EA 009 695

Dans cette collection :

1. County Sligo, Ireland
2. Aurich, Basse-Saxe, République fédérale d'Allemagne
3. Ankole District, Uganda
4. The District of Kaski, Nepal
*5. Le caza de Zahlé, Liban
*6. Le chahrestan de Chahroud, Iran
*7. Casablanca, le Gharb, et Kénitra, Maroc
*8. La région de San Ramon, Costa Rica
*9. Les sous-préfectures de Sikensi et Dabakala, Côte-d'Ivoire
*10. Sri Lanka

*Ne peut être obtenu qu'à l'IIPE

*Un projet de recherche de l'IIPE dirigé par Jacques Hallak*

Méthode de préparation de la carte scolaire

# Les sous-préfectures de Sikensi et Dabakala, Côte-d'Ivoire

J. Hallak, G. N'Guessan, A. Krizo et B. Duvieusart

Paris 1976
Institut international de planification de l'éducation

4

Les désignations employées
et la présentation adoptée ici
ne sauraient être interprétées
comme impliquant de la part
de l'IIPE (ou du Secrétariat
de l'Unesco dont il fait partie)
une prise de position quelconque
à l'égard du statut juridique
d'aucun pays ou territoire,
de son régime politique
ou du tracé de ses frontières.

Composé et mis en pages dans les ateliers de
l'IIPE, 7-9, rue Eugène-Delacroix, 75016 Paris
Imprimé par Louis-Jean, Gap

© Unesco 1976

# But et méthodologie des études de l'IIPE sur la carte scolaire

Dans le cadre de la deuxième décennie des Nations Unies pour le développement, beaucoup de pays se sont fixé pour objectifs la généralisation de l'école du premier degré ou, à tout le moins, une large extension de leur réseau d'établissements, ainsi qu'un développement important de celui des écoles secondaires. La concrétisation de ces objectifs implique de résoudre tous les délicats problèmes que pose l'implantation du réseau des écoles primaires et secondaires ou, en d'autres termes, de mettre au point les méthodes les plus appropriées pour rationaliser la 'carte scolaire'.

C'est dans cette perspective que, fin 1970, l'Institut international de planification de l'éducation a engagé un ensemble d'études sur l'élaboration de la carte scolaire des écoles des premier et deuxième degrés ; cette recherche a un caractère pratique évident et répond à des besoins concrets de la plupart des Etats membres ; elle constitue le type même de recherche appliquée que l'IIPE peut entreprendre pour aider les Etats membres de l'Unesco à mettre en oeuvre leurs plans éducatifs en optimisant au maximum les moyens dont ils disposent. L'objet de cette recherche est triple :

1. Analyser et inventorier tous les facteurs pédagogiques, économiques, géographiques, sociaux, administratifs, politiques, etc., qui doivent être pris en compte pour concevoir une méthodologie de l'établissement de la carte scolaire ;
2. Elaborer cette méthodologie d'une façon, à la fois, suffisamment précise pour servir de guide aux travaux de la carte scolaire entrepris dans les Etats membres et suffisamment flexible et générale pour pouvoir être adaptée aux conditions particulières de chaque pays ;
3. Appliquer concrètement cette méthodologie aux problèmes qui se posent aux planificateurs de l'éducation, tels que la scolarisation du premier degré universelle, la mise en oeuvre de réformes éducatives, etc.

Dans un premier temps, l'IIPE a entrepris un certain nombre d'études de cas dans un échantillon aussi varié que possible de pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et d'Europe. Ces études sont menées sur le terrain avec la collaboration étroite des autorités nationales ; elles comportent les différentes phases suivantes :

1. Analyse critique des caractéristiques du réseau actuel des écoles du premier ou du deuxième degré[1] dans une ou plusieurs circonscriptions scolaires de 50 000 à 200 000 habitants, choisies en raison de la variété des problèmes qui s'y posent ;
2. Etude de l'évolution à moyen terme de la population à scolariser, compte tenu des facteurs démographiques, des objectifs de scolarisation et de certaines variables socio-économiques ;
3. Propositions de rationalisation de la carte scolaire élaborées à partir du diagnostic établi initialement et des perspectives de développement de la scolarisation, ainsi que de tous les facteurs pédagogiques, économiques, géographiques, etc..., généraux ou spécifiques à la région considérée, dont l'importance relative, pour le choix de décisions à prendre, a été respectivement mise en lumière.

Ces études de cas sont en voie d'achèvement[2] et paraissent au fur et à mesure de leur disponibilité. Un rapport de synthèse résumera les conclusions qui ressortent des études de cas et

1. selon l'objet de l'étude.
2. La publication par l'IIPE de certaines études menées par des consultants extérieurs n'implique pas que l'Institut reprenne à son compte certaines conclusions ou opinions qui y sont exprimées.

s'efforcera de dégager les bases méthodologiques de planification de la carte scolaire. Ce rapport devrait être achevé et publié en 1976.

Le financement de ce projet pour les études concernant les pays en voie de développement a été assuré par des contributions volontaires de différents pays : à savoir, le Ministry of Overseas Development (Royaume-Uni), la SIDA (Suède), la CIDA (Canada), la NORAD (Norvège), etc., auxquels l'IIPE exprime sa profonde gratitude.

L'IIPE remercie également tous les Etats membres de l'Unesco et les spécialistes nationaux qui ont accepté de coopérer avec lui dans la mise en oeuvre de cette étude.

# Préface

L'étude sur l'implantation des écoles primaires dans les sous-préfectures de Sikensi et de Dabakala (Côte-d'Ivoire), que publie l'Institut international de planification de l'éducation dans le cadre général de ses recherches sur la rationalisation de la carte scolaire, est originale à beaucoup d'égards ; en particulier, parmi les différents types d'études entreprises, elle constitue le seul exemple d'utilisation de la carte scolaire dans le cadre d'un programme d'introduction progressive et générale de la télévision éducative.

Dès 1968, les autorités ivoiriennes ont retenu le principe de l'utilisation de la télévision dans l'ensemble des écoles primaires du pays. En raison de l'ampleur des moyens requis par la mise en oeuvre de ce projet, de nombreuses recherches et études préalables ont été entreprises portant sur des aspects aussi divers que celui des méthodes pédagogiques, des programmes, de la formation des maîtres, de l'évaluation des aspects financiers et des problèmes d'exécution. L'étude de l'IIPE sur la carte scolaire en Côte-d'Ivoire s'inscrit dans cette perspective ; elle vise à (i) examiner les conditions concrètes d'implantation de l'offre d'éducation dans le respect des contraintes générales de l'environnement (démographique, économique, administrative, d'infrastructure) et des contraintes spécifiques à la télévision (relais d'émission, réseau de transmission ; conditions de réception). (ii) tester le réalisme du plan ivoirien d'éducation qui retient un taux de scolarisation primaire de 82 % en 1981 en étudiant les moyens pratiques d'atteindre cet objectif.

Le rapport se décompose en quatre chapitres. Après une partie introductive sur le développement de l'éducation et un premier chapitre retraçant l'évolution régionale de la scolarisation, le chapitre II est consacré aux procédures en cours de distribution géographique des écoles.

A cet égard, il convient de rappeler que la mise en oeuvre de la carte scolaire est d'origine relativement récente en Côte-d'Ivoire : la première carte fut établie en 1968 en application d'un décret du 10 mars 1967 instituant des commissions de carte scolaire. C'est seulement à compter de cette date que la répartition et l'implantation des écoles commencèrent à se modeler sur la base d'une nouvelle organisation : la Commission Nationale de la Carte Scolaire qui devait permettre en principe de répondre mieux aux besoins et aux caractéristiques des différentes régions. En évaluant l'expérience des cinq dernières années, les responsables ivoiriens font remarquer que les pressions politiques continueront d'infléchir les décisions de la Commission Nationale de la Carte Scolaire, tant qu'il ne sera pas instauré un moyen de contrôle efficace des constructions des écoles ; ils constatent que l'action de la Commission reste paralysée par des ouvertures clandestines d'écoles qui s'opèrent parfois au détriment des zones plus nécessiteuses rendant inopérante toute tentative de programmation harmonieuse du développement de la scolarisation dans les différentes régions du pays. Un préalable important à la mise en oeuvre d'une carte scolaire équitable et rationnelle est donc d'ordre réglementaire et institutionnel; telle est la première conclusion sur laquelle débouche l'étude de l'IIPE.

Après avoir constaté ce préalable, les auteurs de l'étude, Messieurs Hallak (IIPE), N'Guessan et Krizo (fonctionnaires ivoiriens) et Duvieusart (Unesco), tentent de construire concrètement une carte scolaire télévisuelle. Pour ce faire, deux régions pilotes sont choisies : la sous-préfecture de Sikensi (au Sud) et celle de Dabakala (au Nord) qui feront l'objet des chapitres III et IV.

Située à 95 kilomètres au Nord-Ouest d'Abidjan, la sous-préfecture de Sikensi - 25 000 habitants environ - est l'une des plus riches et des mieux

développées du pays ; grâce à un réseau routier important, et à proximité de la capitale, Sikensi est relativement bien scolarisée : le taux apparent de fréquentation scolaire est d'environ 75 %. La mise en oeuvre de la carte scolaire télévisuelle permettant d'atteindre l'objectif de scolarisation du Plan de 82 %, ne soulève pas de difficultés particulières à Sikensi ; elle ne devrait pas en poser non plus dans la majorité des sous-préfectures du sud du pays qui ont à peu près les mêmes caractéristiques que Sikensi.

Toute autre est la situation dans la région de Dabakala, au Nord. La densité de la population est beaucoup plus faible : 3 habitants/km$^2$ contre 16 habitants/km$^2$ à Sikensi ; l'habitat est fortement dispersé : plus de 220 villages dans lesquels vivent plusieurs ethnies. Le réseau de communications est insuffisant. La sous-préfecture ne compte que 17 écoles dont les effectifs sont généralement faibles. Le taux de scolarisation est faible, parmi les plus bas de la Côte-d'Ivoire. La fréquentation scolaire des filles est de moitié inférieure à celle des garçons. L'affectation des enseignants dans les villages isolés de Dabakala pose des problèmes : 18 % des classes (en bon état) ne peuvent fonctionner faute de maître. Aucune école ne possède l'électricité ni l'eau courante. Les structures pédagogiques imposées par la télévision éducative ne sont respectées que dans sept établissements ; d'ailleurs selon les derniers renseignements disponibles, la télévision ne peut être reçue que par une très petite partie du territoire de la sous-préfecture ; au total six classes télévisuelles sont en fonctionnement. Par conséquent, il n'est pas réaliste d'espérer atteindre l'objectif de scolarisation de 82 % retenu dans le Plan ni d'introduire dans l'ensemble de la région la télévision éducative sans prendre des décisions importantes concernant l'organisation de la carte scolaire.

L'on ne saurait résumer en quelques lignes les conclusions de cette étude et le lecteur s'y référera directement. Il suffit de mentionner ici l'intérêt d'un tel travail, qui, d'une part, constitue un test du réalisme des objectifs du Plan ivoirien d'éducation et qui, d'autre part, fournit les éléments d'une méthodologie susceptible d'être généralisée à l'ensemble des sous-préfectures de la Côte-d'Ivoire, et à d'autres pays confrontés à des problèmes similaires.

L'IIPE remercie le Gouvernement ivoirien pour l'efficace coopération qu'il a bien voulu lui apporter dans ce domaine d'intérêt commun.

Hans N. Weiler
Directeur, IIPE

# Table des matières


Généralités sur la Côte-d'Ivoire ..... 11

Introduction ..... 15

Première Partie : Le développement de la scolarisation et la carte scolaire ..... 17

I. Aspects régionaux de la scolarisation primaire : évolution régionale de la scolarisation entre 1964/65 et 1969/70 ..... 18

1. Evolution des effectifs ..... 18
2. Evolution de la structure de l'offre ..... 20
3. Les données sur les taux de scolarisation ..... 21

II. Les procédures de la carte scolaire en Côte-d'Ivoire ..... 24

1. Les commissions de carte scolaire ..... 24
2. Evaluation des procédures ..... 26
3. Perspectives de développement de scolarisation primaire selon le plan d'éducation, et leur influence sur la méthodologie de la carte scolaire ..... 28

Conclusions de la Première Partie ..... 32

Deuxième Partie : Deux études pilotes ..... 33

III. La carte scolaire de Sikensi ..... 34

1. Quelques données de base sur Sikensi ..... 34
2. L'état de la scolarisation en 1971/72 à Sikensi .....
3. La carte scolaire prospective ..... 41

Annexe ..... 48

IV. La carte scolaire de Dabakala ..... 49

1. Quelques données de base sur Dabakala ..... 49
2. Etat de la scolarisation à Dabakala ..... 50
3. La carte scolaire prospective à Dabakala ..... 58

Annexe I ..... 66
Annexe II ..... 72

Conclusions de la Deuxième Partie ..... 83

Conclusions générales ..... 85

# Généralités sur la Côte-d'Ivoire

De forme sensiblement carrée, la Côte-d'Ivoire étend ses 313 262 km$^2$ de superficie entre le Golfe de Guinée au Sud, le Ghana à l'Est, la Haute Volta et le Mali au Nord et la Guinée et le Libéria à l'Ouest (voir carte 1).

Son climat chaud et humide favorise une végétation de forêt dans la moitié Sud où les pluies sont plus abondantes et une végétation de savane dans le Nord où la température est relativement plus élevée. Aussi, les principales productions, café, cacao, bois, bananes etc., sont-elles concentrées dans les régions forestières. Le Nord relativement plus pauvre produit le coton, le tabac, le riz, etc.

En 1965, c'est-à-dire, cinq ans après son accession à l'indépendance, le PIB de la Côte-d'Ivoire était de 239 586 millions de francs CFA. En 1970, il atteignait le montant de 415 300 millions de francs. Il a donc crû à un taux moyen annuel de 11, 6 % en prix courant (8 % environ à prix constant). La part (en pourcentage) du secteur primaire qui était prédominante a baissé régulièrement au profit du secteur tertiaire et surtout du secteur secondaire.

Le budget général de fonctionnement s'est accru un peu plus rapidement que le PIB. Il est passé de 32 305, 7 à 58 082, 1 millions de 1965 à 1970, soit un taux moyen annuel de 12, 5 %.

Dans la même période, les dépenses globales d'éducation, toutes sources réunies, sont passées de 11, 9 milliards à 27, 2 milliards CFA, consommant 5 % du PIB en 1965 et 6, 6 % en 1970.

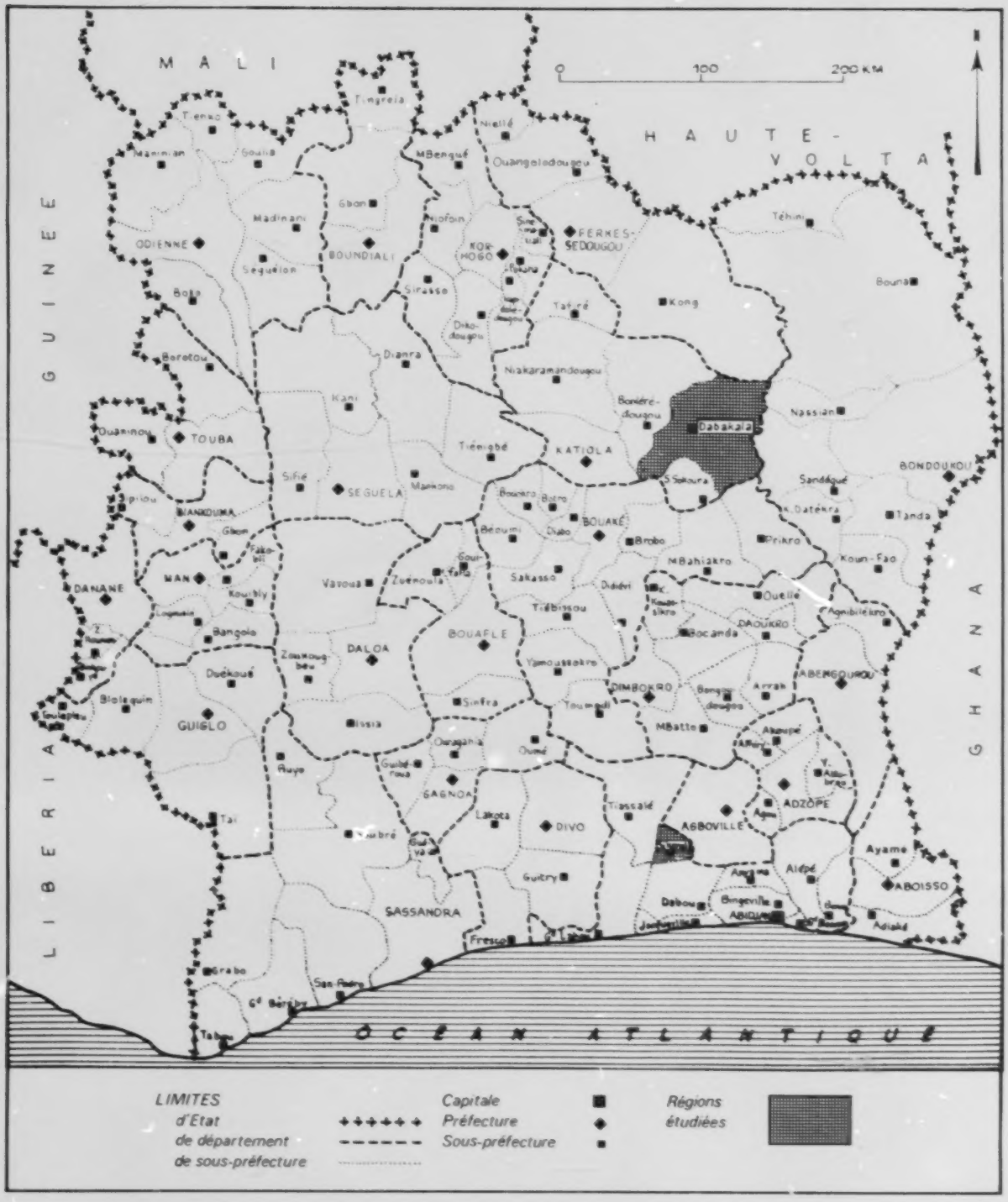
Bien que l'on puisse distinguer quelques grands groupes linguistiques tels le Baoulé, le Bété, le Dioula, etc., le population ivoirienne est une véritable mosaïque d'une soixantaine de langues et de plusieurs dialectes.

Les données démographiques sont très incertaines : elles reposent, pour l'essentiel, sur une étude démographique de synthèse effectuée à partir de données recueillies lors des enquêtes régionales de la période 1962/65 ; enquêtes polyvalentes à objectifs multiples, celles-ci ont négligé le plus souvent le milieu urbain et n'ont pas totalement couvert le milieu rural. Leur apport, qui demeure considérable, manque d'homogénéité et reste très fâcheusement incomplet, ne permettant pas de combler certaines lacunes graves ; en particulier, ces études ne fournissent pas une mesure valable de la mortalité.[1] L'observation de la fécondité y a donné de moins mauvais résultats, mais reste incomplète ; malgré un effort considérable pour saisir les mouvements migratoires, ces enquêtes n'ont cependant pas permis de dresser le tableau des échanges intra et inter-régionaux dont rêve tout responsable de l'aménagement du territoire. Il faut aussi constater qu'elles n'ont pas apporté une image exacte de la structure par sexe et âge des populations rurales étudiées. Enfin, alors même qu'elles avaient nécessité la mise à jour de la base de sondage rurale, elles ont totalement ignoré l'obligation de confectionner un 'fichier national des villages', dont l'entretien ultérieur aurait permis l'étude, à moindre coût, d'échantillons aléatoires de populations rurales.

En faisant en 1970 le rapport entre les 5 144 800 habitants et les 313 262 km$^2$ on trouve une densité moyenne de 16 habitants au km$^2$. En réalité, la situation est différente selon que l'on considère une zone urbaine ou une zone rurale, ou bien que l'on se trouve au Sud, au Nord, à l'Est ou à l'Ouest. La différence de la densité de population existe également entre les zones forestières et les régions de savanes.

En plus de l'exode rural qui draine les populations des villages vers les villes en général et vers Abidjan et Bouaké en particulier, et en plus de déplacements saisonniers des populations des

1. Ceci à tous les âges, mais en particulier dans le domaine de la mortalité des premiers âges.




Carte 1. Côte-d'Ivoire : carte administrative

Tableau 1. Population totale et population scolarisable en Côte-d'Ivoire

| Années | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 |
|---|---|---|---|---|
| Population totale | 4 298 000 | 5 114 800 | 6 000 400 | 7 004 700 |
| Population scolarisable | ... | 729 986 | 886 254 | 993 149 |

savanes dans les zones forestières, il faut noter les mouvements migratoires vers les nouveaux pôles de développement économiques que sont Kossou et San Pédro (voir carte 1).

# Introduction

Le développement rapide de l'enseignement primaire dans la plupart des pays africains depuis une quinzaine d'années ne s'est pas produit sans difficultés ; très forts gaspillages des ressources comme l'attestent les taux élevés de redoublements et d'abandons ; disparités régionales dans les taux de fréquentation scolaire et les conditions de scolarisation ; exode rural vers les villes favorisé par un enseignement inadapté et porteur d'illusions, etc. Pour faire face à ces carences, plusieurs initiatives ont été prises : réforme de structure, des contenus et des programmes ; réaménagement des systèmes de formation des maîtres ; 'ruralisation' de l'enseignement ; appel aux moyens audio-visuels (radio, films éducatifs, diapositives, télévision).

Ainsi, dès 1968, les autorités ivoiriennes ont retenu le principe de l'utilisation de la télévision dans l'ensemble des écoles primaires du pays. En raison de l'ampleur des moyens requis par la mise en oeuvre de ce projet, de nombreuses recherches et études préalables ont été entreprises auxquelles ont participé plusieurs pays et organisations internationales.[1] Elles ont porté sur des aspects aussi divers que celui des méthodes pédagogiques, des programmes, de la formation des maîtres, de l'évaluation des aspects financiers et des problèmes d'exécution. Cette étude de l'IIPE sur la carte scolaire en Côte-d'Ivoire s'inscrit dans la même perspective ; elle vise à (i) examiner les conditions concrètes d'implantation de l'offre d'éducation dans le respect des contraintes générales de l'environnement (démographiques, économiques, administratives, d'infrastructure), et des contraintes spécifiques à la télévision (relais d'émission, réseau de transmission ; conditions de réception), (ii) tester le réalisme du plan ivoirien d'éducation qui retient un taux de scolarisation primaire de 82 % en 1981 en étudiant les moyens pratiques d'atteindre cet objectif.

Dans une première partie, le rapport étudie les conditions de développement de la scolarisation au cours des dernières années et pour les différentes régions de la Côte-d'Ivoire. Une analyse des mécanismes et du rôle de la carte scolaire fait l'objet de quelques développements.

La deuxième partie du rapport est consacrée à l'étude de la carte scolaire dans la sous-préfecture de Sikensi. Située à 100 km environ d'Abidjan, cette sous-préfecture est l'une des plus riches et des mieux développées du pays. Grâce à un réseau routier important et à la proximité de la capitale, Sikensi est relativement bien scolarisée et il est intéressant de se demander comment se pose le problème de l'introduction de la télévision éducative dans cette région et dans quelle mesure il sera nécessaire de modifier la carte scolaire actuelle à l'horizon 1980.

Toute autre est la situation dans l'autre sous-préfecture, Dabakala, à laquelle est consacrée la troisième partie du rapport. Située au nord du pays, à population dispersée, avec un réseau de communications insuffisant, Dabakala se présente comme une zone marginale en perte de vitesse à laquelle il faut consacrer un effort particulier pour assurer la scolarisation de sa population. Les structures pédagogiques imposées par la télévision éducative ne vont pas contribuer à faciliter l'implantation de la carte scolaire télévisuelle. L'étude sur Dabakala servira de test et de modèle à plusieurs autres régions de la Côte-d'Ivoire qui se trouvent confrontées à des problèmes comparables.

En dernier lieu, et en guise de conclusion, le rapport présente les paramètres essentiels dont il faudra tenir compte pour généraliser les résultats de l'étude sur le plan national.

---

1. L'IIPE a étudié, dès 1968, les implications financières de la TVE ivoirienne : voir 'Ivory Coast : The cost of introducing a reform in primary education' dans Educational cost analysis in action : case studies for planners II, Paris, Unesco/IIPE, 1972.

PREMIÈRE PARTIE

# Le développement de la scolarisation et la carte scolaire

Sur le plan national, l'évolution des effectifs de l'enseignement général au cours de la décennie qui vient de s'écouler se résume en ceci (voir tableau 2 ci-dessous).

Comme on peut le constater, la scolarisation s'est développée à un rythme très rapide à tous les niveaux d'enseignement : plus du doublement des effectifs dans l'enseignement primaire en dix ans, explosion de la scolarisation secondaire (indice 670), et supérieure (2 256). Toutefois, la situation a évolué de façon très différente selon les régions.

Tableau 2. Evolution des effectifs de 1960/61 à 1971/72

| | Effectifs 1960/61 | Effectifs | Taux moyen accroissement annuel 1965/66 | Effectifs | Taux moyen accroissement annuel 1971/72 |
|---|---|---|---|---|---|
| Primaire | 238 772 | 353 745 | 8, 1 % | 527 615 | 6, 9 % |
| Secondaire | 11 251 | 28 166 | 20, 0 % | 75 363 | 17, 8 % |
| Université d'Abidjan | 147 | 1 147 | 50, 0 % | 3 317 | 19, 3 % |

# I. Aspects régionaux de la scolarisation primaire : évolution régionale de la scolarisation entre 1964/65 et 1969/70

Les départements, les sous-préfectures et les inspections de l'enseignement primaire ont constamment varié en nombre et en étendue au cours des dix premières années d'indépendance. Aussi une étude évolutive par région se heurte au problème de ne pouvoir s'appuyer sur une entité géographique qui soit restée constante à travers le temps.

En 1960, la Côte-d'Ivoire était divisée en quatre départements: Abidjan, Bouaké, Daloa et Korhogo. Dues certainement à des nécessités économiques et surtout à des impératifs administratifs, des nouvelles divisions ont été adoptées pour aboutir à 24 départements en 1970.

Face à l'explosion des effectifs scolaires, certaines sous-préfectures (S/P) qui étaient réunies dans une même inspection de l'enseignement primaire (IEP) ont donné naissance à plusieurs IEP. C'est le cas des sous-préfectures de Gagnoa et de Sassandra qui, jusqu'en 1966 étaient regroupées dans la même inspection de l'enseignement primaire de Gagnoa et qui, à partir de cette date, se séparent pour devenir chacune un 'chef lieu' d'inspection.

Pour pouvoir saisir et mesurer l'évolution régionale de la scolarisation primaire, nous avons été amenés à découper arbitrairement la Côte-d'Ivoire en 21 divisions géographiques que nous appellerons dans le cadre de ce travail des 'Unités d'Etudes' 'UE'. Ces divisions qui sont fondées en partie sur les inspections de l'enseignement primaire qui existaient en 1964/65 ne correspondent ni aux diverses divisions administratives ni à aucun autre découpage.

Cependant, l'intérêt de ces découpages est de faciliter les analyses chronologiques de l'évolution de la scolarisation ; car dès 1964/65, les statistiques scolaires sont suffisamment élaborées pour autoriser une comparaison de l'évolution de la scolarisation dans les différentes régions du pays. [1]

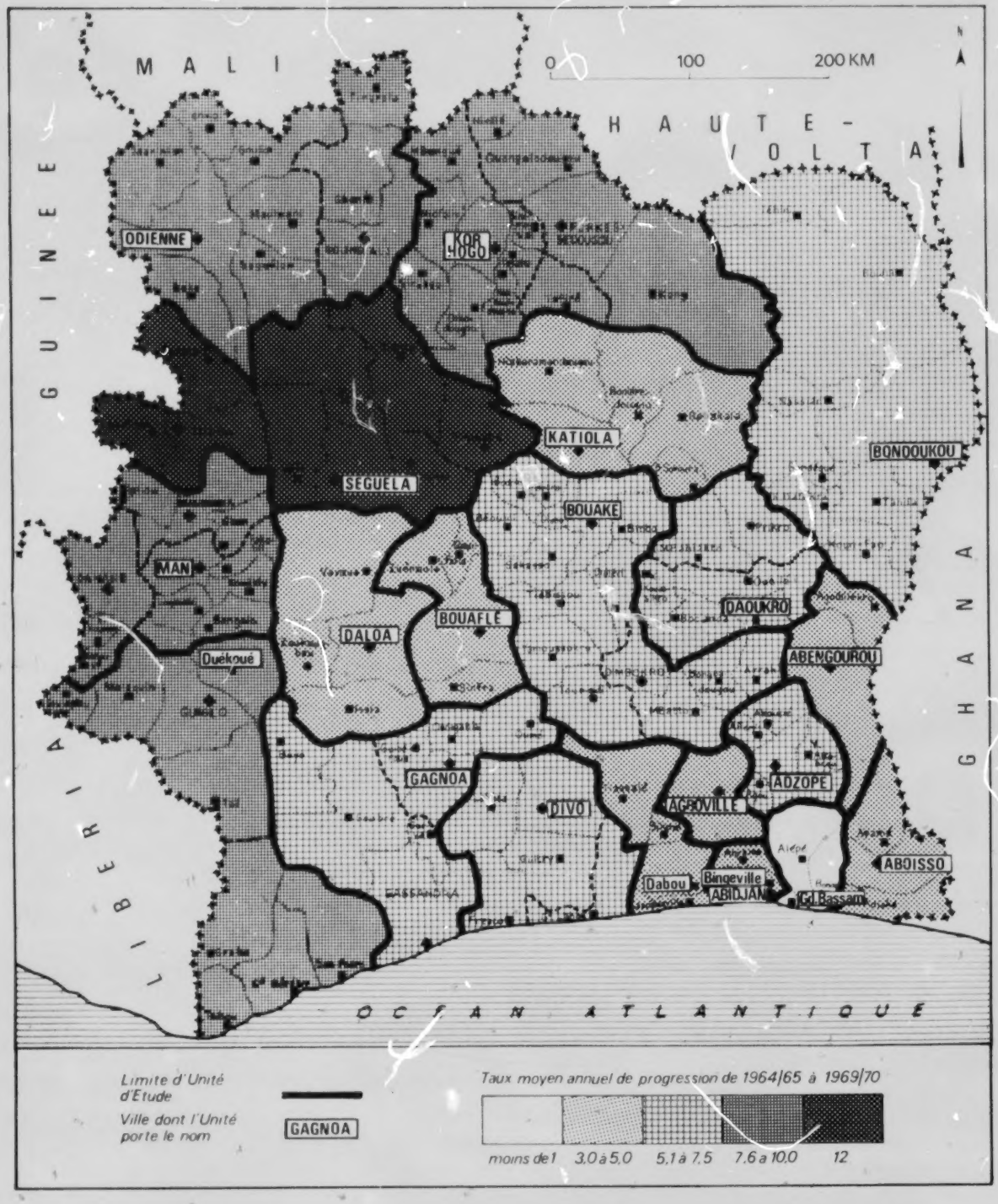
C'est à l'intérieur de ces unités d'études qui figurent sur la carte 2 que nous avons étudié l'évolution régionale de la scolarisation primaire.

## 1. EVOLUTION DES EFFECTIFS

Le tableau 3 et la carte 2 décrivent l'évolution des effectifs d'élèves par unités d'étude dans les

---

1. Le développement de la scolarisation est surtout lié au fait démographique de l'augmentation de la population. Aussi même si le taux de scolarisation reste stationnaire, ou décroît dans une certaine mesure, les effectifs scolaires pourraient croître d'une année sur l'autre. Ce qui n'est pas toujours le cas dans les UE où l'on relève d'importantes irrégularités.
Les causes de ces irrégularités sont multiples ; et certaines d'entre elles proviennent des difficultés rencontrées dans la collecte des données statistiques de base.
Défauts de transmission : Le mauvais état des voies reliant l'inspection de l'enseignement primaire à certaines écoles rend ces dernières pratiquement inaccessibles à certaines périodes de l'année. Les questionnaires adressés à ces écoles ou qui en reviennent ne parviennent pas toujours à destination.
Erreurs de calcul : Les inspections de l'enseignement primaire qui devaient totaliser les données qui arrivaient de toutes les écoles de leur circonscription avant de les envoyer au service des statistiques commettent certaines erreurs, car elles ne disposent pas du personnel qualifié nécessaire à ce genre de travail, ni du moindre équipement approprié.
Pertes : Dans leur manipulation et surtout pendant leur transport des écoles vers les inspections de l'enseignement primaire et le service des statistiques, des questionnaires remplis se perdent.




Carte 2. Evolution des effectifs par unité d'étude

Tableau 3. Evolution des effectifs d'élèves par unité d'étude - public et privé

| Unités d'étude \ Années scolaires | 1964/65 | 1965/66 | 1966/67 | 1967/68 | 1968/69 | 1969/70 | Taux moyen annuel de progression |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Abengourou | 11 196 | 11 846 | 12 428 | 13 121 | 13 555 | 13 964 | 4, 5 |
| Abidjan | 35 817 | 34 913 | 36 314 | 39 003 | 41 399 | 44 598 | 4, 5 |
| Aboisso | 9 751 | 9 970 | 10 046 | 10 901 | 11 933 | 11 713 | 3, 8 |
| Adzopé | 15 019 | 15 473 | 16 086 | 16 663 | 18 021 | 19 588 | 5, 5 |
| Agboville | 15 062 | 14 492 | 15 035 | 16 114 | 16 582 | 17 438 | 3, 0 |
| Bingerville | 13 432 | 13 854 | 14 653 | 16 190 | 17 923 | 20 117 | 4, 8 |
| Bondoukou | 12 493 | 12 385 | 13 906 | 14 629 | 14 843 | 16 859 | 6, 2 |
| Bouaflé | 12 987 | 12 661 | 13 801 | 14 898 | 15 688 | 16 388 | 4, 8 |
| Bouaké | 58 152 | 59 286 | 64 789 | 71 344 | 73 019 | 79 041 | 6, 4 |
| Dabou | 18 570 | 18 547 | 19 193 | 20 216 | 21 264 | 22 704 | 4, 1 |
| Daloa | 20 356 | 20 252 | 23 736 | 24 181 | 25 393 | 25 888 | 4, 9 |
| Daoukro | 10 300 | 10 771 | 11 239 | 11 822 | 12 504 | 13 708 | 5, 9 |
| Divo | 16 764 | 16 213 | 17 660 | 19 072 | 21 081 | 24 077 | 7, 5 |
| Duékoué | 29 300[1] | 9 465 | 10 867 | 11 192 | 12 262 | 13 813 | 9, 9[1] |
| Gagnoa | 27 567 | 31 523 | 33 636 | 34 603 | 36 061 | 38 950 | 7, 2 |
| Grand-Bassam | 12 234 | 11 565 | 12 325 | 13 278 | 13 837 | 12 813 | 0, 9 |
| Katiola | 6 620 | 6 191 | 7 095 | 7 654 | 8 036 | 8 454 | 5, 0 |
| Korhogo | 9 938 | 10 189 | 10 177 | 11 888 | 13 278 | 15 028 | 8, 6 |
| Man | 29 300[1] | 21 182 | 24 396 | 25 788 | 24 650 | 31 025 | 10, 0[1] |
| Odienne | 6 858 | 7 590 | 8 538 | 8 644 | 9 000 | 10 340 | 8, 6 |
| Séguéla | 4 717 | 5 377 | 5 532 | 6 408 | 7 300 | 8 31 | 12, 0 |
| Total | 347 133 | 353 745 | 381 452 | 407 609 | 427 029 | 464 817 | 6, 0 |

1. Les documents disponibles ne permettant pas de séparer Duékoué et Man en 1964/65, leurs taux moyens annuels de progression respectifs ont été calculés sur une période de 4 ans à partir de 1965/66. 1965/66.

secteurs public et privé. On remarque que :

1. le taux de croissance annuel moyen varie entre un minimum de 0, 9 % par an (Grand-Bassam) à un maximum voisin de 12 % (Séguéla) ;
2. les régions qui ont connu les taux de croissance les moins rapides semblent être celles où la scolarisation était déjà assez développée dès 1964/65 (Sud-région d'Abidjan et centre régions de Daloa et Bouaflé).

## 2. EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE L'OFFRE

Une manière d'apprécier le rythme de développement du réseau d'établissements et par conséquent la modification de la carte scolaire consiste à comparer l'évolution :

- du nombre d'écoles par unité d'étude. Le tableau 4 montre qu'en six ans, 320 écoles ont été ouvertes dans le pays, mais que dans certaines unités d'étude des écoles ont été fermées

(Agboville, Daloa, Grand-Bassam), dans d'autres le nombre d'établissements n'a presque pas varié (Abengouro, Adzopé), dans d'autres enfin, la carte scolaire s'est radicalement transformée, le nombre d'établissements s'étant accru de plus de 40 % en six ans (Douékoué, Man, Séguéla) ;

- du nombre de cours par unité d'étude. La carte 3 analyse les régions en fonction du taux de croissance du nombre de cours ; elle fait apparaître la relative faiblesse du rythme de croissance du nombre de cours dans les sous-préfectures de l'Est du pays et dans les régions de Daola et Bouaflé ;
- du nombre de classes par unité d'étude. Sur 2 844 classes construites entre 1964/68 et 1969/70, près de la moitié (1 320) ont été construites dans quatre unités d'étude (Bouaké, Duékoué, Gagnoa et Man). Le tableau 4 donne les détails par région.

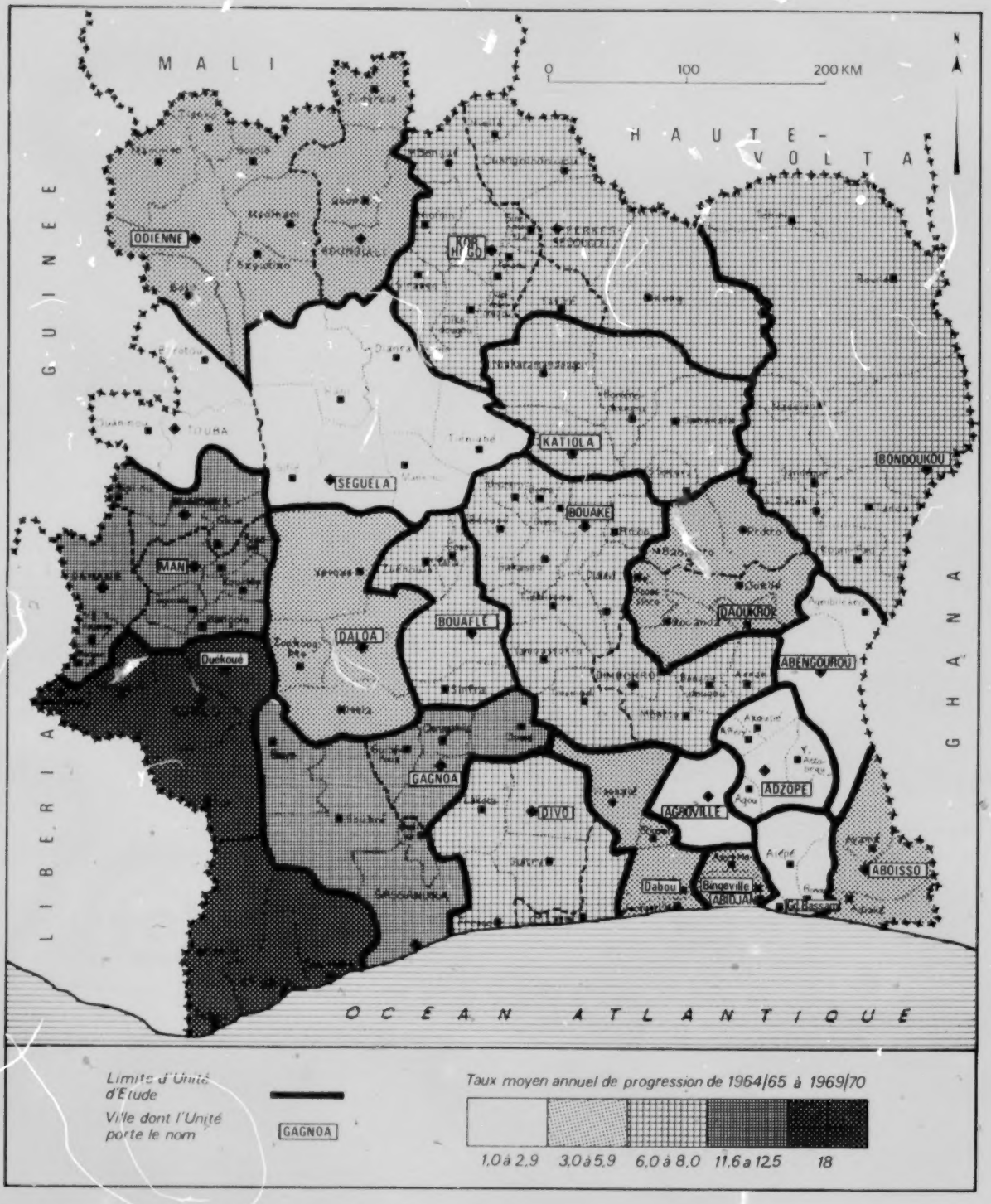
## 3. LES DONNEES SUR LES TAUX DE SCOLARISATION

L'analyse de l'évolution des effectifs peut se faire soit à l'intérieur d'une unité d'étude pendant la période considérée (évolution dans le temps), soit

Tableau 4. Evolution du nombre d'écoles par unité d'étude - public et privé -

| Unités d'étude \ Années scolaires | 1964/65 | 1965/66 | 1966/67 | 1967/68 | 1968/69 | 1969/70 | Taux moyen annuel de progression |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Abengourou | 64 | 82 | 63 | 62 | 64 | 64 | 0,1 |
| Abidjan | 79 | 80 | 81 | 91 | 97 | 98 | 4,4 |
| Aboisso | 57 | 58 | 57 | 62 | 63 | 67 | 3,3 |
| Adzope | 64 | 65 | 60 | 63 | 63 | 65 | 0,3 |
| Agboville | 75 | 78 | 77 | 75 | 77 | 74 | 0,5[2] |
| Bingerville | 64 | 61 | 61 | 67 | 69 | 74 | 3,0 |
| Bondoukou | 110 | 115 | 115 | 120 | 130 | 138 | 4,6 |
| Bouaflé | 70 | 72 | 77 | 79 | 82 | 89 | 4,9 |
| Bouaké | 336 | 312 | 348 | 365 | 385 | 381 | 2,6 |
| Dabou | 100 | 97 | 98 | 98 | 100 | 103 | 0,6 |
| Daloa | 101 | 105 | 104 | 104 | 104 | 93 | 1,5[2] |
| Daoukro | 64 | 58 | 57 | 65 | 65 | 68 | 1,2 |
| Divo | 87 | 81 | 87 | 100 | 104 | 116 | 5,9 |
| Duekoué | 159[1] | 57 | 61 | 62 | 60 | 89 | 11,8[1] |
| Gagnoa | 145 | 144 | 149 | 160 | 175 | 178 | 4,2 |
| Grand-Bassam | 59 | 57 | 57 | 58 | 60 | 53 | 0,5[2] |
| Katiola | 43 | 43 | 55 | 60 | 62 | 65 | 5,0 |
| Korhogo | 71 | 66 | 69 | 75 | 83 | 95 | 6,0 |
| Man | 159[1] | 96 | 112 | 116 | 120 | 139 | 9,7[1] |
| Odienne | 65 | 63 | 63 | 65 | 71 | 77 | 3,4 |
| Séguéla | 36 | 36 | 35 | 45 | 53 | 51 | 7,2 |
| Total | 1 857 | 1 806 | 1 886 | 1 992 | 2 067 | 1 177 | 3,2 |

1. Les documents disponibles ne permettant pas de séparer Duékoué et Man en 1964/65, leurs taux moyens annuels de progression respectifs ont été calculés sur une période de 4 ans à partir de 1965/66.
2. Taux de décroissance.




Carte 3. Evolution du nombre de cours par unité d'étude

Tableau 5. Evolution du nombre de classes par unité d'étude - public et privé -

| Années scolaires / Unités d'étude | 1964/65 | 1965/66 | 1966/67 | 1967/68 | 1968/69 | 1969/70 | Taux moyen annuel de progression |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Abengourou | 268 | 275 | 277 | 293 | 291 | 307 | 2,7 |
| Abidjan | 696 | 745 | 782 | 864 | 908 | 992 | 7,3 |
| Aboisso | 194 | 188 | 203 | 223 | 243 | 252 | 5,4 |
| Adzope | 337 | 359 | 356 | 354 | 371 | 389 | 2,9 |
| Agboville | 373 | 386 | 376 | 387 | 394 | 405 | 1,7 |
| Bingerville | 361 | 355 | 364 | 377 | 323 | 444 | 4,2 |
| Bondoukou | 293 | 290 | 311 | 314 | 365 | 426 | 7,8 |
| Bouaflé | 262 | 255 | 300 | 323 | 335 | 382 | 7,9 |
| Bouaké | 1 251 | 1 248 | 1 423 | 1 525 | 1 624 | 1 743 | 6,8 |
| Dabou | 415 | 417 | 417 | 454 | 475 | 501 | 3,8 |
| Daloa | 383 | 413 | 459 | 510 | 529 | 477 | 4,4 |
| Daoukro | 281 | 253 | 243 | 282 | 290 | 305 | 5,7 |
| Divo | 350 | 367 | 360 | 402 | 434 | 483 | 6,7 |
| Duekoué | 530[1] | 173 | 223 | 210 | 214 | 335 | 18,0 |
| Gagnoa | 520 | 520 | 625 | 723 | 832 | 899 | 11,6[1] |
| Grand-Bassam | 281 | 273 | 286 | 297 | 319 | 305 | 1,7 |
| Katiola | 151 | 156 | 172 | 172 | 190 | 202 | 6,0 |
| Korhogo | 221 | 208 | 247 | 263 | 294 | 324 | 8,0 |
| Man | 530[1] | 402 | 436 | 521 | 565 | 644 | 12,5[1] |
| Odienne | 179 | 209 | 184 | 190 | 223 | 224 | 4,6 |
| Séguéla | 90 | 92 | 105 | 140 | 179 | 192 | 2,5 |
| Total | 7 387 | 7 584 | 8 150 | 8 824 | 9 471 | 10 231 | 6,7 |

1. Les documents disponibles ne permettant pas de séparer Duékoué et Man en 1964/65, leurs taux moyens annuels de progression respectifs ont été calculés sur une période de 4 ans à partir de 1965/66.

dans toutes les unités d'étude pendant une année scolaire donnée (évolution dans l'espace). Dans les deux cas, l'un des meilleurs éléments de comparaison est le taux de scolarisation car les UE ne sont égales ni en étendue ni en population. Mais les données démographiques qui restent la base de ces taux ne sont pas toujours disponibles, comme nous l'avons signalé précédemment.

Toutefois, malgré l'imprécision des données démographiques relatives à la Côte-d'Ivoire, on peut estimer que 52,3 % de la tranche d'âge 7 à 12 ans est scolarisée dans l'enseignement primaire en 1971/72. La répartition de l'effort de scolarisation est très inégale ; il existe de très grandes disparités d'une région à l'autre : le taux de scolarisation primaire varie de 13,6 % à 90,2 % selon les départements. On peut également remarquer que les zones les plus riches (forêt, café, cacao) sont les plus scolarisées, ces régions pouvant mieux participer à l'effort de formation ; les constructions scolaires étant à la charge de la population, d'autres obstacles s'ajoutent à la volonté d'homogénéisation exprimée par le plan : désaffection pour les postes de brousse souvent isolés et difficultés d'encadrement des élèves ; dispersion de la population dans certaines zones

de faible densité, accélération de la demande sociale d'éducation dans les zones fortement scolarisées, etc.

Un aspect important des disparités régionales peut être observé dans la scolarisation différente des populations rurales et urbaines. Deux facteurs interviennent ici, le premier, qu'on rencontre dans presque tous les pays du monde est la sous-représentation des populations rurales à l'école ; le deuxième, spécifique à la Côte-d'Ivoire, découle de la procédure des constructions scolaires de l'enseignement primaire dont le principe est rappelé dans le plan : 'La construction des écoles primaires sera directement prise en charge par les populations dans le cadre, soit des collectivités locales, soit des organismes régionaux..'. Or, si les collectivités locales restent bien vivaces en brousse et dans les petites villes, il n'en est pas de même dans les grandes agglomérations où la solidarité traditionnelle joue de moins en moins : à Abidjan par exemple, il est devenu très difficile de récolter les fonds nécessaires à la construction d'une école, et la municipalité n'a pas créé d'impôt spécifique pour financer ce type d'opération.

La conjugaison de ces deux facteurs explique que, si ce sont les zones rurales qui sont les moins scolarisées, les enfants d'Abidjan et de Bouaké appartiennent à la deuxième catégorie la moins bien favorisée. Par contre, les enfants des petites villes sont les plus scolarisés (deux fois plus que les ruraux). On peut estimer qu'en 1970/71, les taux de scolarisation par grandes catégories étaient à peu près les suivants :

| | | |
|---|---|---|
| Grandes villes | 50, 7 % ) | |
| Centres importants | 77, 4 % ) Ensemble urbain | |
| Petites villes | 91, 0 % ) | 69, 0 % |
| Zones rurales | 45, 5 % | |

Il faut évidemment considérer ces chiffres avec précaution en raison d'une part de la mauvaise qualité des données démographiques, mais surtout à cause de la très grande mobilité géographique des enfants : un élève de brousse peut très bien être scolarisé dans une petite ville, et un abidjanais résider chez un 'correspondant' villageois pour trouver une place à l'école.[1]

Si les populations animistes assez faciles à christianiser n'ont pas opposé une grande résistance à la scolarisation, il n'en était pas de même pour les régions islamisées qui pensaient, à tort ou à raison, que l'école française rendait mécréant. Cette crainte 'd'hérésie' faisait que l'on préférait à l'école française l'école coranique. Imaginant mal les débouchés que l'école pouvait offrir à leurs enfants, les parents préféraient bien souvent utiliser leurs enfants dans les travaux agricoles.

Depuis quelques années, un courant d'harmonisation né dans le département d'Abidjan progresse vers l'intérieur du pays. Mais la volonté de réduire les disparités régionales rencontre de sérieux problèmes dont celui des enseignants qui refusent de rejoindre leurs postes dans les régions dites déshéritées, ou les abandonnent quand ils ont accepté, pour une raison ou une autre, d'y servir quelque temps. Dans cette perspective, quel peut être le rôle de la carte scolaire ? C'est ce que nous allons examiner dans le chapitre suivant.

---

1. Longtemps l'école a été considérée comme un moyen de pénétration ou de domination des 'Blancs' auteurs des 'Travaux Forcés'. Il y avait donc, surtout chez les notables, une certaine crainte à y mettre les enfants. On raconte que seuls les enfants d'esclaves ou des gens pauvres étaient livrés aux Blancs, c'est-à-dire à l'école.

# II. Les procédures de la carte scolaire en Côte-d'Ivoire

L'enseignement primaire ivoirien qui a conservé la structure française comprend trois cycles comportant chacun deux années CP1, CP2, CE1, CE2, CM1 et CM2. Si cette structure demeure la même depuis près d'un quart de siècle, son organisation par contre a subi de notables transformations.

En remontant quelques années en arrière, on constate qu'aux alentours de 1910, environ 2 500 élèves fréquentaient les écoles coloniales. Dix ans après, vers 1920, les effectifs atteignaient 5 000 élèves. Cette progression se poursuivra jusqu'en 1940, pour approcher le chiffre de 12 000 élèves avant d'être freinée par la 2ème Guerre Mondiale.

Ainsi en 30 ans, l'accroissement des effectifs n'était que de 9 500 élèves, soit une progression d'environ 5 % par an.

Après les hostilités, cette lente évolution devait se poursuivre jusqu'en 1957, sous la loi-cadre. L'autonomie retrouvée, l'effort du Gouvernement se porta vers l'expansion de l'enseignement primaire. Les populations de certaines régions à économie relativement monétarisée, sensibilisées par les bienfaits de l'éducation, construisirent elles-mêmes des écoles en ne demandant au Gouvernement que des maîtres et des équipements. On assista en maints endroits à des ouvertures d'écoles, quelquefois peu justifiées par la faiblesse de leurs effectifs ou par la qualité des bâtiments. Cette pratique anarchique ne pouvait que déboucher sur de graves disparités entraînant un déséquilibre de la scolarisation. Devant cette situation grave pour le développement du pays, les responsables de l'éducation prirent des mesures (décret du 10 mars 1964), en créant un véritable service de carte scolaire dont les éléments de base constituent les commissions de carte scolaire, chargées de proposer les ouvertures d'écoles en fonction des données démographiques, économiques et financières des différentes régions.

## 1. LES COMMISSIONS DE CARTE SCOLAIRE

Si, d'une manière générale, le développement du système primaire reste fonction du dynamisme des collectivités, certaines régions économiquement retardées et certains centres urbains, pour des raisons particulières, reçoivent des fonds publics pour la construction de leurs écoles. Il faut aussi noter l'effort accompli par des organismes privés ou semi-publics dans ce domaine.

Toutefois, les commissions de carte scolaire constituent désormais l'organe au sein duquel se décident les programmes de développement de l'enseignement primaire; leurs interventions revêtent en principe deux aspects essentiels :

- prévoir et organiser l'accueil rationnel des élèves selon l'importance quantitative des effectifs à scolariser dans une circonscription donnée ;
- étudier dans le cadre d'un ensemble homogène, la structure qui permette une meilleure articulation des formes d'enseignement à dispenser.

Dès lors, toute construction devra faire l'objet d'un programme approuvé par le Ministre et mentionnant le lieu d'implantation, les justifications d'ordre démographique, la structure des classes prévues (3-6-12 classes), les matériaux employés, etc. Quelle que soit la nature ou la confession de l'école, ces règles devront être observées. Ainsi peu à peu les ouvertures se normalisent, rendant le rôle des commissions déterminant.

Un arrêté du 11 décembre 1967 fixe la composition et le rôle de ces commissions selon les trois critères de référence suivants :

1. Commission départementale : Elle siège au chef-lieu de la préfecture sous la présidence du Préfet du département intéressé, le Directeur régional de l'enseignement assumant les tâches de Secrétaire général.
2. Commission spéciale de la ville d'Abidjan :

Elle siège à Abidjan sous la présidence du Maire de la ville. Cette commission a été créée en raison des problèmes scolaires particuliers que pose la ville.

3. La Commission nationale : Elle est l'organe suprême, présidée par le Ministre de l'Education nationale qui décide en dernier ressort. Le Ministre est chargé de faire approuver par le Conseil des Ministres les décisions prises et le programme établi avec l'aide de la Commission nationale ; il doit aussi superviser leur réalisation.

Sur le plan départemental, la carte scolaire fait l'objet d'études menées par des commissions créées au sein de chaque commission départementale. Celles-ci soumettent les résultats de leurs travaux à la commission départementale qui arrête les premières propositions selon un ordre de priorité. Toutes ces propositions départementales sont centralisées à la Direction de l'enseignement du premier degré qui les étudie, en fait la synthèse, les confronte avec les disponibilités en maîtres et émet un avis.

Les propositions des départements étudiées sont ensuite soumises à la Commission nationale qui arrête les propositions définitives pour la prochaine année scolaire.

Etablies conformément à cette procédure, les décisions d'ouverture ou d'extension des écoles sont communiquées aux autorités départementales responsables et servent de guide à la préparation de la rentrée scolaire suivante.

## 2. EVALUATION DES PROCEDURES

L'application du décret du 10 mars 1967 se heurte à des difficultés pratiques. Après quatre années de fonctionnement, certaines erreurs du passé persistent tant au niveau des procédures qu'au niveau des décisions.

On peut noter en premier lieu que la construction des écoles demeure l'affaire des collectivités villageoises. La Commission nationale de Carte Scolaire a pour seul rôle d'affecter les maîtres ; par conséquent, elle ne peut qu'entériner les disparités existantes dans le dynamisme des régions ; autrement dit, les zones à haut revenu continueront à maintenir leur scolarisation galopante. En effet, les pressions politiques continueront d'infléchir les décisions de la Commission nationale de Carte Scolaire tant qu'il ne sera pas instauré un moyen de contrôle efficace des constructions des écoles.

De plus, bien que la Commission soit l'organe suprême de décision d'ouverture d'écoles, son action reste paralysée par des ouvertures clandestines qui s'opèrent parfois au détriment des zones plus nécessiteuses, rendant inopérante toute tentative de programmation des constructions. Cette tendance entraîne par ailleurs la Commission nationale de la Carte Scolaire à reconnaître des situations de fait. Des classes clandestines seront un jour reconnues et épongeront une partie non négligeable des maîtres disponibles. On se trouve alors chaque année devant des 'situations de classes à régulariser' plutôt que de véritables créations d'écoles.

Cette pratique présente de graves inconvénients en ce sens qu'elle fausse la physionomie de l'expansion de l'enseignement primaire. A cet égard, le décret du 10 mars 1967 et les textes subséquents, s'ils donnent des directives d'ordre général de rationalisation de la carte scolaire, n'insistent pas assez sur les moyens à mettre en oeuvre.

Une autre difficulté réside dans la composition des commissions : la volonté du Gouvernement d'associer toutes les couches sociales à l'élaboration de la carte scolaire arrive parfois à paralyser l'action des services techniques d'exécution.

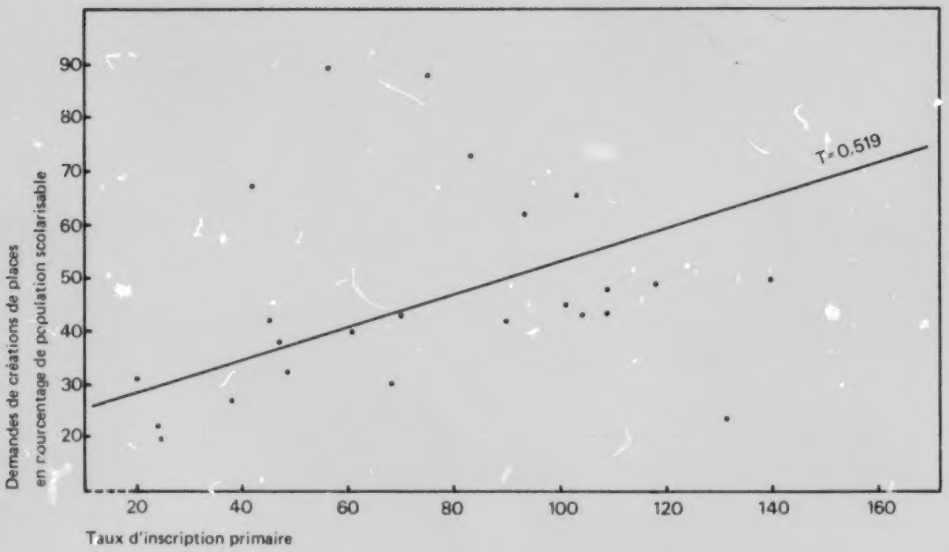
Existe-t-il une corrélation entre les demandes d'ouverture de classes par la population d'une inspection primaire[1] et son degré de scolarisation exprimé en taux d'inscription primaire[2] ?

Le coefficient de 0,519 que nous donnent les calculs et qui est schématisé sur le graphique 1 ci-après montre que dans une certaine mesure, plus une région est scolarisée, plus elle demande à l'être davantage (Voir graphique 1).

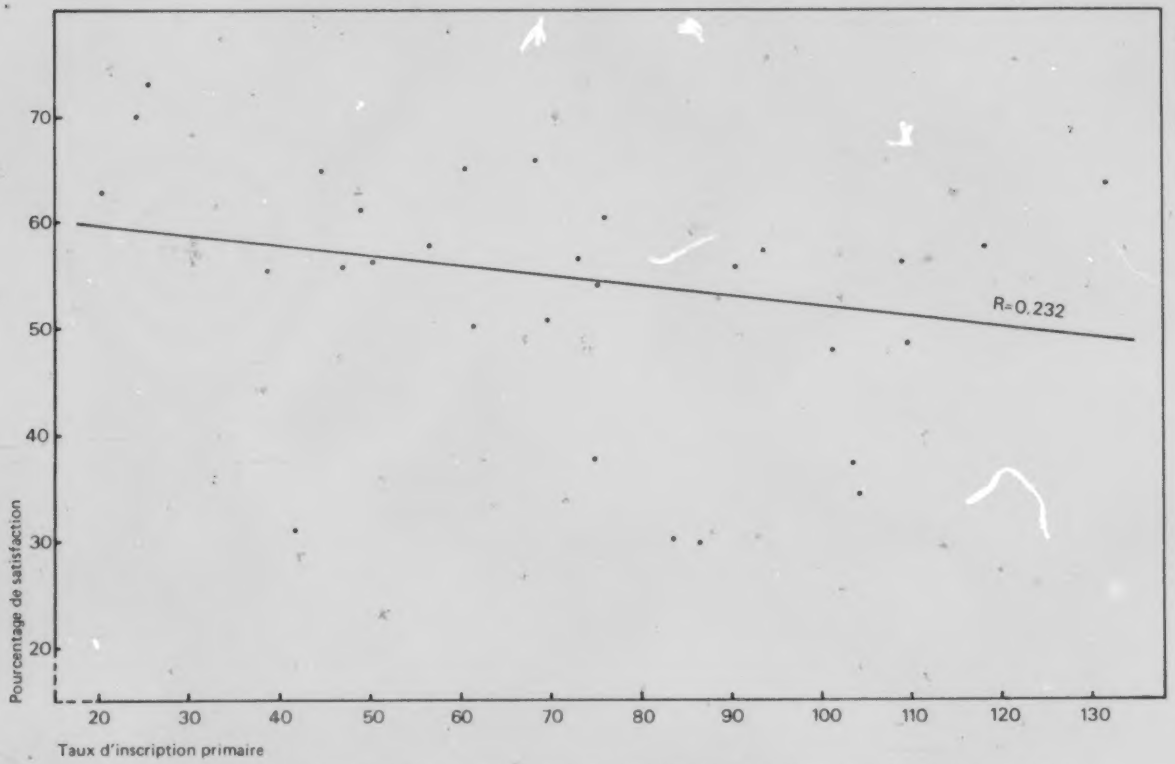
La comparaison des autorisations d'ouvertures de classes données par la CNCS avec les demandes des populations donne un indicateur que l'on pourrait appeler le degré de satisfaction des demandes. La corrélation de cet indicateur avec le taux d'inscription primaire donne un coefficient de 0,232. Ce coefficient négatif mis en évidence sur le graphique 2 ci-après montre la volonté de la CNCS de réduire les disparités régionales (voir graphique 2).

---

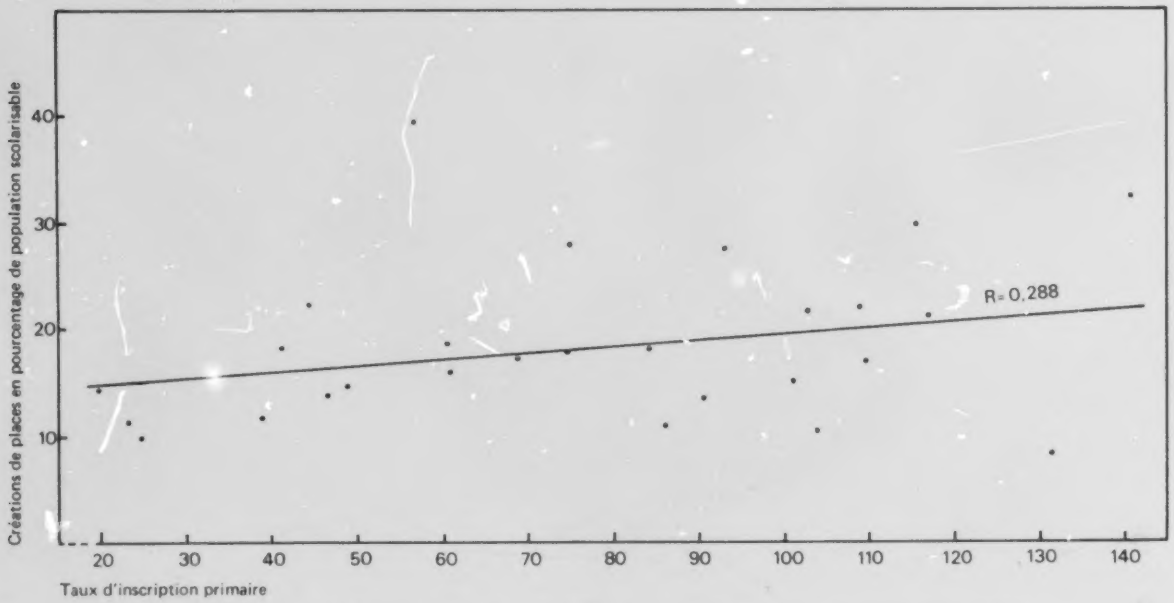
1. Demandes :
   Somme des classes demandées par les commissions départementales entre 1968 et 1971 exprimées en pourcentage d'accueil de la population scolarisable 1967 : c'est-à-dire :
   $\frac{\text{Classes demandées} \times 44 \times 100}{\text{Population scolarisable 1967}}$
   44 est la norme du nombre d'élèves par classe.
2. Taux d'inscription primaire ; pour les trois calculs de corrélation, le taux d'inscription primaire de 1967 a été retenu parce qu'il n'est pas influencé par les décisions de la CNCS ; il s'agit de la situation telle qu'elle existait lors de la création de cette commission.




Graphique 1. Demandes de créations de places par les différents départements entre 1968 et 1971




Graphique 2. Pourcentage de satisfaction des demandes des départements par la Commission Nationale




Graphique 3. Décisions de créations de places par la Commission Nationale (en pourcentage de population scolarisable du département)

Quant à la comparaison des ouvertures de classes autorisées par la CNCS[1] toujours avec le taux d'inscription primaire de 1967, elle se traduit par un coefficient de corrélation de 0, 288.

Ceci signifie que, malgré la volonté de la CNCS de réduire les disparités régionales, son action demeure encore insuffisante pour corriger les demandes des départements. Il apparaît donc nécessaire de bâtir une politique à long terme de développement régional de la scolarisation (voir graphique 3).

Il faut remarquer que la CNCS ne fonctionne que depuis quatre ans. Les deux premières années de son fonctionnement ont consisté à régulariser des situations anarchiques créées du fait de l'explosion scolaire dès 1963 ; elle n'a exercé aucune influence sur l'évolution générale du système scolaire.

C'est depuis deux ans qu'elle intervient réellement dans le développement de l'enseignement primaire. Pour ces raisons, il n'y a tout au moins pour l'instant aucun rapport entre ses décisions des deux dernières années et les taux de scolarisation.

Les actions conjuguées du secrétariat d'Etat chargé de l'enseignement primaire et la télévision éducative et divers services intéressés établiront dans les années à venir des rapports plus étroits pour amener la CNCS à jouer un rôle plus dynamique.

## 3. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DE SCOLARISATION PRIMAIRE SELON LE PLAN D'EDUCATION, ET LEUR INFLUENCE SUR LA METHODOLOGIE DE LA CARTE SCOLAIRE

La croissance de l'enseignement primaire entre 1950 et 1960 a été extrêmement rapide (moyenne annuelle = +22%), mais une stabilisation des admissions au CP1 à partir de 1963/64 a permis de maîtriser cette expansion tout en facilitant des progrès importants de l'instruction. Les effectifs sont passés entre 1960/61 et 1970/71 de 239 000 à 502 000 enfants. La proportion de la classe d'âge 7 à 12 ans effectivement scolarisée peut être estimée à 52 % à l'aube de cette nouvelle décennie, alors qu'elle était de 43 % en 1964/66 et de l'ordre de 33 % en 1960/61.

Les perspectives de développement de la scolarisation primaire entre 1971 et 1980 sont très ambitieuses, tant sur le plan qualitatif que quantitatif.

---

1. Somme des autorisations d'ouverture de classes entre 1967 et 1971, exprimées en pourcentage d'accueil de la population 1967, c'est-à-dire :
$$\frac{\text{Classes autorisées} \times 44 \times 100}{\text{Population scolarisable 1967}}$$

Qualitativement, la Côte-d'Ivoire a commencé à mettre en oeuvre un ensemble de réformes touchant à la fois la révision des programmes d'enseignement, la réduction du nombre d'élèves par classe, la rénovation de la formation des instituteurs adjoints, le recyclage des maîtres en service et l'amélioration des fournitures scolaires.

Pour réaliser toutes ces améliorations avec le maximum d'efficacité, la Côte-d'Ivoire a choisi d'utiliser un soutien pédagogique puissant : à partir de l'année scolaire 1971/72, la télévision scolaire est introduite progressivement dans les classes de l'enseignement primaire , l'objectif est de couvrir l'ensemble des CP1 publics pour la rentrée 1975, de sorte que six ans plus tard tous les CM2 suivraient le programme télévisuel.

L'un des effets attendu de ces réformes pédagogiques et de la télévision scolaire est la suppression presque complète des redoublements. Nous reviendrons sur ce point car il a des effets importants sur la carte scolaire.

Quantitativement, l'objectif principal est de scolariser l'ensemble des enfants de six ans en 1980. Le tableau 6, extrait du 'plan d'éducation'[1] montre deux périodes bien distinctes dans la poursuite de cet objectif : de 1970 à 1975 l'accroissement des effectifs du CP1 est très lent : il s'agit de l'époque de mise en place de la télévision scolaire ; à partir de 1975, l'enseignement public prendrait 10 000 élèves supplémentaires par an au niveau du CP1.

'En 1979, la classe d'âge 6-7 ans sera de 170 000 enfants. En stabilisant les effectifs de l'enseignement privé à 110 000 élèves pour l'ensemble du cycle - ce qui correspond effectivement aux intentions des responsables de cet enseignement - on peut considérer que les nouveaux inscrits y seront de l'ordre de 20 000. L'enseignement public devrait, en conséquence, intégrer dans ses classes la différence, soit 145 000 à 150 000 élèves. On atteindra ainsi, vers 1986, la scolarisation totale de la classe d'âge 6-11 ans'.[2]

Les projections d'effectifs telles qu'elles apparaissent dans le plan sont en fait la somme de trois projections différentes : les élèves suivant l'enseignement télévisuel avancent selon un système de promotion automatique, les élèves de l'enseignement traditionnel - moins nombreux chaque année dont les flux évoluent dans le système selon la trilogie classique : promotion, redoublement, abandon, et enfin une troisième catégorie d'élèves qui se trouvent dans la classe qui précédera la mise en place de la télévision et des nouveaux programmes, et qui, de ce fait, ne peuvent pas redoubler une fois passé le CP1.

Il découle de cette introduction de la promotion automatique que le nombre de places disponibles pour des nouveaux élèves va s'accroître très rapidement au fur et à mesure de la disparition des redoublants ; ainsi, selon la programmation du plan, les effectifs des CP1 publics devraient passer de 92 000 à 95 000 entre 1971/72 et 1974/75, soit une augmentation de 3,3 % ; pendant la même période, le nombre de places disponibles pour les enfants s'inscrivant pour la première fois dans l'enseignement primaire passerait de 64 400 à 85 690, soit un accroissement de 33,1 % (voir tableau 7) ; la réforme qualitative de l'enseignement a donc un effet considérable sur l'objectif quantitatif de scolarisation totale des enfants de six ans.

Lorsque la télévision aura touché toutes les classes primaires (en 1980 selon la programmation actuelle) tous les enfants entreront dans l'enseignement primaire à 6 ou 7 ans et y resteront six ans, ce qui est loin d'être le cas actuellement puisque 82 % des élèves se trouvant actuellement en sixième ont eu une scolarité primaire supérieure à six ans ; il s'agit là du meilleur quart des élèves provenant du CM2.[3]

Ce changement est extrêmement important en ce qui concerne la carte scolaire, car à terme, les écoles devront pouvoir accueillir six classes d'âge et non sept ou huit comme c'est le cas lorsque le taux de rétention du système est trop grand.

Ceci permet à la Côte-d'Ivoire d'utiliser pour ses calculs de carte scolaire un indicateur particulier ; le taux d'inscription primaire (effectifs totaux/classe d'âge sept à douze ans) de préférence au classique taux de scolarisation (effectifs de sept à douze ans/classe d'âge sept à douze ans). Si l'écart entre ces deux mesures est encore important (en 1972 le taux d'inscription primaire = 70 % et le taux de scolarisation = 52,3 %), cette différence disparaîtra lorsque la rénovation du système primaire aura gagné toutes les classes.

Cette mesure permet dès à présent de connaître les sous-préfectures qui ont une infrastructure scolaire supérieure à leur population scolarisable.

---

1. Par 'plan d'éducation' il faut entendre le chapitre du 'plan de développement économique, social et culturel 1971/75' consacré au développement culturel.
2. Plan d'éducation
3. Le quart des effectifs totaux du CM2 réussit le concours d'entrée en sixième.

Tableau 6. Enseignement primaire public - Effectifs annuels et mise en oeuvre de la télévision scolaire

| | 1970/71 | 1971/72 | 1972/73 | 1973/74 | 1974/75 | 1975/76 | 1976/77 | 1977/78 | 1978/79 | 1979/80 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| CP1 - Total | 92 000 | 92 000 | 93 000 | 94 000 | 95 000 | 105 000 | 115 000 | 125 000 | 135 000 | 145 000[1] |
| -SS. IV[2] | | 20 990 | 41 980 | 62 960 | 83 950 | 105 000 | 115 000 | 125 000 | 135 000 | 145 000 |
| CP2 - Total | 71 130 | 76 600 | 80 310 | 84 150 | 88 030 | 91 920 | 105 000 | 115 000 | 125 000 | 135 000 |
| -SS. TV | | ------ | 20 990 | 41 980 | 62 960 | 83 950 | 105 000 | 115 000 | 125 000 | 135 000 |
| CE1 - Total | 62 680 | 66 090 | 74 740 | 78 810 | 83 810 | 88 950 | 84 840 | 105 000 | 115 000 | 125 000 |
| -SS. TV | | | ------ | 20 990 | 41 980 | 62 960 | 83 950 | 105 000 | 115 000 | 125 000 |
| CE2 - Total | 52 960 | 56 590 | 59 840 | 70 450 | 77 020 | 83 430 | 89 250 | 84 690 | 105 000 | 115 000 |
| -SS. TV | | | | ------ | 20 990 | 41 980 | 62 960 | 83 950 | 105 000 | 115 000 |
| CM1-Total | 49 680 | 54 620 | 58 830 | 62 530 | 69 190 | 75 180 | 80 860 | 85 840 | 84 910 | 105 000 |
| -SS. TV | | | | | ------ | 20 990 | 41 980 | 62 960 | 83 950 | 105 000 |
| CM2-Total | 56 600 | 58 760 | 60 100 | 60 450 | 60 030 | 69 110 | 75 500 | 82 290 | 87 920 | 84 850 |
| | | | | | | ------ | 20 990 | 41 980 | 62 960 | 83 950 |
| Total général | 385 050 | 404 600 | 426 820 | 450 390 | 472 990 | 513 590 | 550 450 | 597 820 | 652 830 | 709 850 |
| SS. TV | | 20 990 | 62 970 | 125 930 | 209 880 | 314 880 | 429 880 | 533 890 | 626 910 | 708 950 |

- à la droite des lignes suivantes :

------ cessation des redoublements dans les classes qui suivront les émissions de l'année suivante.
_____ mise en oeuvre de la TV à 100 % des effectifs touchés.

1. à partir de 1979/80 chaque année la totalité de la classe d'âge de 6 ans sera scolarisée.
2. SS. TV : nombre d'enfants suivant les cours de la télévision scolaire

Tableau 7. Evolution des entrées au CP1 dans l'enseignement public en fonction de la programmation du plan

| | Effectifs du CP1 enseignement public | | | Redoublants | Places disponibles pour nouveaux élèv. |
|---|---|---|---|---|---|
| | Total | Télévisuel | Traditionnel | | |
| 1969/70 | 84 757 | - | 84 757 | | |
| 1970/71 | 92 000 | - | 92 000 | 25 430 | 66 570 |
| 1971/72 | 92 000 | 20 990 | 71 010 | 27 600 | 64 400 |
| 1972/73 | 93 000 | 41 980 | 51 020 | 21 300 | 71 700 |
| 1973/74 | 94 000 | 62 960 | 31 040 | 15 310 | 78 690 |
| 1974/75 | 95 000 | 83 950 | 11 050 | 9 310 | 85 690 |
| 1975/76 | 105 000 | 105 000 | - | 3 320 | 101 680 |

Tableau 8. Situation de l'enseignement du premier degré au 1er janvier 1972 - Résumé statistique

I. Structure d'accueil

| | Public | Privé | Total |
|---|---|---|---|
| Nombre d'écoles | 1 855 | 426 | 2 281 |
| Nombre de classes | 8 989 | 2 490 | 11 479 |
| Nombre de cours | 11 281 | 2 890 | 14 171 |

II. Personnel enseignant

| | Inst. | Inst. Adj. | Moniteurs | Monit. Adj. | Total | Dt. Femmes |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Public VA | 1 308 | 6 468 | 1 062 | 103 | 8 941 | 597 |
| % | 14, 6 | 72, 3 | 11, 9 | 1, 2 | 100, 0 | 6, 7 |
| Privé VA | 252 | 926 | 814 | 503 | 2 495 | 617 |
| % | 10, 1 | 37, 1 | 32, 6 | 20, 2 | 100, 0 | 24, 7 |
| Total VA | 1 560 | 7 394 | 1 876 | 606 | 14 436 | 1 214 |
| % | 13, 6 | 64, 7 | 16, 4 | 5, 3 | 100, 0 | 10, 6 |

III. Effectifs

| | CP1 | CP2 | CE1 | CE2 | CM1 | CM2 | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| G | 54 080 | 48 758 | 43 265 | 36 676 | 30 367 | 44 007 | 263 153 |
| Public F | 35 887 | 31 150 | 26 581 | 21 214 | 1[illegible]8 | 18 163 | 152 133 |
| T | 89 967 | 79 908 | 69 846 | 57 890 | 55 5[illegible] | 62 170 | 415 286 |
| G | 14 310 | 10 954 | 10 835 | 10 066 | 10 989 | 13 729 | 70 883 |
| Privé F | 10 566 | 7 061 | 6 808 | 5 833 | 5 712 | 5 466 | 41 446 |
| T | 24 876 | 18 015 | 17 643 | 15 899 | 16 701 | 19 195 | 112 329 |
| G | 68 390 | 59 712 | 54 100 | 46 742 | 47 356 | 57 736 | 334 036 |
| Total F | 46 453 | 38 211 | 33 389 | 27 047 | 24 850 | 23 629 | 193 579 |
| T | 114 843 | 97 923 | 87 489 | 73 789 | 72 206 | 81 365 | 527 615 |

# Conclusions de la première partie

Aux termes de cette partie, trois conclusions importantes peuvent être dégagées :

1. D'une part malgré l'expansion considérable de l'enseignement primaire en Côte-d'Ivoire, le pays est loin d'avoir atteint l'objectif de scolarisation primaire universelle, certaines régions n'ayant pas encore réussi à admettre un enfant sur deux à l'école primaire ;
2. L'expansion de la scolarisation s'est développée de manière très différente selon les régions, malgré l'introduction du mécanisme des commissions de la carte scolaire. De fait, ces commissions n'ont pas contribué suffisamment à rationaliser les décisions d'implantation des locaux - les initiatives étant largement dans les mains des collectivités locales - ni à éliminer les disparités régionales qui demeurent élevées dans ce pays.
3. L'adoption de la télévision éducative en Côte-d'Ivoire s'accompagne d'une série de réformes qui sont susceptibles d'affecter de façon significative la structure et les caractéristiques de l'offre d'enseignement. Il devient donc impératif d'étudier et de mettre au point une méthodologie de préparation de la carte scolaire.

C'est dans cette perspective que s'inscrit la deuxième partie de ce rapport. Il est supposé implicitement que des réformes appropriées seront prises pour améliorer le fonctionnement des commissions de la carte scolaire. Nous nous sommes limités dans ce rapport à la mise au point d'une méthodologie.[1]

---

1. Ce qui ne signifie pas que le principal obstacle à la mise en oeuvre d'une carte scolaire rationnelle en Côte-d'Ivoire soit d'ordre méthodologique ; le chapitre II laisse penser qu'il est de nature institutionnelle et politique.

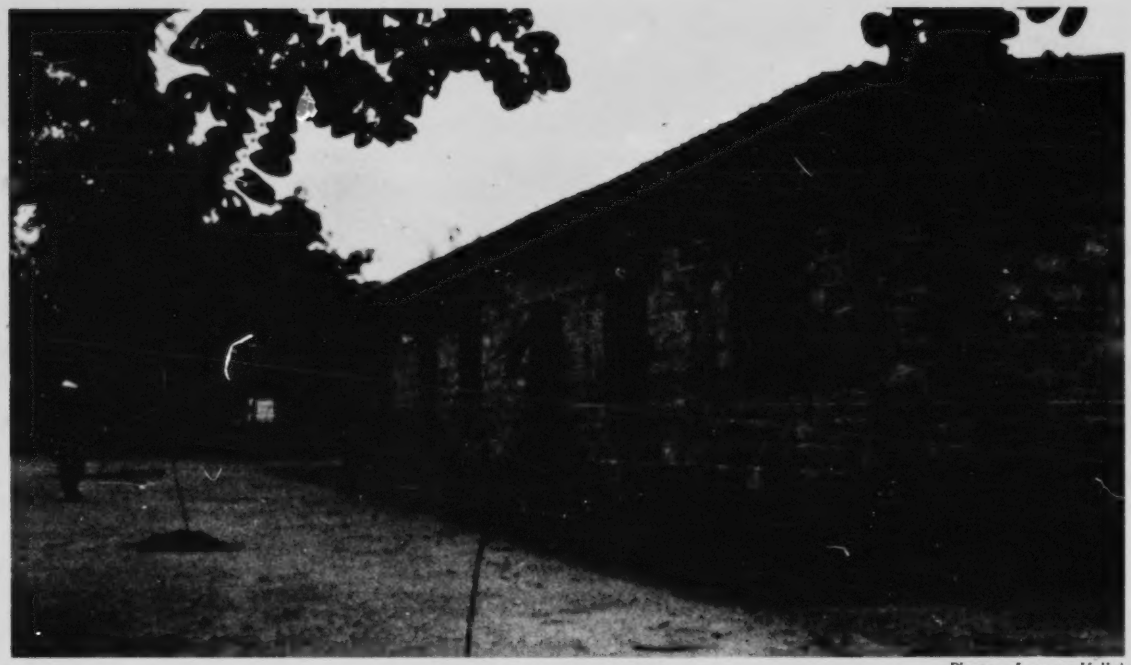


Photo : Jacques Hallak

*Côte-d'Ivoire : une école inachevée mais déjà utilisée.*

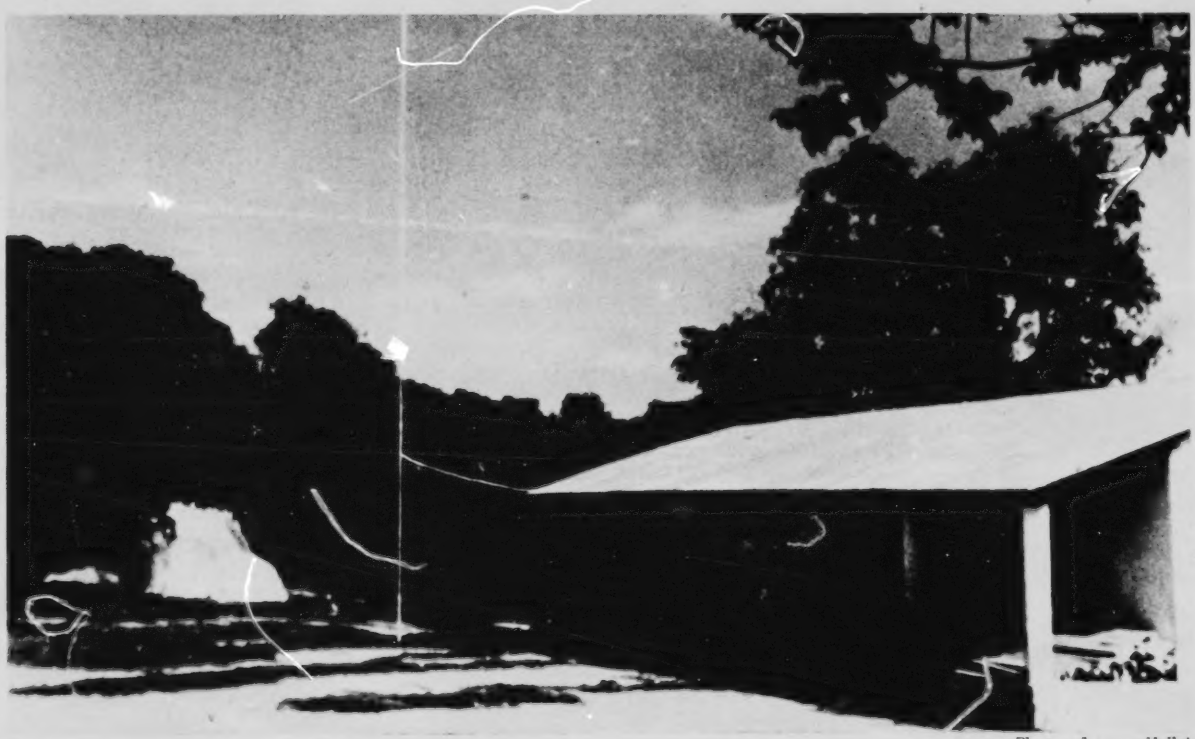


Photo : Jacques Hallak

*Côte-d'Ivoire : la télévision dans une école rurale de Dabakala.*

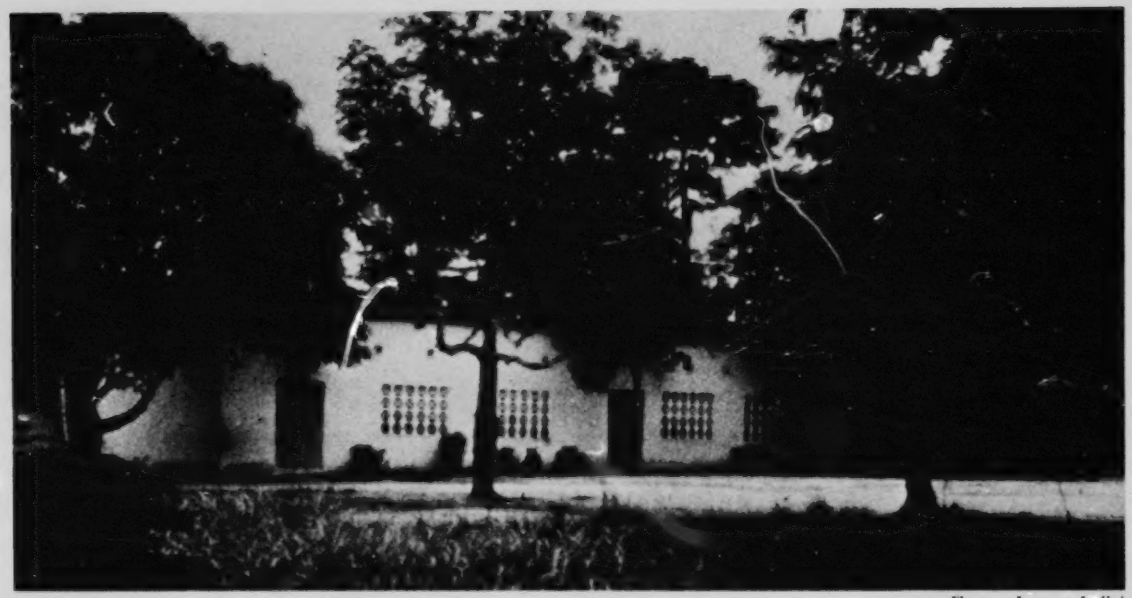


Photo : Jacques Hallak

*Côte-d'Ivoire : une nouvelle école rurale.*

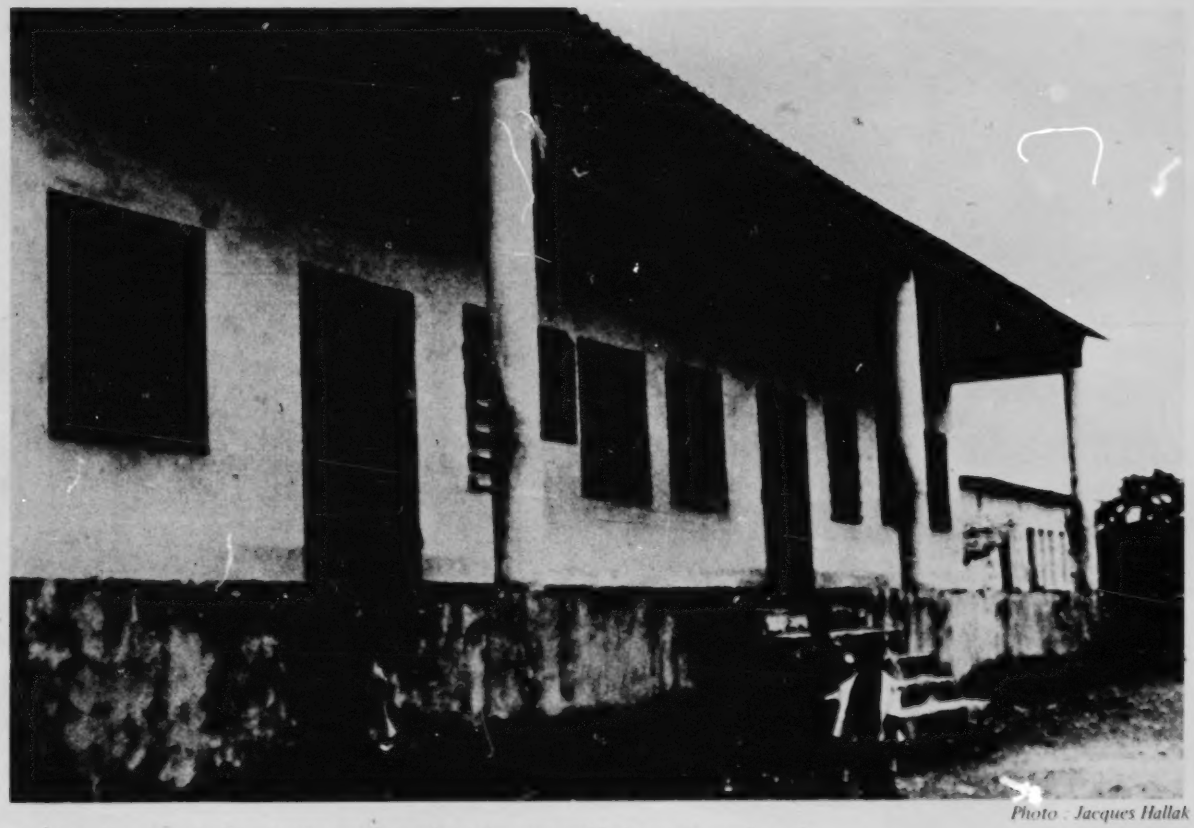


Photo : Jacques Hallak

*Côte-d'Ivoire : une école primaire rurale typique des sous-préfectures du nord.*

DEUXIÈME PARTIE

# Deux études pilotes

L'objet de cette partie est de présenter deux études pilotes entreprises dans deux sous-préfectures de la Côte-d'Ivoire. Le choix des sous-préfectures a été fait en fonction des six critères suivants :

1. Zone géographique : forêt/savane. Selon une étude récente (1971) la structure démographique (âge, sexe) de la population africaine est différente selon que l'on se trouve en forêt ou en savane. En particulier le groupe d'âge 5 à 14 ans représenterait (i) en forêt 11,4 % de la population totale masculine, 10,8 % de la population totale féminine ; (ii) en savane les pourcentages seraient respectivement de 13,9 % et de 13,7 %.
2. Répartition de l'habitat : regroupé, dispersé, linéaire le long des grandes routes. Les formules d'organisation de l'offre varient évidemment selon ces trois types de distribution de l'habitat qu'on rencontre en Côte-d'Ivoire.
3. Niveau de développement économique : Elevé/faible. Comme on l'a vu précédemment, les collectivités les plus riches sont généralement les plus dynamiques et connaissent un développement très rapide de leur scolarisation.
4. Phénomènes migratoires : La Côte-d'Ivoire comme les pays voisins de l'Afrique tropicale, connaît de forts mouvements migratoires. Certaines régions sont d'émigration, d'autres d'immigration ; les conséquences sur les perspectives d'évolution de la carte scolaire sont évidemment diamétralement opposées.
5. Niveau de développement de la scolarisation : Faible/élevé ; non seulement les besoins de création d'écoles varient, mais les possibilités de restructuration de l'offre sont plus ou moins grandes.
6. Disponibilités des données démographiques : L'un des paramètres essentiels de la carte scolaire est l'évolution de la population du groupe d'âge scolarisable. La connaissance de cette évolution est donc un préalable important à la préparation de la carte. Les données démographiques sont souvent imprécises en milieu rural et les 'cahiers de village' rarement tenus à jour.

Compte tenu de ces critères et après de larges consultations avec les représentants du Ministère de l'Education, le choix s'est porté sur les sous-préfectures de Sikensi au sud, de Dabakala au nord, que nous allons étudier successivement dans les chapitres suivants.



33

# III. La carte scolaire de Sikensi

## 1. QUELQUES DONNEES DE BASE SUR SIKENSI

Située à 95 km. au nord-ouest d'Abidjan, la sous-préfecture de Sikensi couvre une superficie de 1 582 km$^2$. Elle est limitée au nord par le département d'Agbouville, au sud par celui de Dabou, et à l'ouest par la sous-préfecture de Tiassalé. (voir Carte A).

Le relief est formé de plateaux vallonnés ; dans ces vallons coulent un certain nombre de petites rivières, telles que la Bécédi, le Gbébo, la Kpa et la Moutoukpa.

La région est placée sous l'influence du climat attiéen avec de fortes précipitations variant entre 1 600 et 1 800 mm. conférant au climat une humidité permanente et une végétation largement 'secondarisée'.

Plusieurs cultures se pratiquent dans la région de Sikensi : ignames (1 276 T), banane plantain (21 500 T), manioc (12 000 T), tarot (200 T, maïs (126 T), riz (200 T), patates (100 T).

La production des cultures industrielles se compose de 2 008 T de café, 300 T de cacao, 6 000 T de cola, 1 300 T de bananes (poyo) et 140 T d'ananas.

A l'agriculture s'ajoute un artisanat local de bijouterie et de poterie. Il existe également une carrière de pierres à Brafouébi.

Rattachée pendant longtemps à la sous-préfecture de Dabou, l'histoire de Sikensi se confond avec celle-ci. De sa création récente découle un nombre réduit de services ; l'administration générale est cependant représentée par la santé, l'agriculture, les P et T.

Sa situation sur l'axe principal Abidjan-Bouaké fait de Sikensi une région promise à un avenir prospère.

La population totale est évaluée à 24 740[1] habitants répartis dans 17 villages, soit une densité de 15,6 au km$^2$. Les 17 villages reliés par 100 km. de route non bitumée, sont peuplés de l'ethnie Abidji qui comprend 94 % de la population totale. Les 17 villages qui composent la sous-préfecture de Sikensi n'ont été recensés qu'en 1966. Un autre recensement a eu lieu en 1971, mais il n'a atteint que sept villages qui sont : Bakanou A, Bakanou B, Elibou, Yaobou, Soukoukro, Sahuyé, Gomon. On ne dispose pas de données sur les migrations. Mais on peut noter que quelques plantations (ananas-banae) attirent une main-d'oeuvre saisonnière composée de voltaïques et de maliens.

L'analyse des données se faisant sur l'année 1971, une estimation des populations non recensées s'est avérée nécessaire pour avoir des estimations homogènes.

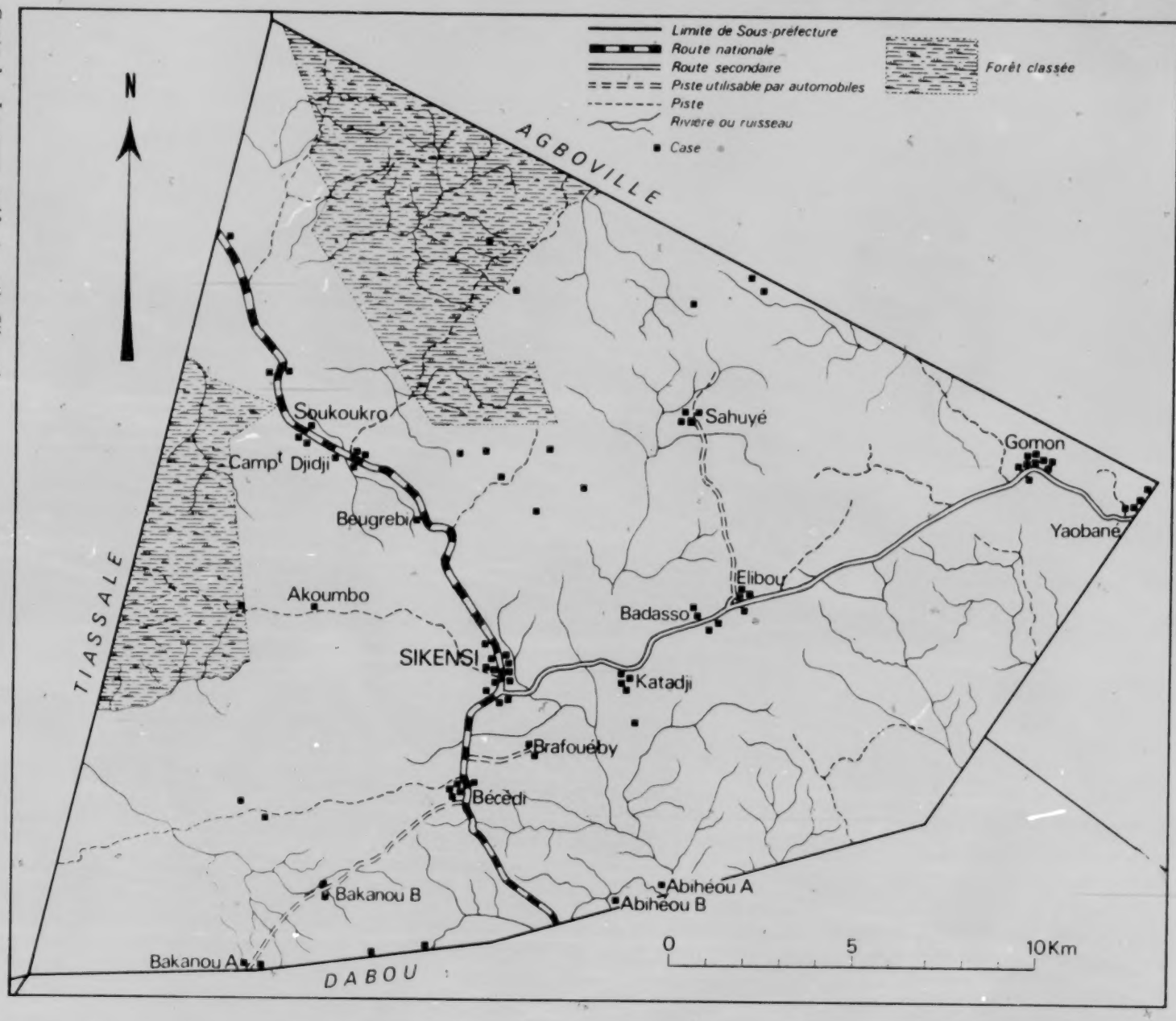
Pour ce faire, l'on a calculé un coefficient de correction sur la base d'un taux d'accroissement de la population pour la période 1966/71 (voir annexe à ce chapitre.

## 2. L'ETAT DE LA SCOLARISATION EN 1971/72 A SIKENSI

La sous-préfecture comprend 16 écoles de 89 classes, 101 cours. L'ensemble des effectifs est de 3 874 élèves dont 2 878 dans les 12 écoles publiques et 996 dans les quatre établissements privés (voir tableau 9). Les tableaux 10 à 21 analysent la situation de la scolarisation à Sikensi (voir également carte B).

La situation générale des écoles nous est donnée par le tableau 10. Les deux premières colonnes de ce tableau montrent que dans l'ensemble les structures pédagogiques sont respectées bien que certaines écoles n'aient pas atteint leur structure finale (3-6-12 classes).

1. Les chiffres de production et de population datent de 1970.




Carte A. La sous-préfecture de Sikensi

Tableau 9. Situation au 1.1.1972

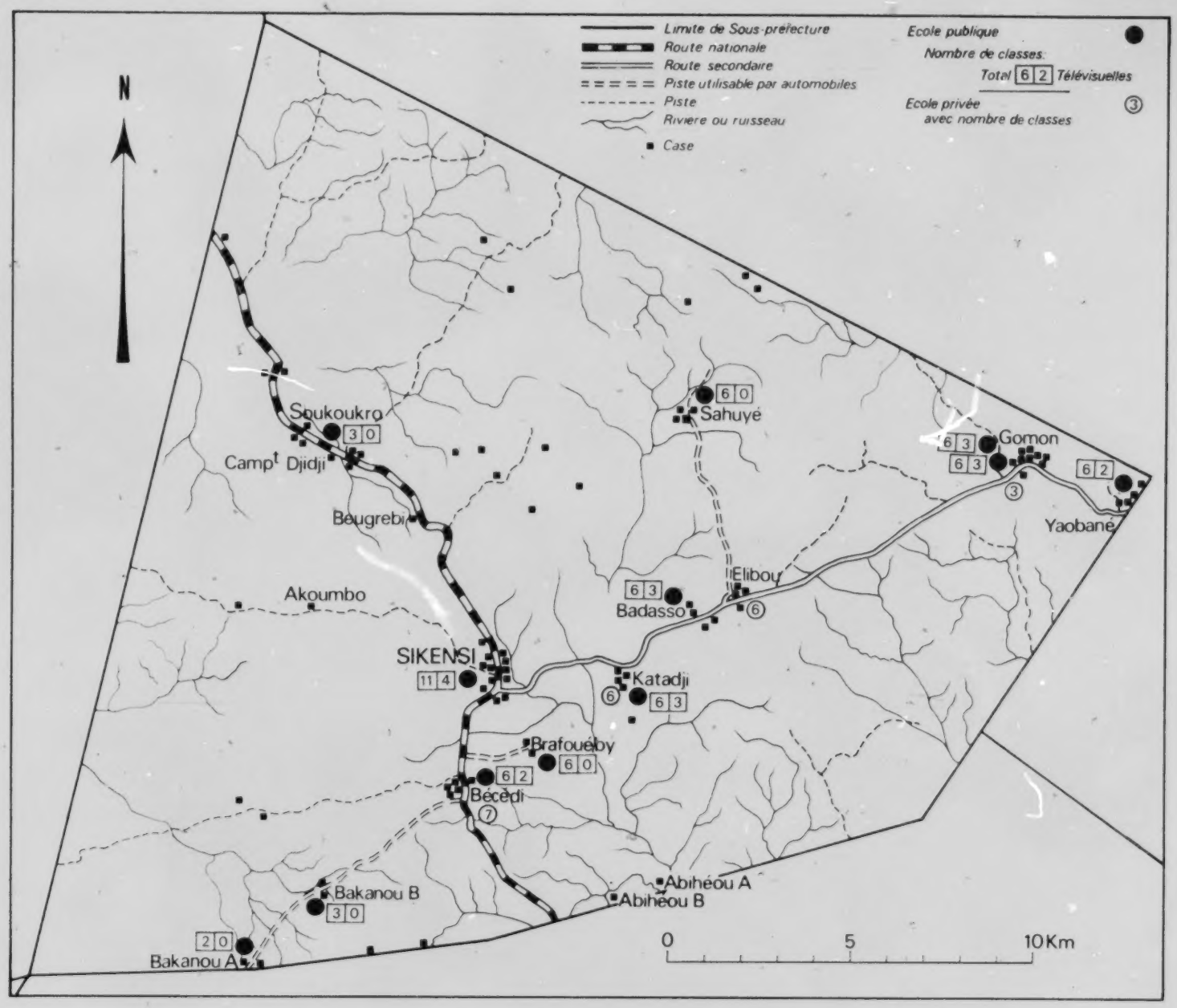
| Rubriques | Sikensi | | |
|---|---|---|---|
| | Public | Privé | Total |
| Nombre d'écoles | 12 | 4 | 16 |
| Nombre de classes | 69 | 22 | 91 |
| Nombre de cours | 77 | 24 | 101 |
| Nombre de maîtres | 67 | 23 | 90 |
| Nombre d'élèves | 2 878 | 996 | 3 874 |

Tableau 10. Sous-Préfecture de Sikensi - Situation générale des écoles

| Cours / Ecoles | Nombre de classes | Nombre de cours | Nombre d'élèves | Nombre de maîtres | Nombre d'élèves par maître |
|---|---|---|---|---|---|
| Badasso no. 1 | 6 | 6 | 259 | 6 | 43 |
| Bakanou 'A' no. 2 | 2 | 6 | 113 | 2 | 57 |
| Bakanou 'B' no. 3 | 3 | 6 | 147 | 3 | 49 |
| Bécedi no. 4 | 6 | 6 | 272 | 6 | 45 |
| Braffoueby no. 5 | 6 | 6 | 226 | 6 | 38 |
| Gomon no. 6 | 6 | 6 | 276 | 6 | 46 |
| Katadji no. 7 | 6 | 6 | 240 | 6 | 40 |
| Sahuyé no. 8 | 6 | 6 | 269 | 6 | 45 |
| Sikensi no. 9 | 11 | 6 | 434 | 11 | 39 |
| Soukoukro no. 10 | 3 | 6 | 120 | 3 | 40 |
| Yaoubou no. 11 | 6 | 6 | 246 | 6 | 41 |
| Bécédi cath. no. 12 | 7 | 6 | 315 | 7 | 45 |
| Ellibou cath. no. 13 | 6 | 6 | 316 | 6 | 53 |
| Gomon Prot. no. 14 | 3 | 5 | 133 | 3 | 44 |
| Katadji Prot. no. 15 | 6 | 6 | 232 | 6 | 39 |
| Gomon no. 16 | 6 | 6 | 276 | 6 | 46 |
| Total | 89 | 95 | 3 874 | 89 | 43 |

Quoique le nombre de maîtres ne corresponde pas au nombre de cours, le rapport élèves/maître correspond dans l'ensemble à la norme 44 fixée par le ministère de l'Education nationale (43,0 en moyenne pour la sous-préfecture). Quelques exceptions méritent d'être notées : Bakanou A (57) ; la no. 5 (38) ; la no. 9 (39) ; la no. 13 (53) et la no. 15 (39).

La répartition des élèves par cours et par sexe suivant l'ordre d'enseignement se présente ainsi : l'enseignement public accueille 1 683 garçons contre 1 195 filles ; dans le privé, 578 garçons contre 418 filles. Il est intéressant à cet égard de noter que la situation est la même dans les deux secteurs public et privé. La proportion des filles pour l'ensemble des effectifs représente 41 % contre environ 36,7 % au niveau national. C'est le signe que la scolarisation des filles progresse d'une manière satisfaisante. Ce pourcentage est très élevé au niveau des CP1 et CP2, mais diminue au fur et à mesure qu'on s'achemine vers le CM2 (voir tableau 11). Il s'agit là d'un phénomène transitoire : les filles comblent leur retard en ce qui concerne la scolarisation primaire.




Carte B. La carte scolaire de Sikensi, 1971/72

Tableau 11. Sous-Préfecture de Sikensi - Répartition des élèves suivant les cours, l'ordre d'enseignement et le sexe

| Cours | Garç. | Filles | Total | % des filles | Garç. | Filles | Total | % des filles | Garç. | Filles | Total | % des filles |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| CP1 | 285 | 250 | 535 | 46 | 154 | 102 | 256 | 39 | 439 | 352 | 791 | 44 |
| CP2 | 280 | 265 | 545 | 48 | 86 | 73 | 159 | 45 | 366 | 338 | 704 | 48 |
| CE1 | 271 | 217 | 488 | 44 | 75 | 69 | 144 | 47 | 346 | 286 | 632 | 45 |
| CE2 | 310 | 186 | 496 | 37 | 75 | 65 | 140 | 46 | 385 | 251 | 636 | 39 |
| CM1 | 254 | 141 | 395 | 35 | 108 | 67 | 175 | 38 | 362 | 208 | 570 | 36 |
| CM2 | 283 | 136 | 419 | 32 | 80 | 42 | 122 | 34 | 363 | 178 | 541 | 32 |
| Total | 1 683 | 1 195 | 2 878 | 41 | 578 | 418 | 996 | 41 | 2 261 | 1 613 | 3 874 | 41 |

Tableau 12. Sous-Préfecture de Sikensi - Taux de redoublement par école et par cours

| Cours / Ecoles | CP1 | CP2 | CE1 | CE2 | CM1 | CM2 | Taux moyens |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Badasso no. 1 | 38,9 | 37,7 | 40,4 | 37,5 | 27,0 | 48,6 | 38,3 |
| Bakanou 'A' no. 2 | 6,3 | 8,0 | - | - | 15,4 | 37,0 | 16,7 |
| Bakanou 'B' no. 3 | 13,2 | 20,0 | 8,0 | 13,0 | 22,2 | 33,3 | 18,3 |
| Bécédi no. 4 | 43,1 | 38,9 | 32,5 | 34,3 | 38,7 | 70,8 | 43,1 |
| Braffoueby no. 5 | 29,1 | 36,1 | 40,6 | 51,4 | 51,4 | 44,4 | 42,2 |
| Gomon '1' nos. 6 et 16[1] | 25,7 | 25,5 | 24,0 | 26,5 | 41,3 | 51,9 | 32,5 |
| Katadji no. 7 | 15,9 | 14,0 | 13,6 | 21,6 | 35,3 | 46,2 | 24,4 |
| Sahuyé no. 8 | 30,5 | 26,8 | 26,0 | 22,0 | 20,4 | 35,0 | 26,8 |
| Sikensi no. 9 | 34,3 | 22,0 | 38,0 | 30,6 | 17,6 | 54,7 | 32,9 |
| Soukoukro no. 10 | 30,0 | 26,3 | 10,0 | 30,0 | 27,3 | 64,0 | 31,3 |
| Yaoubou no. 11 | 37,0 | 36,4 | 52,4 | 27,0 | 16,7 | 43,3 | 35,5 |
| Bécédi cath. no. 12 | 35,0 | 16,3 | 2,9 | 14,3 | 15,7 | 21,4 | 17,6 |
| Ellibou cath. no. 13 | 11,5 | 22,4 | 41,7 | 37,8 | 40,4 | 65,0 | 36,5 |
| Gomon prot. no. 14 | 23,1 | 10,5 | 52,6 | 17,6 | 12,5 | - | 23,3 |
| Katadji prot. no. 15 | 13,1 | 55,6 | 22,2 | 16,1 | 43,3 | 42,3 | 32,1 |
| Gomon no. 16 | | | | | | | |

1. Les documents disponibles ne permettent pas de séparer ces deux écoles

La part des redoublants est un autre facteur intéressant. Le tableau 12 indique que ce taux varie selon les cours et le sexe. Pour l'année scolaire 1970/71-1971/72 sur le total des effectifs, 32,7 % des filles ont redoublé, contre 31,3% de garçons. Ce taux est plus fluctuant au niveau des différents cours, surtout au CM2 à cause du barrage que constitue l'examen d'entrée en 6ème. Les taux de promotion restent faibles, situés environ entre 52,9 et 77,7 % selon les écoles et les cours.

Le tableau 13 nous donne une autre indication qui porte sur le taux d'inscription par village-école. Dans trois secteurs, ce taux dépasse les 100 %; ceci peut s'expliquer dans certains cas parce que les élèves restent plus de six ans dans

Tableau 13. Sous-Préfecture de Sikensi - Calcul du taux d'inscription primaire par village-école

| Cours / Villages-écoles | Effectif de l'école | Effectif hors village | Elèves du vill. scolarisés ailleurs | Total des scolarisés du village (2+3+4) | Popul. scolarisable du village née en 1961 et 1966 | Taux d'inscription % (5/6) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 |
| Badasso no. 1 | 259 | 33 | 17 | 243 | 290 | 83,7 |
| Bakanou 'A' no. 2 | 113 | 1 | 2 | 114 | 91 | 125,3 |
| Bakanou 'B' no. 3 | 147 | 21 | 2 | 128 | 155 | 82,6 |
| Bécédi no. 4 | 276 | 4 | | - | - | - |
| Braffoueby no. 5 | 226 | 15 | 1 | 212 | 208 | 101,9 |
| Gomon '1' no. 6 | 276 | 5 | - | - | - | - |
| Katadji no. 7 | 240 | 22 | - | - | - | - |
| Sahuyé no. 8 | 269 | - | 36 | 305 | 547 | 55,7 |
| Sikensi no. 9 | 434 | 17 | 60 | 477 | 970 | 49,1 |
| Soukoukro no. 10 | 120 | 33 | 4 | 91 | 79 | 115,1 |
| Yaoubou no. 11 | 246 | 2 | 4 | 248 | 331 | 74,9 |
| Bécédi cath. no. 12 | 315 | 27 | | - | - | - |
| Ellibou cath. no. 13 | 316 | 38 | 25 | 303 | 530 | 57,1 |
| Gomon prot. no. 14 | 133 | 1 | - | - | - | - |
| Katadji prot. no. 15 | 232 | 55 | - | - | - | - |
| Gomon prot. no. 16 | 276 | 2 | - | - | - | - |
| Total | 3 874 | 275 | 174 | 3 773 | 5 209 | 72,4 |

Note : Les effectifs de Gomon (nos 6, 14, 15), de Katadji (no. 7, 15) et Bécédi (nos 4, 12), ont été groupés pour le calcul du taux d'inscription.

l'enseignement primaire. Remarquons qu'en moyenne 7 % de l'effectif scolarisé provient d'autres villages, mais que pour Soukoukro, 28 % des élèves viennent d'ailleurs ; pour Bakanou, 21 % et pour Badasso, 13 %. Ces trois villages-école exercent une forte attraction sur les villages voisins. Le taux moyen d'inscription est d'environ 72 % (voir tableau 14).

Des 275 élèves non originaires des villages-écoles, la moitié ont un correspondant et le reste effectue un trajet variant de 1 à 6 kms et plus (voir tableau 15).

Les secteurs scolaires s'interpénétrant, il n'existe pratiquement pas d'aire de recrutement propre à une école. Le tableau 16 exprime clairement ce phénomène qui fausse, dans une certaine mesure les données statistiques en gonflant les effectifs de certaines écoles ayant ou n'ayant pas de structure d'accueil suffisante.

(Tableau 17): Sur les 89 maîtres encadrant les 3 874 élèves (public et privé) l'on compte 13 instituteurs, 45 instituteurs-adjoints, 29 moniteurs et deux moniteurs adjoints. La majorité des instituteurs assurent les classes de CM2 ou CM1, rarement les autres cours. Les niveaux de qualification mentionnés dans le tableau 18 indiquent que dans l'ensemble, les élèves sont bien encadrés; en effet, près des deux tiers du personnel enseignant ont un niveau égal ou supérieur à un instituteur adjoint. Par ailleurs, les quatre catégories de maîtres se partagent les cours selon leur degré de qualification, les enseignants les moins qualifiés assurant l'encadrement des élèves des cours préparatoires et les plus qualifiés les élèves des cours moyens (voir tableau 18).

Le jumelage de certains cours tient à la fois au manque de maîtres et de locaux. Très rarement, le jumelage des cours est justifié par la faiblesse des effectifs, car à Sikensi, les villages ont presque toujours assez d'enfants pour justifier une école complète.

Il y a une assez forte dispersion des rapports élèves/maître de 37 en CM2 à 52 en CP1, ce qui confirme une amélioration de la qualité de

Tableau 14. Répartition par village-école des élèves hors-village en résidents et non résidents

| Cours / Villages-écoles | Effectifs totaux des écoles du village | Non originaires du village-école | | |
|---|---|---|---|---|
| | | Total | dont ayant un correspondant | % |
| Badasso no. 1 | 259 | 33 | 9 | 27,3 |
| Bakanou 'A' no. 2 | 113 | 1 | - | 0,0 |
| Bakanou 'B' no. 3 | 147 | 21 | 15 | 71,4 |
| Bécédi no. 4 | 587 | 31 | 25 | 80,6 |
| Braffoueby no. 5 | 226 | 15 | 5 | 33,3 |
| Gomon '1' no. 6 | 685 | 8 | 8 | 100,0 |
| Katadji no. 7 | 472 | 76 | 27 | 35,5 |
| Sahuyé no. 8 | 269 | - | - | - |
| Sikensi no. 9 | 434 | 17 | 15 | 88,2 |
| Soukoukro no. 10 | 120 | 33 | 1 | 3,0 |
| Yaoubou no. 11 | 246 | 2 | 1 | 50,0 |
| Ellibou cath. 12 | 316 | 38 | 31 | 81,6 |
| Total | 3 874 | 275 | 137 | 49,8 |

Tableau 15. Sous-Préfecture de Sikensi - Répartition des élèves hors-village effectuant le trajet suivant les écoles et la distance

| Distance en Km / Villages | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 et plus | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Badasso no. 1 | - | 24 | - | - | - | - | 24 |
| Bakanou 'A' no. 2 | - | - | 1 | - | - | - | 1 |
| Bakanou 'B' no. 3 | - | - | - | - | 6 | - | 6 |
| Bécédi nos. 12 et 4 | 1 | 1 | - | 1 | 3 | - | 6 |
| Braffoueby no. 5 | - | 10 | - | - | - | - | 10 |
| Gomon no. 6 | - | - | - | - | - | - | - |
| Katadji no. 7 | - | - | - | - | - | - | - |
| Sahuyé no. 8 | - | - | - | - | - | - | - |
| Sikensi no. 9 | - | - | - | 2 | - | - | 2 |
| Soukoukro no. 10 | 25 | 5 | - | - | - | 2 | 32 |
| Yaoubou no. 11 | - | - | 1 | - | - | - | 1 |
| Bécédi cath. no. 12 | - | - | - | - | - | - | - |
| Elibou cath. no. 13 | 7 | - | - | - | - | - | 7 |
| Gomon prot. no. 14 | - | - | - | - | - | - | - |
| Katadji prot. no. 15 | - | - | 49 | - | - | - | 49 |
| Gomon prot. no. 16 | - | - | - | - | - | - | - |
| Total | 33 | 40 | 51 | 3 | 9 | 2 | 138 |

Tableau 16. Sous-Préfecture de Sikensi - Répartition des élèves par village - école et zone de recrutement

| Zone de scolarisation (villages-écoles) \ Zone de recrutement (origine) | Villages-écoles | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Badasso | Bakanou 'A' | Bakanou 'B' | Bécédi | Braffoueby | Ellibou | Gomon | Katadji | Sahuyé | Sikensi | Soukoukro | Yaobou | Autres villages de la s/p | Hors de la s/p | Total |
| Badasso | 226 | | | | | 24 | | | 7 | | | | | 2 | 259 |
| Bakanou 'A' | | 112 | 1 | | | | | | | | | | | | 113 |
| Bakanou 'B' | | | 126 | 6 | | | | 1 | | 4 | | 1 | | 9 | 147 |
| Bécédi no. | 1 | | 1 | 556 | | | | | | 7 | 4 | 1 | | 17 | 587 |
| Braffouéby | | | | 3 | 211 | | | | | 7 | | | | 5 | 226 |
| Ellibou | 7 | | | | | 278 | | | 12 | 1 | | 1 | | 17 | 316 |
| Gomon | | | | | | | 677 | | 3 | | | 1 | | 4 | 685 |
| Katadji | 9 | 2 | | | 1 | 1 | 8 | 396 | | 40 | | | | 15 | 472 |
| Sahuyé | | | | | | | | | 269 | | | | | | 269 |
| Sikensi | | 1 | | | | | | 2 | 1 | 417 | | | 1 | 12 | 434 |
| Soukoukro | | | | | | | 1 | | 11 | 1 | 87 | | 17 | 3 | 120 |
| Yaoubou | | | | | | | 1 | | 1 | | | 244 | | | 246 |
| Total | 243 | 115 | 128 | 565 | 212 | 303 | 687 | 399 | 304 | 477 | 91 | 248 | 18 | 84 | 3 874 |

l'encadrement des élèves à mesure que l'on progresse dans le cycle primaire.

Sur 88 classes utilisées, neuf seulement présentent des signes de défectuosité. Toutes les écoles ont été construites par les collectivités villageoises et très rarement avec une participation de l'Etat. Presque toutes les écoles manquent d'électricité et d'eau. La télévision éducative a fait son apparition dans trois établissements et selon des informations récentes, son extension est prévue très rapidement. Les pratiques agricoles introduites dans les activités péri- et parascolaires rencontrent un grand succès (voir tableaux 19, 20 et 21).

Au total, la situation de la scolarisation primaire dans la sous-préfecture semble assez favorable ; niveau élevé de la scolarisation ; qualification relativement satisfaisante des enseignants ; localisation assez rationnelle des établissements d'enseignement, dans une région de faible superficie et où les distances entre les villages dépassent rarement les 5 kms. Il ne faut donc pas s'étonner, dans ces conditions, que la carte scolaire prospective soit relativement facile à mettre en place.

## 3. LA CARTE SCOLAIRE PROSPECTIVE

### LA METHODE

Elle est empirique et se veut aussi concrète que possible. On a procédé par étapes :

(a) Identification des 'villages-centres' auxquels seraient affectées en priorité les nouvelles écoles à créer. Les quatre villages-centre de la sous-préfecture sont déjà pourvus en établissements d'enseignement (Sikensi, Bécédi, Elibou et Gomon).

(b) Estimation de la population à scolariser en 1980 selon les formules suivantes :
- projection de la population totale urbaine au taux de 5,4 % par an et de la population rurale au taux de 4,98 % de 1971 à 1975 et respectivement aux taux de 5,46 % et 4,80 % de 1975 à 1980.
- estimation de la population scolarisable en 1971/72 (Pso) et des rapports entre Pso et la population totale pour chaque village ;
- calcul pour chaque village de la population scolarisable en 1980 selon l'hypothèse (très approximative) que la répartition par village

Tableau 17. Sous-Préfecture de Sikensi - Répartition du personnel enseignant suivant la qualification, la nationalité et les écoles

| Niveau de qualification / Ecoles | INSTIT. | | INST. ADJ. | | MONIT. | | MONIT. ADJ. | | TOTAL | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Ivoir. | non Iv. | Ivoir. | non Iv. | Ivoir. | non Iv. | Iv. | non Iv. | Ivoir. | non Iv. |
| Badasso no. 1 | 1 | - | 3 | - | 2 | - | - | - | 6 | - |
| Bakanou 'A' no. 2 | - | - | 1 | - | 1 | - | - | - | 2 | - |
| Bakanou 'B' no. 3 | 1 | - | 2 | - | - | - | - | - | 2 | - |
| Bécédi no. 4 | 1 | - | 2 | - | 3 | - | - | - | 6 | - |
| Braffouéby no. 5 | 1 | - | 2 | - | 3 | - | - | - | 6 | - |
| Gomon no. 6 | 1 | - | 4 | - | 1 | - | - | - | 6 | - |
| Katadji no. 7 | 1 | - | 5 | - | - | - | - | - | 6 | - |
| Sahuyé no. 8 | 1 | - | 1 | - | 3 | - | 1 | - | 6 | - |
| Sikensi no. 9 | 1 | - | 7 | - | 3 | - | - | - | 11 | - |
| Soukoukro no. 10 | - | - | 2 | - | 1 | - | - | - | 3 | - |
| Yaobou no. 11 | 1 | - | 3 | - | 2 | - | - | - | 6 | - |
| Bécédi cath. no. 12 | - | 1 | - | 2 | 4 | - | - | - | 4 | 3 |
| Ellibou cath. no. 13 | - | - | 2 | 1 | 3 | - | - | - | 5 | 1 |
| Gomon prot. no. 14 | - | - | - | 3 | - | - | - | - | - | 3 |
| Katadji prot. no. 15 | - | 2 | - | 1 | 1 | 1 | - | 1 | 1 | 5 |
| Gomon no. 16 | 1 | - | 4 | - | 1 | - | - | - | 6 | - |
| Total | 10 | 3 | 38 | 7 | 28 | 1 | 1 | 1 | 77 | 12 |

de la population totale et de la population scolarisable ne changera pas ;
- calcul pour chaque village de la population à scolariser en faisant l'hypothèse que le taux sera de 82 % pour les villages où le taux est aujourd'hui inférieur à 82 %, ou égal au taux actuel si ce dernier dépasse déjà 82 %. En tout état de cause, ce taux ne saurait dépasser 100 %.

(c) Analyse des besoins en salles de classe en utilisant une norme de 44 élèves par classe.
(d) Comparaison des besoins et du stock existant et estimation des besoins nets.
(e) Compte tenu des effectifs à scolariser et des structures normalisées (3-6-9-12 classes), identification de périmètres de recrutement autour d'écoles existantes dans le respect de la contrainte de distance maximum à parcourir par les élèves (5 kms).
(f) Identification des zones non desservies et implantation de locaux au centre de gravité (population) de ces zones, compte tenu des programmes de réception télévisuelle.

B. LES RESULTATS

La sous-préfecture comprend quatre villages-centre, correspondant à quatre pays ruraux.

i. Sikensi

Le pays rural comprend les villages de Bengrebi, Djidji, Soukoukro et Akombo, dont la population totale s'élève à 4 565 habitants. Ce pays comprend déjà deux écoles, l'une de 11 classes, l'autre de trois classes (620 places sont disponibles) et 557 sont occupées). Il serait nécessaire de scolariser 1 030 élèves environ en 1980. Les besoins nets en places à créer sont de 410, soit 9 à 10 salles de classe. On pourrait compléter la structure pédagogique de l'école de Sikensi en y ajoutant une classe, et créer une autre école de 9 classes à Sikensi, car l'école de Soukoukro a une capacité d'accueil suffisante pour 1980. Il conviendra évidemment de s'assurer que la réception de la télévision éducative fonctionne convenablement non seulement à Sikensi, mais également à Soukoukro.

Tableau 18. Sous-Préfecture de Sikensi - Répartition du personnel enseignant suivant la qualification et les cours pris en charge

| Qualification \ Cours pris en charge | CP1 | CP2 | CE1 | CE2 | CM1 | CM2 | CE1/CP2 | CE1/CE2 | CM1/CM2 | Autres | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Instituteurs | - | - | - | - | 1 | 11 | - | - | 1 | - | 13 |
| Instituteurs-adjoints | 5 | 3 | 7 | 10 | 11 | 2 | 1 | 2 | 1 | 3 | 45 |
| Moniteurs | 9 | 8 | 6 | 3 | 1 | - | 2 | - | - | - | 29 |
| Moniteurs-adjoints | - | 2 | - | - | - | - | - | - | - | - | 2 |
| Total | 14 | 13 | 13 | 13 | 13 | 13 | 3 | 2 | 2 | 3 | 89 |
| Effectifs élèves | 726 | 615 | 558 | 556 | 516 | 480 | 132 | 86 | 85 | 140 | 3 874 |
| Ratio élèves/maîtres | 52 | 47 | 43 | 41 | 40 | 37 | 44 | 43 | 43 | 47 | 44 |

ii. Elibou

Le pays rural comprend les villages de Badasso, Katadji et Sahuyé, dont la population totale s'élève à 7 200 habitants. Le périmètre d'Elibou comprend déjà cinq écoles situées dans les quatre villages. Leur capacité est de 1 320 places. Les besoins totaux en places pour 1980 sont de 1 615 places, soit un accroissement net de 6 à 7 salles de classe. On pourrait envisager l'implantation de trois salles de classe à Sahuyé, ce qui permettra de satisfaire les besoins du village et de trois salles à Elibou, de sorte que le complexe scolaire 'Elibou-Badasso' avec ses 15 salles de classe puisse satisfaire aux besoins de ces deux périmètres. La télévision est bien reçue à Badasso et à Katadji. Il conviendra de garantir la réception à Sahuyé.

iii. Bécédi

Le pays rural comprend les villages de Brafouébi, Bakanou A et B, Abiehou A et B, dont la population totale est de 4 635 habitants. Ce périmètre comprend cinq écoles dont deux à Bécédi. La capacité totale est de 1 100 élèves ; elle est suffisante pour desservir le périmètre en 1980. Cependant la structure pédagogique des deux établissements ne correspond pas aux normes et les villages d'Abiehou A et B ne disposent pas d'écoles. Il est proposé de fermer l'une des salles de l'école catholique de Bécédi ou de l'affecter à certaines activités extrascolaires et d'ouvrir une salle supplémentaire à Bakanou A. Dans ce cas, les écoles de Bakanou A et B pourraient desservir les enfants des villages ; certains enfants de Bakanou A devront aller fréquenter l'école de Bakanou B. La scolarisation des enfants d'Abiehou A et B soulève des difficultés ; ces villages sont trop isolés (plus de 5 kms) pour que les enfants puissent fréquenter les écoles des villages voisins ; le nombre d'enfants à scolariser ne justifie pas la création d'une école à trois salles. On peut donc envisager trois formules :

1. création d'une école à structure pédagogique incomplète (deux salles) dans l'un ou l'autre des villages et scolarisation de tous les enfants d'âge scolaire de ces villages (72 enfants en 1980);
2. création d'une école à structure pédagogique de trois salles dans l'un ou l'autre des villages et admettre en CM1 et CM2 des enfants de Bécédi de façon à accroître le taux d'utilisation des locaux, des équipements et des enseignants ;
3. prévoir l'hébergement des enfants à Bécédi où l'on transformera l'école catholique de sept salles à neuf salles, quitte à dépasser le taux de scolarisation de 82 % retenu dans le Plan.

Le choix de l'une ou l'autre de ces formules

Tableau 19. Sous-Préfecture de Sikensi - Répartition des salles de classe suivant les écoles et l'état des matériaux de construction en 1972

| Ecoles | Matériaux définitifs | | | | Matériaux provisoires | | | | Total général | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | bon état | | état défect. | | bon état | | état défect. | | | |
| | utilisées | non utilisées | utilisées | non utilisées | utilisées | non utilisées | utilisées | non utilisées | utilisées | non utilisées |
| Badasso no. 1 | 5 | - | 1 | - | - | - | - | - | 6 | - |
| Bakanou 'A' no. 2 | 2 | 1 | - | - | - | - | - | - | 2 | - |
| Bakanou 'B' no. 3 | 3 | - | - | - | - | - | - | - | 3 | - |
| Bécédi no. 4 | 6 | - | - | - | - | - | - | - | 6 | - |
| Braffouebi no. 5 | 6 | - | - | - | - | - | - | - | 6 | - |
| Gomon 1 no. 6 | 6 | - | - | - | - | - | - | - | 6 | - |
| Katadji no. 7 | 5 | - | 1 | - | - | - | - | - | 6 | - |
| Sahuyé no. 8 | 6 | - | - | - | - | - | - | - | 6 | - |
| Sikensi no. 9 | 11 | 1 | - | - | - | - | - | - | 11 | 1 |
| Soukoukro no. 10 | 3 | - | - | - | - | - | - | - | 3 | |
| Yaobou no. 11 | 3 | - | 3 | - | - | - | - | - | 6 | - |
| Bécédi no. 12 | 5 | - | - | - | - | - | 2 | - | 7 | - |
| Ellibou no. 13 | 4 | - | 1 | - | - | - | - | - | 5 | - |
| Gomon no. 14 | 3 | - | - | - | - | - | - | - | 3 | - |
| Katadji no. 15 | 6 | - | - | - | - | - | - | - | 6 | - |
| Gomon no. 16 | 3 | - | 3 | - | - | - | - | - | 6 | - |
| Total | 77 | 2 | 9 | - | - | - | 2 | - | 88 | 2 |

doit être dicté par des considérations économiques (coût relatif de chacune), pédagogiques (avantages et inconvénients des écoles à neuf classes ou à trois classes), psychologiques (attitudes des parents de chaque village concerné), etc. sans oublier leurs adéquations aux besoins des enfants.

iv. Gomon

Le pays rural de Gomon (deux villages) est relativement bien desservi : quatre écoles primaires à structures pédagogiques normalisées fonctionnent actuellement. Les classes télévisuelles fonctionnent déjà dans trois établissements. Cependant, pour atteindre le taux de scolarisation de 82 %, il faudra prévoir la création de trois salles de classe supplémentaires à Gomon (portant le taux de scolarisation à 87,7 %). Une solution alternative consiste à admettre certains enfants de Yaobou à Gomon (ou vice-versa), de faire l'économie de trois salles de classe, et d'admettre qu'à titre transitoire, le taux de scolarisation soit de 79 % en 1980. A terme, la première formule s'imposera avec le progrès de la scolarisation.

Au total, la carte scolaire prospective (voir carte C) de la sous-préfecture ne pose pas de problèmes majeurs : la couverture par la télévision semble devoir y être assurée sans difficultés ; les enfants appartiennent à de gros villages qui peuvent justifier la création d'écoles à trois salles de classe minimum, sauf pour Abiehou, et les distances ne sont pas trop grandes. La réalisation de la carte scolaire suppose cependant la mobilisation de moyens matériels, financiers et humains.

- Création de classes télévisuelles selon le Plan.

La carte scolaire prévue est compatible avec les contraintes de la télévision éducative.

- Construction d'un minimum de 25 salles de classe.

Tableau 20. Sous-Préfecture de Sikensi - Répartition des salles de classe suivant les sources de financement

| | Construites par | | | Total |
|---|---|---|---|---|
| | Etat | Collectivités locales | Autres fonds | |
| Badasso no. 1 | - | 6 | - | 6 |
| Bakanou 'A' no. 2 | - | 3 | - | 3 |
| Bakanou 'B' no. 3 | - | 3 | - | 3 |
| Bécédi no. 4 | 5 | 1 | - | 6 |
| Braffouéby no. 5 | - | 6 | - | 6 |
| Gomon no. 6[1] | 3/2 | 3[1] 3/2 | - | 6 |
| Katadji no. 7 | - | 6 | - | 6 |
| Sahuyé no. 8 | - | 6 | - | 6 |
| Sikensi no. 9 | - | 12 | - | 12 |
| Soukoukro no. 10 | - | 3 | - | 3 |
| Yaobou no. 11 | - | 6 | - | 6 |
| Bécédi cath. no. 12 | - | 7 | - | 7 |
| Elibou cath. no. 13 | - | 6 | - | 6 |
| Gomon prot. no. 14 | - | - | 3 | 3 |
| Katadji prot. no. 15 | - | - | 6 | 6 |
| Gomon no. 16 | - | 6 | - | 6 |
| Total | 6 1/2 | 75 1/2 | 9 | 91 |

1. Trois salles de classe ont été construites avec la participation de l'Etat et de la collectivité rurale.

- Affectation d'un minimum de 22 maîtres supplémentaires, sans compter les besoins de remplacement pour faire face aux départs éventuels.

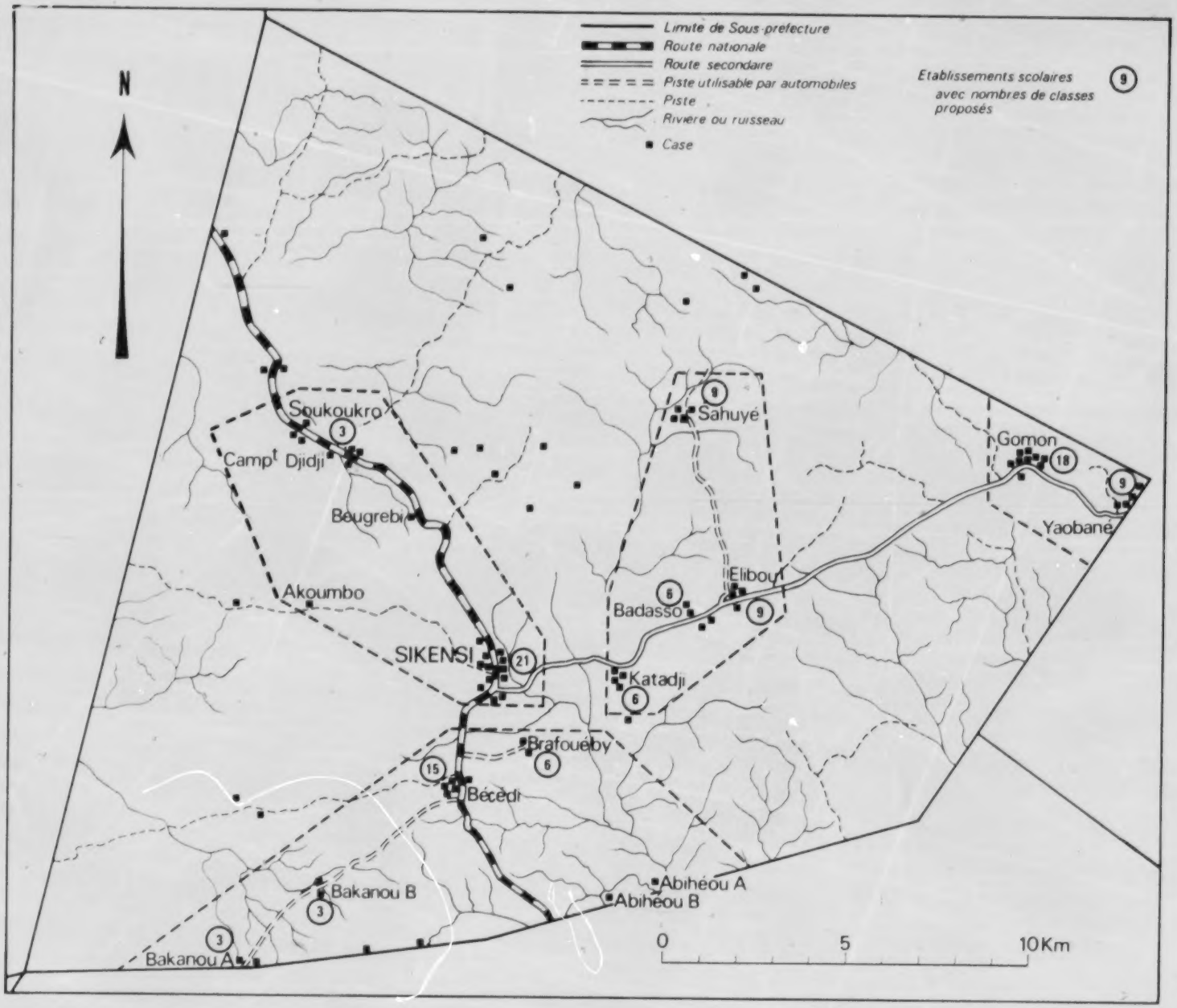
A l'échelle de la sous-préfecture, cet effort n'est pas négligeable (+27,5 % de salles de classe et +25 % de maîtres); il est cependant nécessaire, si l'on veut assurer la réalisation de l'objectif de scolarisation retenu dans le Plan.

Tableau 21. Sous-Préfecture de Sikensi - Situation des équipements scolaires du 1.1.1972

| Ecoles | Eau | Electricité | Jardins scolaires[1] | CP1 Télévisuels 72 |
|---|---|---|---|---|
| Badasso no. 1 | - | - | 25 | - |
| Bakanou 'A' no. 2 | - | - | - | - |
| Bakanou 'B' no. 3 | - | - | - | - |
| Bécédi no. 4 | - | - | - | - |
| Braffouébi no. 5 | x | - | 40 | - |
| Gomon I no. 6 | - | - | 100 | x |
| Katadji no. 7 | - | - | 1 | x |
| Sahuyé no. 8 | - | - | 8 | - |
| Sikensi no. 9 | - | - | 13 | - |
| Soukoukro no. 10 | - | - | 100 | - |
| Yaoubou no. 11 | - | - | 6 | - |
| Bécédi no. 12 | x | - | 8 | - |
| Ellibou no. 13 | - | - | - | - |
| Gomon no. 14 | - | - | 16 | - |
| Katadji no. 15 | - | - | - | - |
| Gomon no. 16 | x | - | 10 | x |

[1] unité = are

Carte C. La carte scolaire prospective de Sikensi



# Annexe au chapitre III

Mode de calcul de la population de Sikensi

P 66 = population recensée en 1966
P 71 = population recensée en 1971
$\Delta$ = P 71-P 66
accroissement $\frac{\Delta \times 100}{P\ 66}$ (pour les villages recensés)

Coefficient de correction = $(1+\Delta x) = 1+0,13 = 1,13$

La population estimée des villages non recensés en 1971 s'obtient en multipliant leur P 66 par le coefficient constant 1,13, donc :

$$\text{P 71 (estimée)} = 1,13 \times \text{P 66}$$

La population scolarisable née en 1961/66 a été obtenue en appliquant le coefficient de 0,214[1] à la population 1971 estimée.

En dernier lieu, la population scolarisable née en 1971 a été obtenue en appliquant le coefficient 0,184[2] à la population née en 1961/66. D'où les données du tableau 22 ci-dessous.

1. $\frac{\frac{1}{7}\sum_{1}^{7} \text{PS 1961-1966}}{\frac{1}{7}\sum_{1}^{7} \text{PS 1971}} = \frac{2\,662}{12\,412} = 0,214$ (coeff. empirique pour les villages recensés)

2. $\frac{\frac{1}{7}\sum_{1}^{7} \text{PS 1966}}{\text{PS 1961-1966}} = \frac{491}{2\,662} = 0,184$

Tableau 22. Population scolarisable

| Pays rural | Pop. 1966 | Pop. 1971 | | Pop. née 1961/66 | Pop. née en 1966 | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Bakanou 'A' | 515 | 498 | - 17 | 91 | 30 | |
| Bakanou 'B' | 675 | 755 | 80 | 155 | 35 | villages |
| Elibou | 1 880 | 2 193 | 313 | 530 | 120 | recensés |
| Yaobou | 1 635 | 1 851 | 216 | 331 | 62 | en 1971 |
| Soukoukro | 395 | 358 | - 37 | 79 | 13 | |
| Sahuyé | 2 025 | 2 514 | 489 | 547 | 87 | |
| Gomon | 3 855 | 4 243 | 388 | 929 | 144 | |
| | 10 980 | 12 412 | 1 432 | 2 662 | 491 | |
| Abiéhou'A' | 100 | 113 | | 24 | 4 | |
| Abiéjou 'B' | 150 | 169 | | 36 | 7 | |
| Brafouébi | 860 | 972 | | 208 | 38 | villages |
| Sikensi | 4 000 | 4 520 | | 970 | 179 | recensés |
| Badasso | 1 180 | 1 333 | | 290 | 53 | qu'en 1966 |
| Bécédi | 2 335 | 2 639 | | 566 | 104 | |
| Katadji | 2 115 | 2 390 | | 513 | 94 | |
| Beugré | 30 | 34 | | 7 | 1 | |
| Campement Djidji | 40 | 45 | | 10 | 2 | |
| Akombo | 100 | 113 | | 24 | 4 | |
| Total général | 21 890 | 24 740 | | 5 310 | 917 | |

# IV. La carte scolaire de Dabakala

## 1. QUELQUES DONNEES DE BASE SUR DABAKALA

Avec une superficie de 10 500 km$^2$, peuplée de 31 155 habitants, soit 3 hab./Km$^2$, Dabakala se présente comme l'une des plus vastes circonscriptions sous-préfectorales de la Côte-d'Ivoire.[1]

Située au nord-est du territoire, la sous-préfecture de Dabakala a des frontières communes avec les sous-préfectures de King et Bonyérédougou au nord, à l'est avec celles de Nassian et Sandegué ; elle est limitée au sud par celles de S. Sokoura, Prikro et Bouaké (voir carte A).

Son relief se présente comme un vaste plateau peu accidenté avec quelques collines isolées (collines de Fétékro); sa structure géologique est composée de granit, de schiste et de roches vertes notamment au sud-ouest et à l'est.

Située dans le nord de la Côte-d'Ivoire, Dabakala subit le climat soudanais tropical, avec des précipitations concentrées en une saison oscillant autour de 1 200 m/m. L'harmattant, vent frais et sec, sévit en décembre et janvier.

La végétation est composée en partie de savane arborée au sud. Sur le reste de la sous-préfecture, c'est la savane herbeuse parsemée d'arbres à Karité.

Deux grands fleuves bordent Dabakala, le N'Zi à l'ouest et la Comoe à l'est. Quelques petites rivières comme le Kintene, la Sapie, le Sogbonon, la M'Be complètent son hydrographie.

Ancien poste de colonie fondé en 1898 et rattaché à la 2ème région militaire dont la capitale était Bobo-Dioulasso, la sous-préfecture de Dabakala subit toutes les vicissitudes de l'histoire coloniale, la rendant ainsi un haut lieu historique.

Cité jadis commerçante et prospère, Dabakala subit pendant près de trois ans l'influence de l'Almany Samory (1891-1894); elle ne passa sous l'administration ivoirienne qu'en 1900.

Cette sous-préfecture compte 222 villages regroupés en cinq cantons, dont les principales ethnies sont les djiminis et les djamanas.

La répartition par confession est comme suit : 67 % d'animistes, 30 % de musulmans et 3 % de chrétiens.

Les activités économiques reposent essentiellement sur des cultures vivrières comme le maïs (4 000 tonnes), le riz (2 000 tonnes), le mil (200 tonnes), la patate (20 tonnes), l'arachide (150 tonnes), la banane plantain (20 tonnes).[2]

Le commerce se résume à une boutique 'Chaine Avion' dans la sous-préfecture, un marché hebdomadaire (les mercredi) et quelques services de transports (Bougadiaby, Coulibaly, Sahandé Almany, etc.) 'Afripêche' dans la ville, Sodériz (pour le riz) dans la ville.

Une distillerie de citron (Billon) constitue l'industrie locale dans la ville de Dabakala, destinée à l'extraction d'essences pour la parfumerie.

L'administration générale est représentée par l'Education nationale (Conseiller pédagogique), l'agriculture, Forces armées (Gendarmerie), un bureau de perception, la Santé Publique (l'hôpital), les travaux publics.

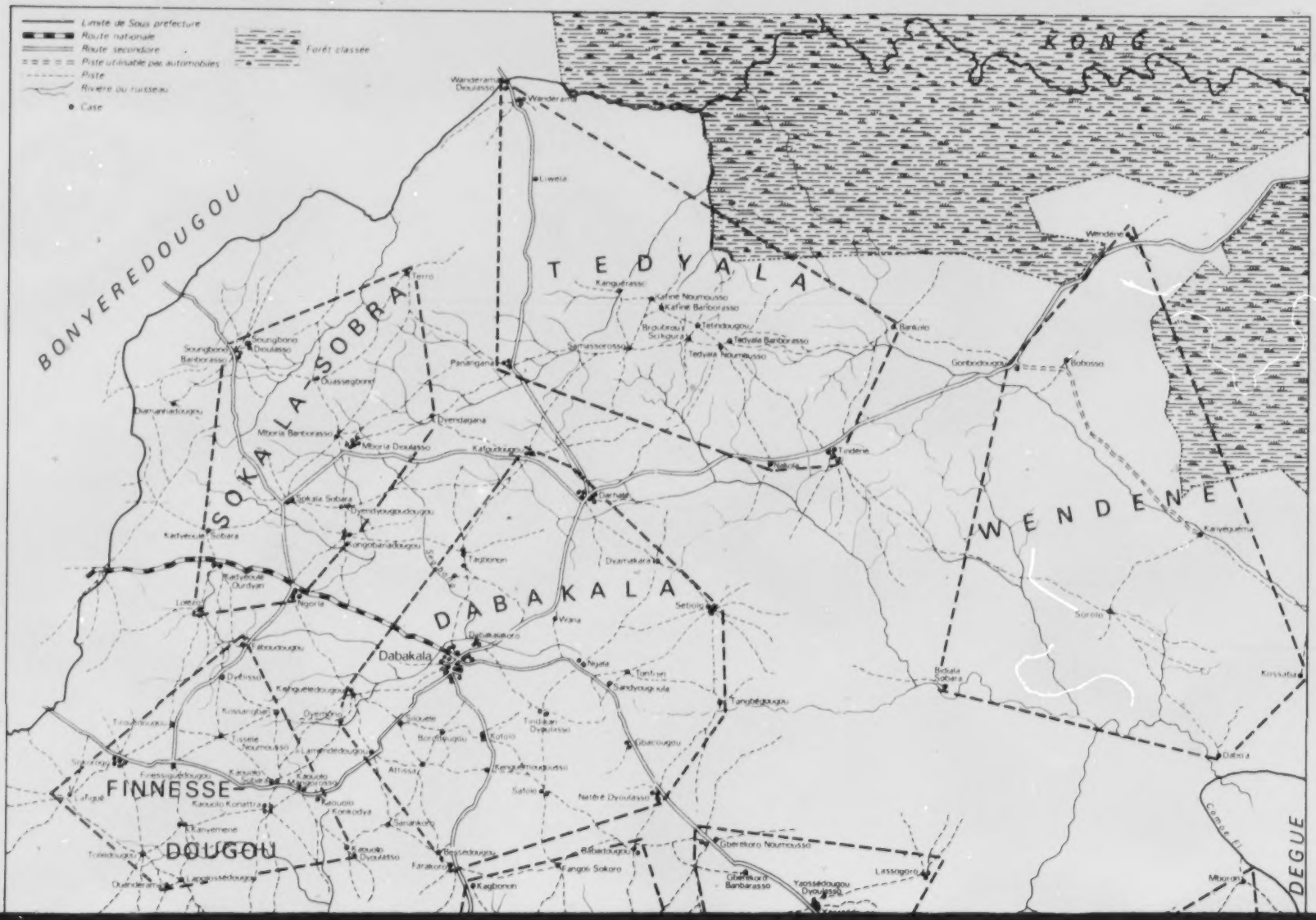
La sous-préfecture de Dabakala, à l'instar de tout le nord du pays, souffre de sa position marginale sur le plan géographique. Toutefois, la diversification des cultures (une société agricole est créée dans la région : la SOCIABE) et la vocation pastorale des populations pourront, dans un proche avenir, amener cette sous-préfecture à jouer son rôle dans l'économie nationale.

Sur le plan démographique, c'est une sous-préfecture en perte de vitesse (solde migratoire négatif). Toutefois, avec la culture du riz et du coton, la tendance est de stabiliser les populations et même de contrôler les mouvements migratoires: Maliens, Voltaïques, Guinéens viennent s'installer dans la région.

---

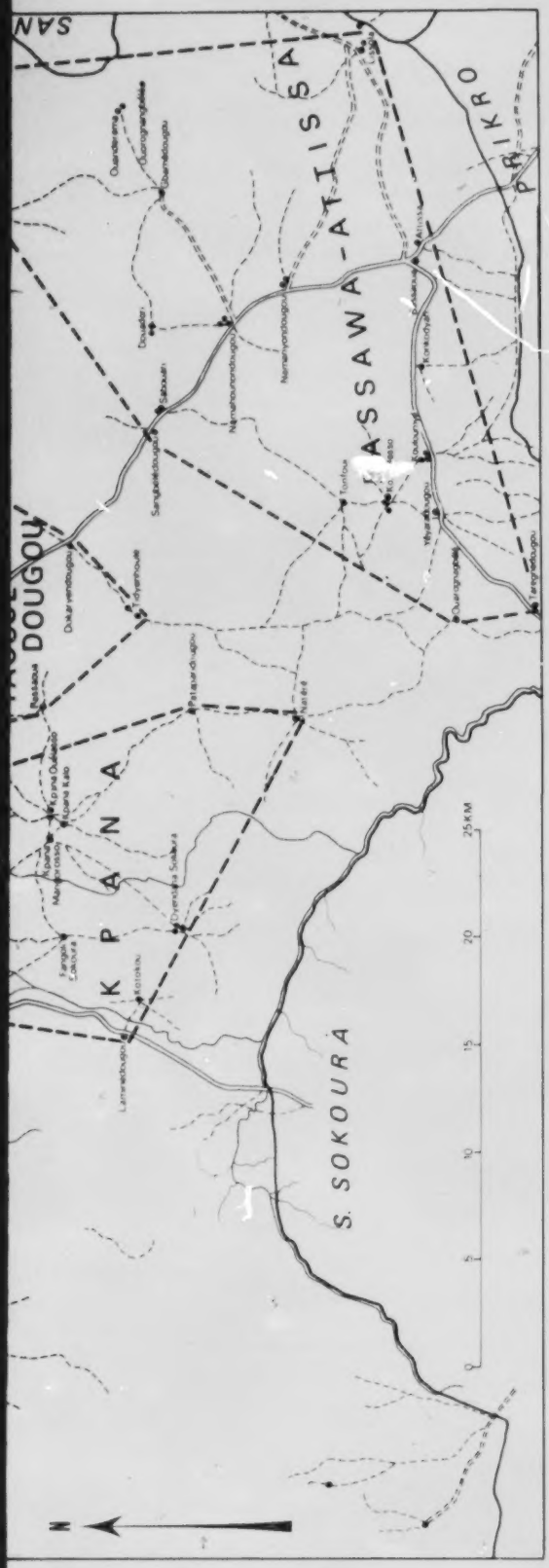
1. Relevé des cahiers de villages 1970.
2. Tous les chiffres de production datent de 1971.

Carte A. La sous-préfecture de Dabakala




53

54




Le tableau 23 donne la population par pays rural en 1970. L'annexe 1 au chapitre IV donne la population totale, la population scolarisable (6 à 11 ans) et la population née en 1966 pour chaque village de la sous-préfecture.

Population totale par pays rural en 1970

| | |
|---|---|
| Wendéné | 824 habitants |
| Tedyala | 2 188 |
| Kpana | 1 779 |
| Yaossedougou | 2 056 |
| Sokala Sobara | 6 227 |
| Finessedougou | 3 913 |
| Bassawa | 5 720 |
| Dabakala | 8 448 |
| | 31 155 habitants. |

## 2. ETAT DE LA SCOLARISATION A DABAKALA

La situation est très différente de celle de Sikensi : densité de population plus faible ; habitat fortement dispersé, nombreux groupes ethniques, régions beaucoup moins développées et relativement pauvres. Il ne faut donc pas s'étonner de constater que la scolarisation est très peu développée dans Dabakala. Le parc scolaire se limite à 17 établissements qui, rappelons-le, doivent desservir 220 villages environ répartis sur un territoire cent fois plus étendu que celui de Sikensi.

Les tableaux 23 et 24 décrivent les 17 établissements primaires fonctionnant à Dabakala.

Toutes les écoles, sauf une, sont situées dans les 'villages-centre'; elles sont accessibles en toutes saisons. Sur les 16 écoles que compte la sous-préfecture, on relève 15 écoles publiques et une école privée catholique. Leur structure pédagogique est dans l'ensemble homogène, bien que la répartition des effectifs par école montre que sur ces 16 établissements, seuls 6 ont un effectif égal ou supérieur à 132 élèves. Ces petits établissements à effectifs réduits résultent de la grande dispersion de l'habitat.

Le rapport élèves/maître qui atteint rarement la norme de 44 n'est point révélateur d'un surencadrement, mais très souvent de la faiblesse de la fréquentation scolaire qui favorise la réunion de plusieurs cours dans une même classe. Le manque de maîtres, de locaux, et parfois l'insuffisance des effectifs commandent des jumelages.

Des 1 814 élèves qui fréquentent ces établissements de la sous-préfecture, on dénombre 595 filles et 1 219 garçons. (voir tableau 25). La répartition de ces élèves par cours et par sexe laisse présager une forte poussée de la scolarisation des filles ; la proportion des filles est variable selon les cours, avec toutefois une légère augmentation au niveau du CP1, soit 41 % de l'effectif du CP1 contre 32, 8 % pour le total des effectifs ; elle est inférieure au taux national qui est de l'ordre de 36, 7 %.

Tableau 23. Situation au 1/1/1972

| Sous-préf. / Rubriques | DABAKALA | | Total |
|---|---|---|---|
| | Public | Privé | |
| Nombre d'écoles | 15 | 1 | 16 |
| Nombre de classes | 42 | 3 | 45 |
| Nombre de cours | 70 | 3 | 73 |
| Nombre de maîtres | 43 | 3 | 46 |
| Nombre d'élèves | 1 735 | 79 | 1 814 |

En faisant la comparaison par ordre d'enseignement, il se dégage une prépondérance très nette de l'enseignement privé par rapport à l'enseignement public en ce qui concerne le taux de participation féminin : 52,7 % pour le privé contre seulement 31,9 % pour le public.

Le redoublement des effectifs au niveau de certains cours CP1 et CM2 est significatif à deux égards : les enfants recrutés au CP1 subissent encore l'influence du milieu (par la langue maternelle) et mettent un certain temps avant de s'adapter à la langue française. Cette situation est tout autre au niveau du CM2. Au niveau de ce cours, le taux élevé des redoublants est dû pour une grande part au barrage que constitue l'examen d'entrée en 6ème. Ce phénomène indiqué dans le tableau 26 exerce une influence sur le taux d'inscription.

Les taux d'inscription par village-école indiqués dans le tableau 27 sont très fluctuants d'un village à un autre. De 50,4 % à Kawolo, il monte à 283,1 % à Dabakala, au chef-lieu de la sous-préfecture, grâce à la forte attraction exercée par la capitale et sans doute en raison du manque de précision des données démographiques. L'afflux des élèves est essentiellement fonction de l'attraction qu'exerce un village-école sur les villages voisins, tant du point de vue des équipements scolaires que des possibilités qu'offre le village-école d'y trouver un correspondant. C'est ce qui explique la part non négligeable des enfants non originaires des villages école ; l'analyse est fournie par le tableau 28. Un peu moins de la moitié ont un correspondant dans le village où est situé l'établissement fréquenté, les autres gagnent l'école en effectuant des trajets qui varient de 1 à 10 kms (voir tab. 29).

Le personnel enseignant est représenté par 46 maîtres de qualifications diverses. La répartition par catégorie s'établit ainsi : 5 instituteurs, 36 instituteurs adjoints et 5 moniteurs. La

Tableau 24. Sous-Préfecture de Dabakala - Situation générale des écoles

| Ecoles | Nbre de classes | Nbre de cours | Nbre d'élèves | Nbre de maîtres | Nbre d'élèves par maître |
|---|---|---|---|---|---|
| Dabakala no. 1 | 7 | 6 | 284 | 7 | 41 |
| Dabakala no. 2 | 3 | 6 | 236 | 6 | 39 |
| Dabakala cath. no. 3 | 3 | 6 | 79 | 3 | 26 |
| Kotolo no. 4 | 2 | 4 | 76 | 2 | 38 |
| Kawolo no. 5 | 3 | 6 | 142 | 3 | 47 |
| Finéssédougou no. 6 | 2 | 4 | 87 | 2 | 44 |
| Sokala-Sobara no. 7 | 6 | 6 | 248 | 6 | 41 |
| Kafoudougou no. 8 | 2 | 4 | 56 | 2 | 28 |
| Tedyala no. 9 | 1 | 2 | 35 | 1 | 35 |
| Yaossédougou no. 10 | 1 | 2 | 21 | 1 | 21 |
| N'Dokaryendougou no. 11 | 3 | 6 | 77 | 2 | 39 |
| Gbassawa no. 13 | 3 | 6 | 128 | 3 | 43 |
| Lissolo-Sobara no. 14 | 3 | 6 | 90 | 2 | 45 |
| M'Borla-Dioulasse no. 15 | 2 | 2 | 78 | 2 | 39 |
| Wendéné no. 16 | 1 | 4 | 55 | 1 | 55 |
| Dabakala no. 17 | 3 | 3 | 122 | 3 | 41 |
| Total | 45 | 73 | 1 814 | 46 | 39 |

Tableau 25. Sous-Préfecture de Dabakala - Répartition des élèves suivant les cours, l'ordre d'enseignement et le sexe

| Cours | Public | | | | Privé | | | | Total | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Garç. | Filles | Total | % des filles | Garç. | Filles | Total | % des filles | Garç. | Filles | Total | % des filles |
| CP1 | 272 | 178 | 450 | 39,6 | 3 | 13 | 16 | 81,3 | 275 | 191 | 466 | 41,0 |
| CP2 | 233 | 93 | 326 | 28,5 | 9 | 6 | 15 | 40,0 | 242 | 99 | 341 | 29,0 |
| CE1 | 170 | 112 | 282 | 39,7 | 6 | 7 | 13 | 53,8 | 176 | 119 | 295 | 40,3 |
| CE2 | 167 | 53 | 220 | 29,1 | 6 | 4 | 10 | 40,0 | 173 | 57 | 230 | 24,8 |
| CM1 | 133 | 59 | 192 | 30,7 | 4 | 7 | 11 | 63,6 | 137 | 66 | 203 | 32,5 |
| CM2 | 206 | 59 | 265 | 22,3 | 10 | 4 | 14 | 28,6 | 216 | 63 | 279 | 22,6 |
| Total | 1 181 | 554 | 1 735 | 31,9 | 38 | 41 | 79 | 52,7 | 1 219 | 595 | 1 814 | 32,8 |

Tableau 26. Sous-Préfecture de Dabakala - Taux de redoublement par école et par cours

| Cours / Ecoles | CP1 | CP2 | CE1 | CE2 | CM1 | CM2 | Taux moyens |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Dabakala no. 1 | 20,8 | 12,2 | 18,8 | 10,8 | 25,6 | 49,2 | 22,9 |
| Dabakala no. 2 | 36,4 | - | 25,6 | 19,1 | 18,4 | 46,9 | 29,3 |
| Dabakala no. 3 | 14,3 | 19,0 | 20,0 | 11,1 | 12,5 | 25,0 | 17,0 |
| Kotolo no. 4 | - | - | - | - | - | - | |
| Kaolo no. 5 | 28,1 | 17,9 | 9,1 | 18,8 | 20,0 | 31,6 | 20,9 |
| Finessedougou no. 6 | - | 19,2 | 16,7 | 16,0 | - | - | 17,3 |
| Sokala Sobara no. 7 | 22,2 | 29,3 | 40,0 | 21,9 | 30,4 | 64,7 | 34,8 |
| Kafoudougou no. 8 | - | - | 21,1 | 33,3 | 16,7 | 33,3 | 26,1 |
| Tedyala no. 9 | 10,0 | 31,3 | - | - | - | - | |
| Panakalo no. 10 | - | - | - | - | - | - | |
| Yaossédougou no. 11 | - | - | - | - | - | 88,9 | 88,9 |
| N'Dokaryendougou no. 12 | 22,9 | 44,4 | 40,0 | 14,3 | 13,3 | 46,7 | 30,3 |
| Bassawa no. 13 | 37,8 | 6,3 | 28,6 | - | 33,3 | 66,7 | 34,5 |
| Lissolo Sobara no. 14 | - | - | - | - | - | - | |
| M'Borla Dioulasso no. 15 | 48,5 | - | - | - | - | - | 48,5 |
| Wendéné no. 16 | - | - | 38,1 | - | - | - | 38,1 |
| Dabakala no. 17 | - | - | - | - | - | - | |

Tableau 27. Sous-Préfecture de Dabakala - Calcul des taux d'inscription primaire par école

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Villages - Ecoles | effec.scol. de l'école | effectif hors village | élèves du vill. scol. ailleurs | total des él. scol. du vill. | pop. scolar. du village née en 1961/66 | taux d'inscription % |
| Dabakala nos 1-2-3-17 | 721 | 30 | - | 691 | 244 | 283, 1 |
| Kotolo no. 4 | 76 | 29 | 12 | 59 | 54 | 109, 2 |
| Kawolo no. 5 | 142 | 17 | - | 125 | 248 | 50, 4 |
| Finessédougou no. 6 | 87 | 62 | - | 25 | 35 | 71, 4 |
| Sokala-Sobara no. 7 | 248 | 141 | - | 107 | 47 | 227, 6 |
| Kafoudougou no. 8 | 56 | 20 | - | 36 | 59 | 61 |
| Tedyala no. 9 | 35 | 23 | - | 12 | 42 | 28, 5 |
| Kpanakalo no. 10 | - | - | - | - | - | - |
| Yaossédougou no. 11 | 21 | 3 | 1 | 19 | - | - |
| N'Dokaryendougou no. 12 | 77 | 16 | - | 61 | - | - |
| Gbassawa | 128 | 71 | - | 57 | 103 | 55, 3 |
| Lissolo-Sobara no. 14 | 90 | 39 | 9 | 60 | 114 | 55, 6 |
| M'Borla-Dioulasso no. 15 | 78 | 2 | 21 | 97 | 65 | 149, 2 |
| Wendéné no. 16 | 55 | 29 | - | 26 | 40 | 65 |

N. B. La colonne 6 provient du dépouillement des cahiers de villages : la comparaison de ces chiffres avec ceux de la colonne 5 dont nous pouvons être sûrs à quelques unités près, prouve qu'on peut difficilement se fier aux seules données démographiques détaillées dont on dispose.

Tableau 28. Répartition par villages-écoles des élèves hors villages en résidents et non résidents

| Villages - Ecoles | Effectifs totaux des écoles du village | Non originaires | | |
|---|---|---|---|---|
| | | Total | dont ayant 1 correspondant | % |
| Dabakala | 721 | 30 | 0 | 0, 0 |
| Kotolo | 76 | 29 | 14 | 48, 3 |
| Kawolo | 142 | 17 | 8 | 47, 1 |
| Finéssédougou | 87 | 62 | 24 | 38, 7 |
| Sokala-Sobra | 248 | 141 | 48 | 34, 0 |
| Kafoudougou | 56 | 20 | 4 | 20, 0 |
| Tedyala | 35 | 23 | 9 | 39, 1 |
| Yaossedougou | 21 | 3 | 0 | 0, 0 |
| N'Dokaryendougou | 77 | 16 | 9 | 56, 3 |
| Gbassawa | 128 | 71 | 62 | 87, 3 |
| Lissolo-Sobra | 90 | 39 | 25 | 64, 1 |
| M'Borla-Dioulasso | 78 | 2 | 0 | 0, 0 |
| Wendéné | 55 | 29 | 29 | 100, 0 |
| Total | 1 814 | 482 | 232 | 48, 1 |

Tableau 29. Sous-Préfecture de Dabakala - Répartition des élèves hors-villages effectuant le trajet quotidien suivant les écoles et les distances

| Ecole de \ Distance en km | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 et plus | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Dabakala no. 1 | - | - | - | 4 | 3 | 1 | 8 |
| Dabakala no. 2 | - | 1 | - | 4 | 1 | 10 | 16 |
| Dabakala no. 3 | - | - | - | - | - | - | - |
| Kotolo no. 4 | - | 13 | - | - | 2 | - | 15 |
| Kawolo no. 5 | - | - | - | - | 9 | - | 9 |
| Finéssédougou no. 6 | - | 2 | 23 | 13 | - | - | 38 |
| Sokala Sobara no. 7 | - | - | 21 | 25 | 41 | - | 93 |
| Kafoudougou no. 8 | - | - | 12 | - | - | 4 | 16 |
| Tedyala no. 9 | 1 | 6 | 2 | 4 | 1 | - | 14 |
| Kpanakalo no. 10 | - | - | - | - | - | - | - |
| Yaossédougou no. 11 | - | - | - | - | - | 3 | 3 |
| N'Dokaryendougou no. 12 | - | - | - | 7 | - | - | 7 |
| Gbassawa no. 13 | - | - | - | - | 9 | - | 9 |
| Lissolo - Sobara no. 14 | - | - | - | - | 14 | - | 14 |
| M'Borla - Dioulasso no. 15 | - | - | - | - | - | 2 | 2 |
| Wendéné no. 16 | - | - | - | - | - | - | - |
| Dabakala no. 17 | - | 1 | - | 1 | 4 | - | - |
| Total | 1 | 29 | 58 | 57 | 84 | 20 | 250 |

distribution de ce personnel par qualification et par cours est indiquée dans le tableau 30.

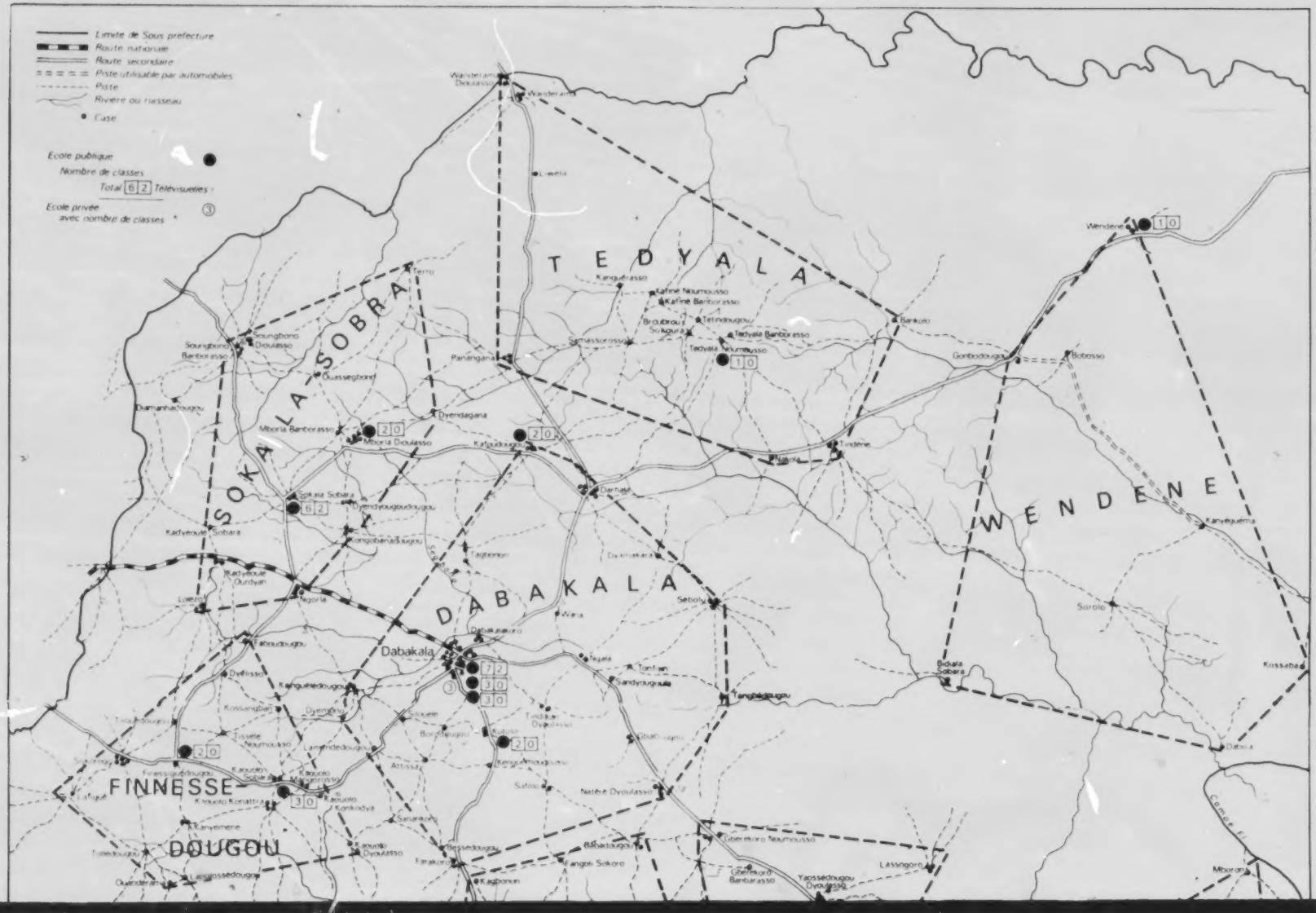
Il ressort de ce tableau que les instituteurs assurent les cours du CM2 et rarement les autres cours. Sur les 46 enseignants, 41 ont un niveau de qualification égal ou supérieur au BEPC. Si l'insuffisance des maîtres et parfois des locaux entraîne le jumelage de certains cours, c'est surtout dû à la faible densité de la population à Dabakala. Le niveau d'encadrement en personnel enseignant est généralement satisfaisant. Les rapports élèves/maître varient de 28 en cours jumelés CE1/CE2 à 54 en CP1. La plupart des écoles ont été construites par les villageois. Il existe 45 classes en fonctionnement, dont six en état défectueux ; il existe plus de huit classes en bon état, mais qui ne peuvent fonctionner faute de maître. Aucune école ne possède l'électricité ni l'eau courante. Seuls quelques puits ou marigots approvisionnent les écoles en eau ; la pratique des jardins scolaires est peu suivie, bien que la sous-préfecture offre un éventail de cultures vivrières intéressantes.

La télévision n'est bien reçue que par les régions à l'ouest de la sous-préfecture. Quelques récepteurs fonctionnent dans des conditions plus ou moins bonnes à Sokala Sobara, Finéssédougou et Dabakala.

La carte B suivante décrit l'implantation des locaux scolaires en 1971/72 dans les différents villages-centre de la sous-préfecture.

Au total, la situation de la scolarisation primaire à Dabakala n'est pas très favorable : faible taux de scolarisation parmi les plus bas de la Côte-d'Ivoire ; fréquentation scolaire des filles de moitié inférieure à celle des garçons ; problèmes d'affectation des enseignants (18 % des classes en bon état ne peuvent fonctionner faute de maître) ; structures pédagogiques normalisées non respectées dans dix établissements sur 17 ; mauvaise réception de la télévision et seulement sur une petite partie du territoire de la sous-préfecture. Dans ces conditions, la mise en oeuvre d'une carte scolaire prospective permettant d'atteindre les objectifs du Plan pose des problèmes redoutables et impose des mesures spécifiques comme on pourra le constater dans la section suivante.

Carte B. La carte scolaire de Dabakala, 1971/72



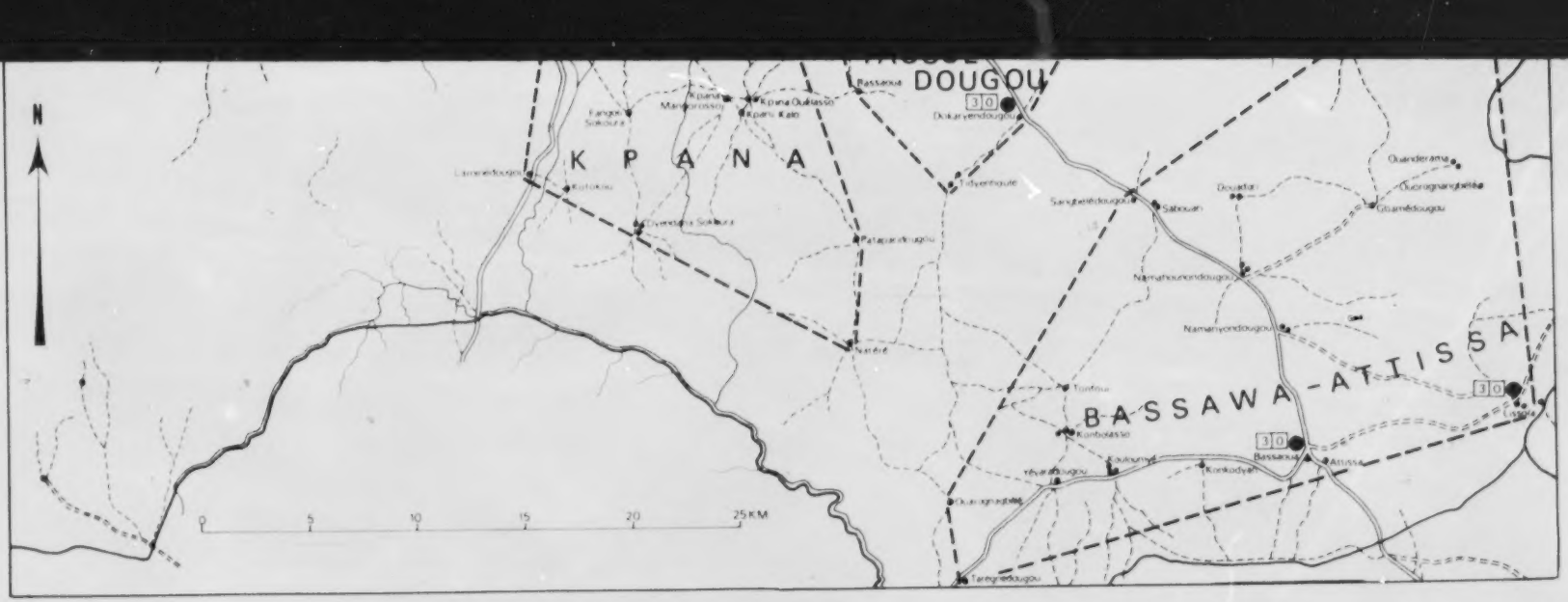



Tableau 30. Sous-Préfecture de Dabakala - Répartition du personnel enseignant suivant la qualification et les cours pris en charge

| Qualification \ Cours pris en charge | Cours simples | | | | | | Cours jumelés | | | Autres | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | CP1 | CP2 | CE1 | CE2 | CM1 | CM2 | CP1/CP2 | CE1/CE2 | CM1/CM2 | | |
| Instituteurs | - | - | - | - | - | 4 | - | - | 1 | - | 5 |
| Instituteurs-adjoints | 5 | 4 | 3 | 3 | 3 | 1 | 4 | 5 | 5 | 3 | 36 |
| Moniteurs | - | - | 1 | - | - | - | 1 | 2 | - | 1 | 5 |
| Moniteurs-adjoints | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total | 5 | 4 | 4 | 3 | 3 | 5 | 5 | 7 | 6 | 4 | 46 |
| Effectifs élèves | 268 | 158 | 151 | 106 | 113 | 172 | 285 | 165 | 143 | 253 | 1 814 |
| Ratio élèves/maîtres | 54 | 40 | 38 | 35 | 38 | 43 | 48 | 28 | 29 | 43 | 40 |

Tableau 31. Sous-Préfecture de Dabakala - Répartition des salles de classe suivant les écoles et l'état de matériaux de construction en 1972

| Ecoles | Matériaux définitifs | | | | Matériaux provisoires | | | | Total général | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | bon état | | état défect. | | bon état | | état défec. | | | |
| | uti-lisées | non uti-lisées | uti-lisées | non uti-lisées | uti-lisées | non uti-lisées | uti-lisées | non uti-lisées | uti-lisées | non uti-lisées |
| Dabakala no. 1 | 7 | - | - | - | - | - | - | - | 7 | - |
| Dabakala no. 2 | - | - | 3 | - | - | - | - | - | 3 | - |
| Dabakala no. 3 privé | 3 | - | - | - | - | - | - | - | 3 | - |
| Kotolo no. 4 | 2 | - | - | - | - | - | - | - | 2 | - |
| Kaolo no. 5 | 3 | - | - | - | - | - | - | - | 3 | - |
| Finessédogou no. 6 | 2 | - | - | - | - | - | - | - | 2 | - |
| Sokala Sobara no. 7 | 6 | - | - | - | - | - | - | - | 6 | - |
| Kafoudougou no. 8 | 2 | 1 | - | - | - | - | - | - | 2 | 1 |
| Tedyala no. 9 | 1 | 2 | - | - | - | - | - | - | 1 | 2 |
| Yaossédougou no. 10 | 1 | 2 | - | - | - | - | - | - | 1 | 2 |
| N'Dokaryendougou no. 12 | 3 | - | - | - | - | - | - | - | 3 | - |
| Bassawa no. 13 | 2 | - | 1 | - | - | - | - | - | 3 | - |
| Lissolo Sobara no. 14 | 3 | - | - | - | - | - | - | - | 3 | - |
| M'Borla Dioulasso no. 15 | 2 | 1 | - | - | - | - | - | - | 2 | 1 |
| Wendéné no. 16 | 1 | 2 | - | - | - | - | - | - | 1 | 2 |
| Dabakala no. 17 | 1 | - | 2 | - | - | - | - | - | 3 | - |
| Total | 39 | 8 | 6 | - | - | - | - | - | 45 | 8 |

## 3. LA CARTE SCOLAIRE PROSPECTIVE A DABAKALA

### A. LA METHODE

Nous avons procédé de la même manière que pour Sikensi, c'est-à-dire en faisant une 'étude offre-demande' au niveau de chaque pays rural, en proposant la localisation des écoles dans les villages-centre ou les 'carrefours' les plus importants, et en estimant les besoins nets en locaux et en enseignants, compte tenu de l'état du stock de locaux disponibles en 1972.

Si la région du sud à laquelle appartient la sous-préfecture de Sikensi ne bénéficie pas au cours de la décennie d'importantes réalisations en raison de son état de développement avancé, par contre, Dabakala située dans la région déshéritée du nord, retient une attention toute particulière. En effet, pour l'ensemble de la région nord, la loi-plan prévoit un vaste programme agro-industriel dont les principales activités retenues sont : la création d'un complexe sucrier à Ferkéssédougou, le développement de la culture du riz et du coton et l'amélioration de la production d'élevage.

La valeur ajoutée de ces différentes activités sera considérable d'ici 1980 : elle s'élèvera à environ 20, 5 milliards pour l'agriculture, 6, 7 milliards pour les industries de transformation. Le nombre des nouveaux emplois créés atteindra 4 000.

Ces diverses actions menées à bien entraîneront une transformation systématique des équipements collectifs ruraux, dont les différentes phases de réalisation seront financées par les FRAR (Fonds régionaux d'aménagement rural).

Partant, le réseau des établissements de la région subira une légère modification. Le flux de la population scolarisable se trouvera sensiblement accru ; les prévisions s'établissent pour la tranche d'âge 7-12 ans à 4 645 enfants.

La répartition de ces populations au niveau des secteurs de recrutement a été opérée selon la démarche suivante :

**Tableau 32.** Sous-Préfecture de Dabakala - Répartition des salles de classe suivant les sources de financement - 1971/72

| Ecoles | Construites par | | | Total |
|---|---|---|---|---|
| | Etat | Collectivités locales | Autres fonds | |
| Dabakala no. 1 | 7 | - | - | 7 |
| Dabakala no. 2 | - | 3 | - | 3 |
| Dabakala (privé) no. 3 | - | - | 3 | 3 |
| Kotolo no. 4 | - | 2 | - | 2 |
| Kaolo no. 5 | - | 6 | - | 6 |
| Finessédougou no. 6 | - | 2 | - | 2 |
| Sokala Sobara no. 7 | - | 3 | - | 3 |
| Kafoudougou no. 8 | - | 3 | - | 3 |
| Tedyala no. 9 | - | 3 | - | 3 |
| Dabakala no. 17 | 1 | 2 | - | 3 |
| Yaossédougou no. 11 | - | 3 | - | 3 |
| N'Doriendougou no. 12 | - | 3 | - | 3 |
| Bassawa no. 13 | 2 | 1 | - | 3 |
| Lissolo Sobara no. 14 | 3 | - | - | 3 |
| M'Borla Dioulasso no. 15 | - | 3 | - | 3 |
| Wendéné no. 16 | - | 3 | - | 3 |
| Total | 13 | 37 | 3 | 53 |

**Tableau 33.** Sous-Préfecture de Dabakala - Situation des équipements scolaires au 1.1.1972

| Ecoles | Eau | Electricité | Jardin scolaire[1] | CP1 télévisuel |
|---|---|---|---|---|
| Dabakala no. 1 | - | - | 100 | - |
| Dabakala no. 2 | - | - | - | - |
| Dabakala no. 3 | - | - | - | - |
| Kotolo no. 4 | - | - | - | - |
| Kaolo no. 5 | - | - | 3 | - |
| Finessédogou no. 6 | - | - | - | - |
| Sokala Sobara no. 7 | x | - | 7 | - |
| Kafoudougou no. 8 | - | - | - | - |
| Tedyala no. 9 | - | - | - | - |
| Panakolo no. 10 | Ecole fermée parce qu'il manque des maîtres | | | |
| Yaossédougou | - | - | - | - |
| N'Dokaryendougou | - | - | 2 | - |
| Bassawa | - | - | - | - |
| Lissolo Sobara no. 14 | - | - | 3 | - |
| M'Borla Dioulasso | x | - | 5 | - |
| Wendéné no. 16 | - | - | 4 | - |
| Dabakala no. 17 | - | - | 100 | - |

1. unité = are

A partir des estimations des populations par village, l'on a déterminé le pourcentage que chaque village représente par rapport à la population totale de la sous-préfecture. On a multiplié chaque taux par la population scolarisable brute de la sous-préfecture pour obtenir la population scolarisable brute de chaque village. La population à scolariser consista par la suite à multiplier chaque tranche de la population scolarisable brute par le taux unique de 82 %, ce taux étant en première estimation celui retenu comme population à scolariser pour toutes les sous-préfectures en 1980.

Etant donné que la norme retenue par le plan d'éducation est de 44 élèves par classe, la division de la population à scolariser par 44 donne approximativement le nombre de classes nécessaires à ouvrir à l'horizon 1980. La soustraction des classes existantes en 1970 fournit le nombre de classes supplémentaires à ouvrir pendant la décennie.

Ces calculs restent théoriques : ils font en effet abstraction de la dynamique même du système primaire, pour la simple raison qu'une école n'atteint sa structure finale que six années après l'ouverture de son premier CP1, mais on peut tenir compte de ce facteur en choisissant les dates de création d'écoles pour aboutir à la structure voulue l'année choisie.

Par référence à ces considérations générales les solutions auxquelles l'analyse empirique aboutit ne sont pas aussi simples qu'à Sikensi. Il est apparu indispensable d'envisager plusieurs formules d'organisation de l'offre dans les différents pays ruraux de Dabakala ; il a fallu accepter des contraintes moins strictes sur les distances maxima à parcourir par les élèves (jusqu'à 7 kms), en adoptant le principe de création des cantines scolaires ; en dernier lieu, pour certains villages isolés, les seules formules de scolarisation acceptables requièrent soit l'hébergement des élèves, soit la mise en place d'un service de ramassage scolaire. [1]

Rappelons que les propositions d'implantation tiennent compte à la fois :

- des possibilités de desserte de l'école ;
- du nombre d'enfants à scolariser, (taux de croissance de la population, 4,6 % par an en zone urbaine et 0,5 % en zone rurale entre 1971 et 1980);
- de la distance qui sépare l'école du village d'origine de l'enfant ;
- de la couverture ou de la non-couverture de la région par la télévision éducative scolaire avec ses contraintes (de réceptivité des émissions ; accessibilité pour entretien des appareils, état des bâtiments, qualification des maîtres).

## B. LES PROPOSITIONS

Les tableaux suivants résument les propositions d'implantation de l'offre d'éducation à l'horizon 1980 pour les deux pays ruraux de Wendéné et de Dabakala. (On trouvera les propositions pour les autres pays ruraux en Annexe 2 au présent chapitre). Les remarques suivantes méritent d'être notées :

1. La scolarisation en pays Wendéné peut être organisée soit dans deux établissements à structure pédagogique incomplète (deux classes) et avec un taux d'utilisation des ressources relativement faible (rapport élèves/maître : 29); soit dans un établissement situé au village centre, sous réserve de prévoir le financement de l'hébergement, de la cantine ou du transport, quitte à diminuer les coûts unitaires de fonctionnement (rapport élèves/maître : 38), de 25 % environ et à permettre ultérieurement l'installation de la télévision éducative (école à trois classes).
2. Dans le pays rural de Dabakala, deux hypothèses alternatives peuvent également être envisagées. La première ne nécessite la création que de quatre salles de classe, mais implique de prévoir l'hébergement des enfants de cinq villages. La seconde requiert la construction de neuf salles de classe, mais améliore quelque peu les taux d'encadrement tout en ne nécessitant de prévoir l'hébergement que pour les enfants de trois villages.

Ces remarques illustrent la problématique de la carte scolaire telle qu'elle se pose dans la sous-préfecture de Dabakala et probablement dans la majorité des sous-préfectures du nord et de l'ouest de la Côte-d'Ivoire. La forte dispersion de la population, les grandes distances, l'absence de moyens de communication, la couverture non satisfaisante de la région par la télévision éducative, rend l'objectif de scolarisation de 82 % de la population d'âge scolaire en 1980 peu réaliste, à moins de mesures importantes encourageant la fréquentation scolaire (cantines, hébergement) ou d'admettre qu'il ne sera pas possible à moyen terme (1980) d'assurer une couverture par la télévision de l'ensemble du réseau scolaire en place.

Quoi qu'il en soit, les propositions de mise en place de la carte scolaire en 1980 (voir annexe 2 et carte C) supposent un effort financier considérable qui peut être résumé en quelques chiffres :

(voir la suite à la page 65)

1. Etant donné l'état du réseau routier, il est préférable d'éviter les aléas du ramassage scolaire, et de ne retenir que les deux autres solutions : cantines ou hébergement chez des tuteurs.

Tableau 34. Pays rural Wendéné - Tableau comparatif des propositions

| Hypoth. | Situation de l'école | Villages concernés | Population totale | Distance de recrut. | Nombre de classes | | Nombre de maîtres | Taux de scolaris. en 1980 | Population scolarisable en 1980 | | Elèves/ Maître | Elèves/ Classes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Total | dont à créer | | | PS1 | PS2 | | |
| 1 | WENDENE | Wendéné | 160 | | | | | | | | | |
| | | Gonbodougou | 80 | 9 | | | | | | | | |
| | | Bobosso | 130 | 8 | | | | | | | | |
| | | Total | 370 | | 2 | 0 | 2 | 81,4 | 70 | 57 | 29 | 29 |
| | SOROLO | Sorolo | 90 | | | | | | | | | |
| | | Bidiala Sobara | 40 | 11 | | | | | | | | |
| | | Débola | 20 | 10 | | | | | | | | |
| | | Kossaba | 80 | 11 | | | | | | | | |
| | | Kanyéguéma | 115 | 7 | | | | | | | | |
| | | Total | 345 | | 2 | 2 | 2 | 81,4 | 70 | 57 | 29 | 29 |
| 2 | WENDENE * | Wendéné | 160 | | | | | | | | | |
| | | Sorolo | 90 | 21 | | | | | | | | |
| | | Gonbodougou | 80 | 10 | | | | | | | | |
| | | Kossaba | 80 | 26 | | | | | | | | |
| | | Kanyéguéma | 115 | 17 | | | | | | | | |
| | | Debola | 20 | 29 | | | | | | | | |
| | | Bidiala Sobara | 40 | 27 | | | | | | | | |
| | | Bobosso | 130 | 7 | | | | | | | | |
| | | Total | 815 | | 3 | 1 | 3 | 82 | 140 | 115 | 38 | 38 |

Observations : Prévoir cantine et hébergement ou transport.

Tableau 35. Pays rural Dabakala - Tableau comparatif des propositions

| Hypoth. | Situation de l'école | Villages concernés | Population totale | Distance de recrut. | Nombre de classes | | Nombre de maîtres | Taux de scolaris. en 1980 | Population scolarisable en 1980 | | Elèves/ Maître | Elèves/ Classes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Total | dont à créer | | | PS1 | PS2 | | |
| 1 | DABAKALA | Dabakala | 1 920 | | | | | | | | | |
| | | Dabakalakoro | 565 | 1 | | | | | | | | |
| | | Kenguélédougou | 175 | 6 | | | | | | | | |
| | | Dyémono | 30 | 7 | | | | | | | | |
| | | Lamendédougou | 50 | 7 | | | | | | | | |
| | | Silouélé | 85 | 4 | | | | | | | | |
| | | Borodougou (*) | 100 | 3 | | | | | | | | |
| | | Attissa | 175 | 6 | | | | | | | | |
| | | Sannankoro (*) | 75 | 10 | | | | | | | | |
| | | Bessédougou (*) | 50 | 10 | | | | | | | | |
| | | Farakoro (*) | 200 | 11 | | | | | | | | |
| | | Kagbonon (*) | 140 | 12 | | | | | | | | |
| | | Tagbonon | 290 | 6 | | | | | | | | |
| | | Wana | 40 | 6 | | | | | | | | |
| | | Total | 3 895 | | 18 | 0 | 18 | 100 | 731 | 731 | 40,6 | 40,6 |
| | KOTOLO | Kotolo | 260 | | | | | | | | | |
| | | Kenguemougoussso | 100 | 2 | | | | | | | | |
| | | Tindikan Dyoulasso | 190 | 4 | | | | | | | | |
| | | Safolo | 170 | 5 | | | | | | | | |
| | | Total | 720 | | 3 | 1 | 3 | 100 | 140 | 140 | 41,8 | 41,8 |
| | NGALA | Ngala | 65 | | | | | | | | | |
| | | Sandyougoula | 150 | 2 | | | | | | | | |
| | | Tonfoin | 50 | 3 | | | | | | | | |
| | | Tongbédougou | 70 | 8 | | | | | | | | |
| | | Segolo | 230 | 8 | | | | | | | | |
| | | Dyamabara (*) | 80 | 7 | | | | | | | | |
| | | N'Téré Dyoulasso | 210 | 8 | | | | | | | | |
| | | Gbadougou | 115 | 5 | | | | | | | | |
| | | Total | 970 | | 3 | 3 | 3 | 82 | 186 | 152 | 50,5 | 50,5 |

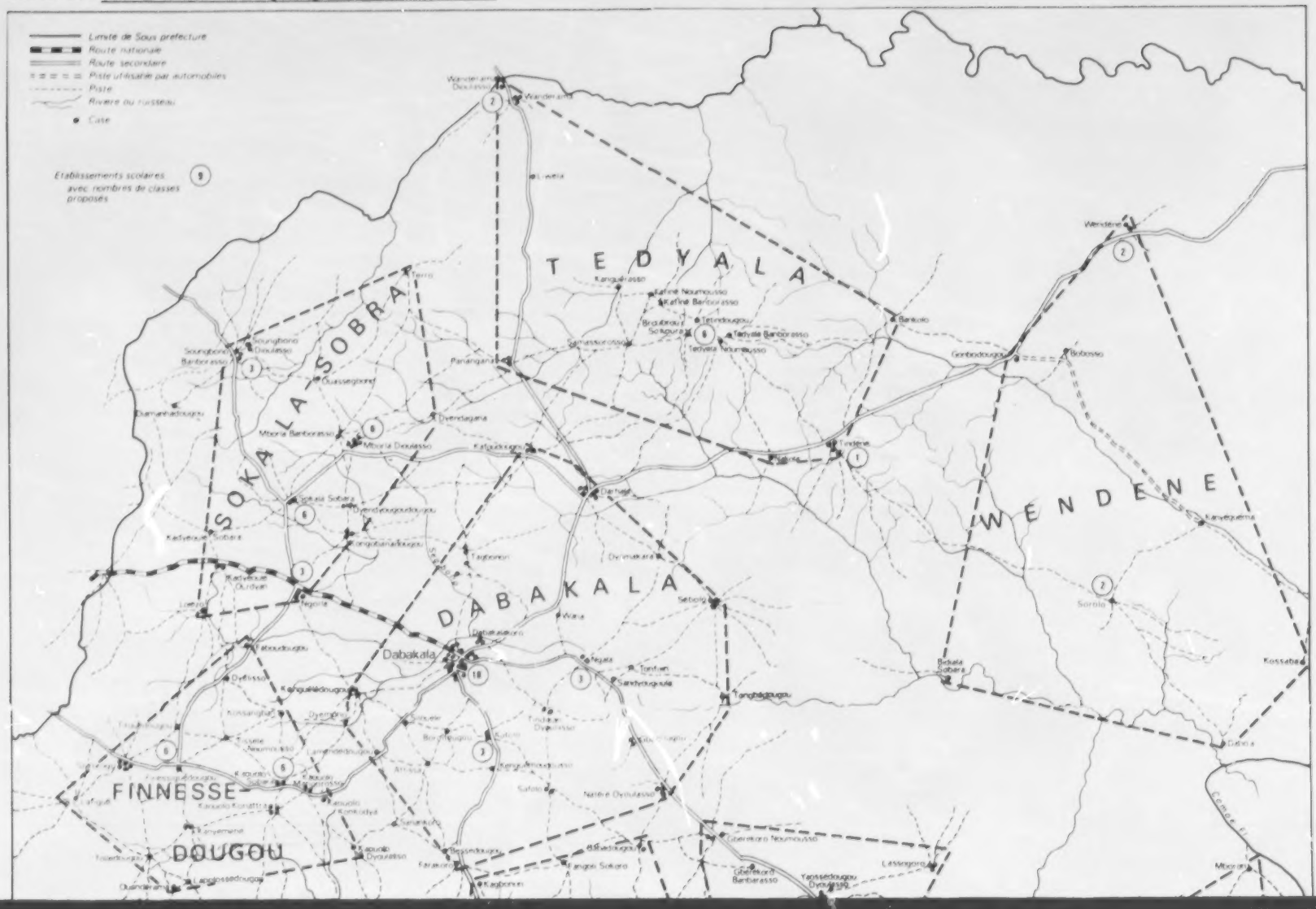
Observations : (*) Prévoir hébergement - Darhala et Kafoudougou sont rattachés au périmètre de Tédyala.

Suite

| Hypoth. | Situation de l'école | Villages concernés | Population totale | Distance de recrut. | Nombre de classes | | Nombre de maîtres | Taux de scolaris. en 1980 | Population scolarisable en 1980 | | Eleves/ Maître | Eleves/ Classes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Total | dont à créer | | | PS1 | PS2 | | |
| 2 | DABAKALA | Dabakala | 1 920 | | | | | | | | | |
| | | Dabakalakoro | 565 | 0 | | | | | | | | |
| | | Tagbonon | 290 | 5 | | | | | | | | |
| | | Wana | 40 | 6 | | | | | | | | |
| | | Bobodougou | 100 | 2 | | | | | | | | |
| | | Attissa | 175 | 6 | | | | | | | | |
| | | Silouélé | 85 | 4 | | | | | | | | |
| | | Dyémono | 30 | 7 | | | | | | | | |
| | | Lamendédougou | 50 | 6 | | | | | | | | |
| | | Kenguelédougou | 175 | 6 | | | | | | | | |
| | | Total | 3 450 | | 12 | 0 | 12 | 82 | 643 | 528 | 44 | 44 |
| | FARAKORO | Farakoro | 200 | | | | | | | | | |
| | | Kotolo | 260 | 7 | | | | | | | | |
| | | Sanankoro | 75 | 4 | | | | | | | | |
| | | Bessédougou | 50 | 1 | | | | | | | | |
| | | Kagbonon | 140 | 1 | | | | | | | | |
| | | Kenguemougousso | 100 | 6 | | | | | | | | |
| | | Total | 825 | | 3 | 3 | 3 | 83,5 | 158 | 122 | 44 | 44 |
| | SANDYOUGOULA | Sandyougoula | 65 | | | | | | | | | |
| | | Tonfoin | 50 | 1 | | | | | | | | |
| | | Ngola | 150 | 2 | | | | | | | | |
| | | Tindikan Dyoulasso | 190 | 4 | | | | | | | | |
| | | Gbadougou | 115 | 3 | | | | | | | | |
| | | N'Téré Dyoulasso (x) | 210 | 7 | | | | | | | | |
| | | Tongbédougou (x) | 70 | 7 | | | | | | | | |
| | | Sebolo (x) | 230 | 7 | | | | | | | | |
| | | Dyamakara | 80 | 8 | | | | | | | | |
| | | Safolo | 170 | 7 | | | | | | | | |
| | | Total | 1 330 | | 6 | 6 | 6 | 100 | 256 | 256 | 42,7 | 42,7 |

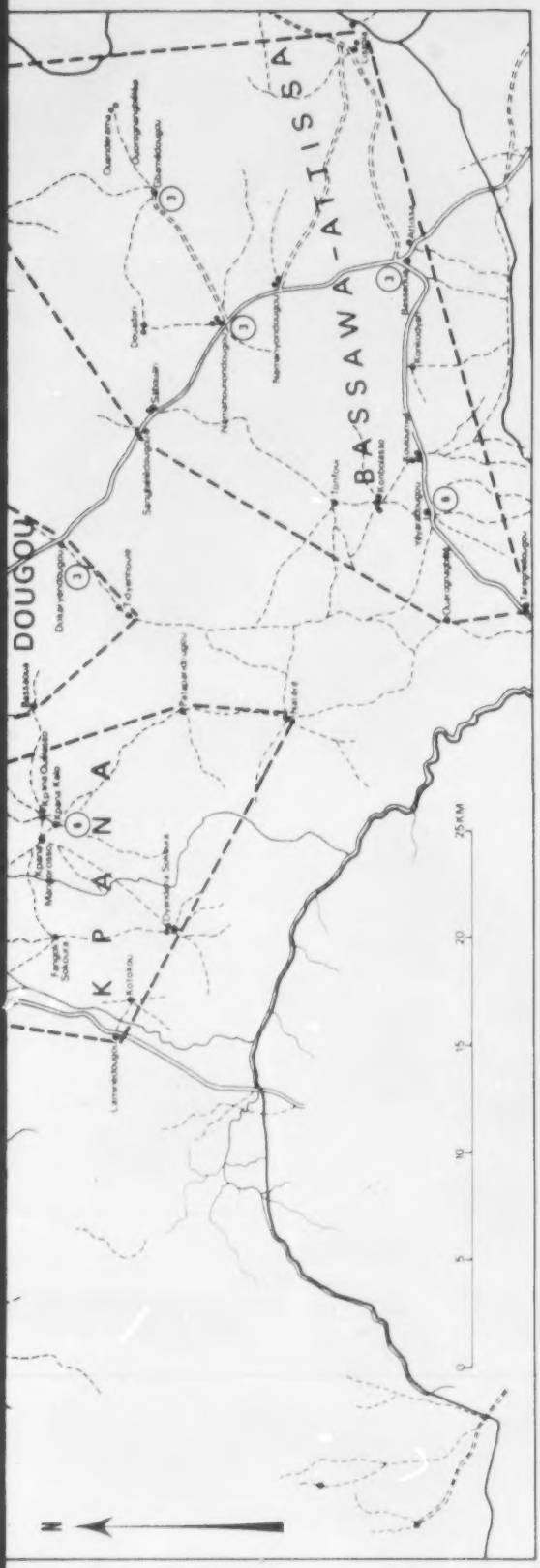
Observations : (x) Prévoir hébergement - Darhala et Kafoudougou sont rattachés au périmètre de Tédyala.

Carte C. La carte scolaire prospective de Dabakala




73

74




- création de quatre à cinq écoles ;
- construction de 43 classes dans l'hypothèse 1 ou de 45 classes dans l'hypothèse 2 ;
- affectation de quelque 50 enseignants supplémentaires dans une région qui n'en comprend au total aujourd'hui que 46 ;
- mise en place du réseau de récepteurs télévisuels au moins dans les trois pays ruraux qui semblent pouvoir bénéficier de la télévision éducative.

La mobilisation de tels moyens permettra de créer une offre d'éducation susceptible de favoriser la réalisation de l'objectif de scolarisation à 82 % retenu dans le Plan. Cela ne signifie pas le moins du monde que la fréquentation scolaire répondra effectivement à tous les objectifs de scolarisation.

# Annexe I au chapitre IV

Tableau 36. Pays rural - Wendéné

| Villages | Population totale | Groupe d'âge (6 à 11 ans) en 1961/66 | Enfants (6 ans) nés en 1966 |
|---|---|---|---|
| Wendéné | 234 | 40 | 6 |
| Gombodougou | 77 | 14 | 0 |
| Bobosso I (Bobosso I) | 104 | 19 | 2 |
| Bidiala Sobara | 48 | 10 | 2 |
| Sorolo | 127 | 28 | 8 |
| Dabola | - | - | - |
| Kanieguema (Kaniémé) | 140 | 23 | 6 |
| Kossaba | 94 | 15 | 3 |
| Total | 824 | 149 | 27 |
| Pays rural - Tedlaya | | | |
| Tedyala Bamgarasso | 214 | 29 | 6 |
| Tedyala Noumousso | 104 | 13 | 1 |
| Tetindougou | 90 | 15 | 1 |
| Kafine Bambarasso | 186 | 25 | - |
| Kafine Noumousso | 240 | 39 | 1 |
| Kanguerasso | 161 | 37 | 3 |
| Broubroussokoura | 102 | 24 | 5 |
| Samassogosso | 83 | 7 | 1 |
| Nakala | 29 | 3 | 1 |
| Tendéné Bambarosso | 271 | 11 | - |
| Bankolo | 59 | 6 | 1 |
| Panangana | 157 | 23 | 4 |
| Leouera (Ligboro) (Liméla) | 162 | 39 | 9 |
| Wanderama Dioulasso | 305 | 33 | - |
| Wanderama Bambarasso | 25 | 5 | - |
| Total | 2 188 | 309 | 32 |

Tableau 36. suite - Pays rural - Kpana

| Villages | Population totale | Groupe d'âge (6 à 11 ans) en 1961/66 | Enfants (6 ans) nés en 1966 |
|---|---|---|---|
| Kpana-Duolasso | 331 | 75 | 18 |
| Kpana-Kalo | 151 | 33 | 5 |
| Kpana-Mangorosso | 133 | 21 | 6 |
| Fangoli-Sokoura | 60 | 6 | 1 |
| Laminedougou Kotokou | 47 | 11 | 3 |
| Dienkana Sokoura | 328 | 53 | 14 |
| Natere-Bambarasso | 202 | 47 | 4 |
| Pata-Paridougou | 124 | 20 | 4 |
| Diedana | 120 | 32 | 8 |
| Fangoli Sokoro | 283 | 77 | 16 |
| Total | 1 779 | 375 | 79 |
| Pays rural - Yaossedougou | | | |
| Yaossedougou-Bambarasso | 360 | - | - |
| Yaossedougou-Dioulasso | 49 | - | - |
| Gberekoro-Bambarasso | 163 | - | - |
| Gberekoro-Noumousso | 326 | - | - |
| Dingasso | 158 | 4 | - |
| Bassawa | 478 | 103 | 20 |
| Tindeoule | 121 | - | - |
| N'Dokaryendougou | 164 | - | - |
| Lassogoro | 228 | - | - |
| Total | 2 056 | 107 | 20 |
| Pays rural - Sokala - Sobara | | | |
| Sokala-Sobara | 947 | 47 | - |
| M'Borla Dioulasso | 2 590 | 65 | - |
| Diendagana | 72 | 11 | 3 |
| Dendjougoudougou) Diediougordougou ) | 100 | 8 | - |
| Kongobanadougou | 373 | 46 | 9 |
| N'Gorla | 460 | 72 | 11 |
| Lolezo (Kadiéoule Lolezo) | 76 | 10 | 1 |
| Kadieoule Souroudjan | 312 | 31 | 1 |
| Kadieoule Sobara | 146 | 14 | - |
| Sougbonon Bambarasso | 482 | 68 | 4 |
| Sougbonon Dioulasso | 221 | 26 | 3 |
| Ouassegbogo | 175 | 26 | 2 |
| M'Borla Bambarasso | 151 | 24 | 2 |
| Torro | 74 | 20 | 5 |
| Diamonon | 48 | 11 | 2 |
| Total | 6 227 | 479 | 43 |

Tableau 36. suite - Pays rural - Finessiguedougou

| Villages | Population totale | PS1 née (6 à 11 ans) en 1961/66 | Population née (6 ans) en 1966 |
|---|---|---|---|
| Finessiguedougou | 223 | 35 | 2 |
| Tesselé Noumousso | 139 | 21 | 1 |
| Faboudougou | 51 | 7 | - |
| Diélisso (Sokala Diélisso) | 311 | 57 | 5 |
| Triguedougou | 128 | 17 | 2 |
| Sokorogo | 550 | 85 | 15 |
| Lafigué | 322 | 44 | 4 |
| Tolledougou | 164 | 20 | 1 |
| Wanderama (Dougou) | ? | 14 | 1 |
| Lepolessedougou | 201 | 36 | 10 |
| Kaniéméné | 370 | 73 | 9 |
| Kawolo Dioulasso | 203 | 41 | 5 |
| Kawolo Konota | 360 | 62 | 14 |
| Kawolo Kongodian | 238 | 42 | 8 |
| Kawolo Mangorosso | 227 | 39 | 5 |
| Kawolo Sobara | 352 | 64 | 3 |
| Kossangba | 94 | 15 | 3 |
| Total | 3 913 | 672 | 88 |
| Pays rural - Bassawa | | | |
| Gbassawa | 478 | 103 | 20 |
| Lissolo-Sobra | 483 | 114 | 20 |
| Namagnondougou | 432 | 81 | 7 |
| Namahounondougou | 420 | 81 | 9 |
| N'Douhadiori | 231 | 27 | 1 |
| Kongodian | 221 | 49 | 4 |
| Kouloumie | 301 | 56 | 12 |
| Yéyaradougou | 131 | 16 | 5 |
| Kombalasso | 413 | 39 | 12 |
| Tonfoin | 227 | 30 | 5 |
| Teregnedougou) Teblegnedougou) | 182 | 51 | 8 |
| Ouarognagbele | 129 | | |
| Sangbeledougou | 178 | 41 | 10 |
| Sahouariko | 44 | | |
| Karakono-Sabara | 185 | 31 | 3 |
| Gbameguedougou | 77 | 17 | 3 |
| Wandarama | 194 | 39 | 0 |
| Worognangbélé | 129 | 19 | 4 |
| M'Boron | 207 | 53 | 10 |
| Sirakoro[1] | 92 | 12 | 0 |
| Ligboro[1] | 162 | 39 | 9 |
| Ouassegbogo[1] | 168 | | |
| Bobosso II[1] | 162 | 19 | 2 |
| Diembéréssédougou[1] | 374 | 94 | 31 |
| Total | 5 720 | 1 011 | 175 |

1. Villages isolés.

Tableau 36. suite - Pays rural - Dabakala

| Villages | Population totale | PS1 née (6 à 11 ans) en 1961/66 | Population née (6 ans) en 1966 |
|---|---|---|---|
| Dabakala | 3 000 | 244 | 25 |
| Togbonon-Samassogosso | 23 | 1 | 0 |
| Togbonon-Noumousso | 43 | 1 | 0 |
| Togbonon-Bambarasso | 240 | 39 | 9 |
| Kafoudougou-Dioulasso | 150 | 19 | 5 |
| Darhala | 1 017 | | |
| Ouana[1] | 23 | 2 | 0 |
| Diamakara | 178 | 23 | 2 |
| Sebolo | 347 | 50 | 6 |
| N'Gala | 194 | 30 | 2 |
| Tonfoin | 61 | 8 | 1 |
| Sandiougola | 72 | 15 | 4 |
| Tongbeudougou | 86 | 6 | 2 |
| Gbadougou | 177 | 45 | 12 |
| Tindikan-Dioulasso | 273 | 43 | 4 |
| Nataré-Dioulasso | 253 | 51 | 9 |
| Safolo | 263 | 39 | 5 |
| Kotolo | 334 | 54 | 6 |
| Keuguemougousso | 170 | 33 | 3 |
| Kagbonon | 111 | 26 | 4 |
| Farakoro | 334 | 49 | 8 |
| Bessedougou | 40 | 1 | 0 |
| Kawolo Sandakro | 118 | 24 | 1 |
| Attissa I | 235 | 44 | 8 |
| Bobodougou | 103 | | |
| Sillihoule | 95 | 14 | 1 |
| Diamonon | 48 | 11 | 2 |
| Kengueledougou | 128 | | |
| Total | 8 448 | 912 | 97 |

1. Campement.

Annexe II au chapitre IV

Tableau 37. Pays rural Wendéné - Tableau comparatif des propositions

| Hypoth. | Situation de l'école | Villages concernés | Population totale | Distance de recrut. | Nombre de classes | | Nombre de maîtres | Taux de scolaris. en 1980 | Population scolarisable en 1980 | | Elèves/ Maître | Elèves/ Classes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Total | dont à créer | | | PS1 | PS2 | | |
| 1 | WENDENE | Wendéné | 160 | | | | | | | | | |
| | | Gonbodougou | 80 | 9 | | | | | | | | |
| | | Bobosso | 130 | 8 | | | | | | | | |
| | | Total | 370 | | 2[1] | 0 | 2 | 81,4 | 70 | 57 | 29 | 29 |
| | SOROLO | Sorolo | 90 | | | | | | | | | |
| | | Bidiala Sobara | 40 | 11 | | | | | | | | |
| | | Débola | 20 | 10 | | | | | | | | |
| | | Kossaba | 80 | 11 | | | | | | | | |
| | | Kanyéguéma | 115 | 7 | | | | | | | | |
| | | Total | 345 | | 2 | 2 | 2 | 81,4 | 70 | 57 | 29 | 29 |
| 2 | WENDENE(x) | Wendéné | 160 | | | | | | | | | |
| | | Sorolo | 90 | 21 | | | | | | | | |
| | | Gonbodougou | 80 | 10 | | | | | | | | |
| | | Kossaba | 80 | 26 | | | | | | | | |
| | | Kanyéguéma | 115 | 17 | | | | | | | | |
| | | Debola | 20 | 29 | | | | | | | | |
| | | Bidiala Sobara | 40 | 27 | | | | | | | | |
| | | Bobosso | 130 | 7 | | | | | | | | |
| | | Total | 815 | | 3 | 1 | 3 | 82 | 140 | 115 | 38 | 38 |

Observations : x Prévoir cantine et hébergement.
1. Une classe supplémentaire existe : confirmé.

Tableau 38. Pays rural Kpana - Tableau comparatif des propositions

| Hypoth. | Situation de l'école | Villages concernés | Population totale | Distance de recrut. | Nombre de classes | | Nombre de maîtres | Taux de scolaris. en 1980 | Population scolarisable en 1980 | | Elèves/ Maître | Elèves/ Classes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Total | dont à créer | | | PS1 | PS2 | | |
| 1 | KPANA KALO | Kpana Kalo | 120 | | | | | | | | | |
| | | Kpana Mangorosso | 115 | 1 | | | | | | | | |
| | | Kpana Oudlasso | 280 | 1 | | | | | | | | |
| | | Fangoli Sokoro | 205 | 7 | | | | | | | | |
| | | Fangoli Sokoura | 100 | 5 | | | | | | | | |
| | | Laminédougou | 50 | 10 | | | | | | | | |
| | | Kotokou | 40 | 9 | | | | | | | | |
| | | Dyendana Sokoro | 250 | 7 | | | | | | | | |
| | | Dyendana Sokoura | 85 | 7 | | | | | | | | |
| | | Natéré-Bambarasso | 150 | 12 | | | | | | | | |
| | | Pataparidougou | 135 | 8 | | | | | | | | |
| | | Total | 1 530 | | 6 | 4 | 6 | 82 | 287 | 235 | 39, 2 | 39, 2 |

Observations : Prévoir l'hébergement et la cantine pour les enfants des villages situés aux frontières du pays rural

Tableau 39. Pays rural Tedyala - Tableau comparatif des propositions

| Hypoth. | Situation de l'école | Villages concernés | Population totale | Distance de recrut. | Nombre de classes | | Nombre de maîtres | Taux de scolaris. en 1980 | Population scolarisable en 1980 | | Elèves/ Maître | Elèves/ Classes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Total | dont à créer | | | PS1 | PS2 | | |
| 1 | WANDERAMA-DIOULASSO | Wandérama-Dioulasso | 260 | | | | | | | | | |
| | | Wandérama-Bambarasso | 25 | 0,5 | | | | | | | | |
| | | Liwéla | 20 | 6 | | | | | | | | |
| | | Panangana | 70 | 15 | | | | | | | | |
| | | Total | 375 | | 2 | 2 | 2 | 100 | 75 | 75 | 37,5 | 37,5 |
| | TEDYALA-BAMBARASSO | Tedyala Bambarasso | 170 | | | | | | | | | |
| | | Tedyala Noumousso | 100 | 0 | | | | | | | | |
| | | Tétindougou | 80 | 2 | | | | | | | | |
| | | Bankolo | 50 | 10 | | | | | | | | |
| | | Kafiné Bambarasso | 140 | 4 | | | | | | | | |
| | | Kafiné Noumousso | 195 | 4,5 | | | | | | | | |
| | | Broubrou Sokoura | 80 | 2 | | | | | | | | |
| | | Samassorosso | 85 | 6 | | | | | | | | |
| | | Kanguérasso | 160 | 6 | | | | | | | | |
| | | Total | 1 060 | | 6 | 4 | 6 | 100 | 201 | 201 | 33,5 | 33,5 |
| | TINDENE | Tindéné | 250 | | | | | | | | | |
| | | Nakola | 30 | 4 | | | | | | | | |
| | | Total | 280 | | 1 | 1 | 1 | 82 | 51 | 42 | 42 | 42 |

Tableau 40 Pays rural Tedyala - Tableau comparatif des propositions

| Hypoth. | Situation de l'école | Villages concernés | Population totale | Distance de recrut. | Nombre de classes | | Nombre de maîtres | Taux de scolaris. en 1980 | Population scolarisable en 1980 | | Elèves/ Maître | Elèves/ Classes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Total | dont à créer | | | PS1 | PS2 | | |
| 2 | TEDYALA-BAMBARASSO | Les mêmes que dans l'hypothèse 1 | | | | | | | | | | |
| | KAFODOUGOU DARHALA | Kafodougou | 50 | | | | | | | | | |
| | | Darhala | 645 | 4 | | | | | | | | |
| | | Tindéné | 250 | 17 | | | | | | | | |
| | | Nakola | 30 | 13 | | | | | | | | |
| | | Wandérama-Dioulasso | 260 | 20 | | | | | | | | |
| | | Wandérama-Bambarasso | 25 | 19 | | | | | | | | |
| | | Liwéla | 20 | 15 | | | | | | | | |
| | | Panangana | 70 | 5 | | | | | | | | |
| | | Total | 1 700 | | 6 | 3 | 6 | 82 | 326 | 267 | 44,5 | 44,5 |

Observations : L'hypothèse 2 implique la création d'une aire de recrutement 'à cheval' sur le pays rural de Dabakala et celui de Tedyala. Un service de transport scolaire et/ou l'hébergement des enfants est alors nécessaire.

Tableau 41. Pays rural Yaossédougou - Tableau comparatif des propositions

| Hypoth. | Situation de l'école | Villages concernés | Population totale | Distance de recrut. | Nombre de classes | | Nombre de maîtres | Taux de scolaris. en 1980 | Population scolarisable en 1980 | | Elèves/ Maître | Elèves/ Classes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Total | dont à créer | | | PS1 | PS2 | | |
| 1 | YAOSSEDOUGOU BAMBARASSO | Yaossédougou-Bambarasso | 390 | | | | | | | | | |
| | | Yaossédougou-Byoulasso | 50 | 018 | | | | | | | | |
| | | Kbérékoro-Bambarasso | 150 | 5 | | | | | | | | |
| | | Kbérékoro Noumousso | 270 | 6 | | | | | | | | |
| | | Dingasso | 170 | 7 | | | | | | | | |
| | | Total | 1 030 | | 4 | 2 | 4 | 82 | 195 | 160 | 40 | 40 |
| | DOKARYEN-DOUGOU | Dokaryendougou | 140 | | | | | | | | | |
| | | Bassaoua (*) | 410 | 8 | | | | | | | | |
| | | Tidyenhoulé | 80 | 6 | | | | | | | | |
| | | Lassogoro (*) | 190 | 8 | | | | | | | | |
| | | Total | 820 | | 3 | 0 | 3 | 82 | 158 | 130 | 44 | 44 |
| 2 | DOKARYEN-DOUGOU | Dokaryendougou | 140 | | | | | | | | | |
| | | Tidyenhoulé | 80 | 8 | | | | | | | | |
| | | Bassaoua | 410 | 8 | | | | | | | | |
| | | Total | 630 | | 3 | 0 | 3 | 100 | 121 | 121 | 40 | 40 |
| | YAOSSEDOUGOU BAMBARASSO | Yaossédougou Bambarasso | 390 | | | | | | | | | |
| | | Yaoussédougou Byoulasso | 50 | 0,8 | | | | | | | | |
| | | Lossogoro | 190 | 6 | | | | | | | | |
| | | Total | 630 | | 3 | 1 | 3 | 100 | 120 | 120 | 40 | 40 |
| | GBEREKORO NOUMOUSSO | [1] Gbérékoro Noumousso | 270 | | | | | | | | | |
| | | Gbérékoro-Bambarasso | 150 | 2 | | | | | | | | |
| | | Dingosso | 170 | 2 | | | | | | | | |
| | | Total | 590 | | 3 | 3 | 3 | 100 | 112 | 112 | 37,3 | 37,3 |

Observations (*) : Cantine pour les enfants de Bassoua et de Lassogoro
1 déjà construite

Tableau 42. Pays rural Finessedougou - Tableau comparatif des propositions

| Hypoth. | Situation de l'école | Villages concernés | Population totale | Distance de recrut. | Nombre de classes | | Nombre de maîtres | Taux de scolaris. en 1980 | Population scolarisable en 1980 | | Elèves/ Maître | Elèves/ Classes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Total | dont à créer | | | PS1 | PS2 | | |
| | FINESSEDOUGOU | Finéssédougou | 160 | | | | | | | | | |
| | | Tirguédougou | 90 | 2 | | | | | | | | |
| | | Sokorogo | 410 | 3 | | | | | | | | |
| | | Lafigué | 260 | 6 | | | | | | | | |
| | | Dyélisso | 265 | 6 | | | | | | | | |
| | | Tisselé Noumousso | 120 | 3 | | | | | | | | |
| | | Tollédougou | 115 | 5 | | | | | | | | |
| | | Total | 1 420 | | 6 | 3 | 6 | 94,5 | 279 | 264 | 44 | 44 |
| | KAOULO SOBARA | Kaoulo Mangorosso | 170 | | | | | | | | | |
| | | Kaoulo Sobara | 300 | | | | | | | | | |
| | | Kaoulo Sonattra | 230 | 1 | | | | | | | | |
| | | Kaoulo Konkodyan | 180 | 1,5 | | | | | | | | |
| | | Kaoulo Dyoulasso | 190 | 4 | | | | | | | | |
| | | Kanyéméné | 295 | 6 | | | | | | | | |
| | | Ouandérama (x) | 160 | 10 | | | | | | | | |
| | | Lapolossédougou (x) | 150 | 9 | | | | | | | | |
| | | Total | 1 675 | | 6 | 0 | 6 | 82,8 | 318 | 260 | 43,3 | 43,3 |

Observations : (x) Prévoir hébergement.

Tableau 43. Pays rural Sokala Sobara - Tableau comparatif des propositions

| Hypoth. | Situation de l'école | Villages concernés | Population totale | Distance de recrut. | Nombre de classes | | Nombre de maîtres | Taux de scolaris. en 1980 | Population scolarisable en 1980 | | Elèves/ Maître | Elèves/ Classes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Total | dont à créer | | | PS1 | PS2 | | |
| | N'GORLA | N'Gorla | 335 | | | | | | | | | |
| | | Ourdyan Kadyéoulé | 240 | 4 | | | | | | | | |
| | | Kadyéoulé Sobara | 120 | 6 | | | | | | | | |
| | | Lolézo | 80 | 6 | | | | | | | | |
| | | Faboudougou (x) | 50 | 4 | | | | | | | | |
| | | Total | 825 | | 3 | 2 | 3 | 84 | 157 | 132 | 44 | 44 |
| | SOKALA SOBARA | Sokala Sobara | 785 | | | | | | | | | |
| | | Dyendyougoudougou | 100 | 3 | | | | | | | | |
| | | Kongobanadougou | 340 | 3 | | | | | | | | |
| | | Total | 1 225 | | 6 | 0 | 6 | 100 | 233 | 233 | 39 | 39 |
| | MBORLA DYOULASSO | M'Borla Dyoulasso | 1 000 | | | | | | | | | |
| | | M'Borla Bambarasso | 175 | 1 | | | | | | | | |
| | | Dyendagana | 50 | 5 | | | | | | | | |
| | | Terro (xx) | 100 | 10 | | | | | | | | |
| | | Total | 1 325 | | 6 | 4 | 6 | 100 | 251 | 251 | 42 | 42 |
| | SOUNGBONO BAMBARASSO | Sougbono Bambarasso | 435 | | | | | | | | | |
| | | Soungbono Dyoulasso | 190 | 1 | | | | | | | | |
| | | Ouassegbono | 145 | 5 | | | | | | | | |
| | | Total | 770 | | 3 | 3 | 3 | 88,5 | 149 | 132 | 44 | 44 |

Observations : (x) Du pays rural de Finessédougou
(xx) Prévoir hébergement

Tableau 44. Pays rural Bassawa - Tableau comparatif des propositions

| Hypoth. | Situation de l'école | Villages concernés | Population totale | Distance de recrut. | Nombre de classes | | Nombre de maîtres | Taux de scolaris. en 1980 | Population scolarisable en 1980 | | Elèves/ Maître | Elèves/ Classes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Total | dont à créer | | | PS1 | PS2 | | |
| | GNAMEGUE-DOUGOU | Gnameguédougou | 85 | | | | | | | | | |
| | | Karakona Sobara | 150 | 7 | | | | | | | | |
| | | Ourognagbélé | 95 | 5 | | | | | | | | |
| | | Wandérama | 185 | 5 | | | | | | | | |
| | | M'Boron | 150 | 12 | | | | | | | | |
| | | Total | 665 | | 3 | 3 | 3 | 82 ou 100 | 126 | 103 | 35 ou 42 | 35 ou 42 |
| | NAMANHOUN-DOUGOU | Namanhoundougou | 220 | | | | | | | | | |
| | | Douadori (*) | 135 | 4 | | | | | | | | |
| | | Sahouari | 110 | 6 | | | | | | | | |
| | | Samojbélédougou | 195 | 6 | | | | | | | | |
| | | Namanyondougou | 250 | 3 | 3 | 3 | 3 | 82 | 176 | 166 | 48 | 48 |
| | | Total | 910 | | | | | | | | | |
| | YEYARA-DOUGOU | Yéyaradougou | 210 | | | | | | | | | |
| | | Tonfoin | 205 | 5 | | | | | | | | |
| | | Kombolasso | 385 | 3 | | | | | | | | |
| | | Kouloumyé | 225 | 3 | | | | | | | | |
| | | Ouarognagbélé | 100 | 5 | | | | | | | | |
| | | Konkodyan | 200 | 6 | | | | | | | | |
| | | Térégnédougou | 130 | 6 | | | | | | | | |
| | | Total | | | 6 | 6 | 6 | | 279 | 224 | 38 | 38 |
| | BASSAWA | Bassawa | 410 | | | | | | | | | |
| | | Arrissa | 155 | | | | | | | | | |
| | | Lissolo | 420 | | | | | | | | | |
| | | Total | 985 | | 3 | 0 | 3 | 82 | 182 | 149 | 50 | 50 |

Observations : Supprimer l'école de Lissolo au profit de celle de Zamawa-Attissa -
(*) Admettre que certains élèves de Douadori fréquentent l'école de Gnaméguédougou.

Tableau 45. Pays rural Dabakala - Tableau comparatif des propositions

| Hypoth. | Situation de l'école | Villages concernés | Population totale | Distance de recrut. | Nombre de classes | | Nombre de maîtres | Taux de scolaris. en 1980 | Population scolarisable en 1986 | | Elèves/ Maître | Elèves/ Classes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Total | dont à créer | | | PS1 | PS2 | | |
| 1 | DABAKALA | Dabakala | 1 920 | | | | | | | | | |
| | | Dabakalakoro | 565 | 1 | | | | | | | | |
| | | Kenguélédougou | 175 | 6 | | | | | | | | |
| | | Dyémono | 30 | 7 | | | | | | | | |
| | | Lamendédougou | 50 | 7 | | | | | | | | |
| | | Silouélé | 85 | 4 | | | | | | | | |
| | | Borodougou | 100 | 3 | | | | | | | | |
| | | Attissa | 175 | 6 | | | | | | | | |
| | | Sanankoro (x) | 75 | 10 | | | | | | | | |
| | | Béssédougou (x) | 50 | 10 | | | | | | | | |
| | | Farakora (x) | 200 | 11 | | | | | | | | |
| | | Kagbonon (x) | 140 | 12 | | | | | | | | |
| | | Tagbonon | 290 | 6 | | | | | | | | |
| | | Wana | 40 | 6 | | | | | | | | |
| | | Total | 3 895 | | 18 | 0 | 18 | 100 | 731 | 731 | 40, 6 | 40, 6 |
| | KOTOLO | Kotolo | 260 | | | | | | | | | |
| | | Kenguémougousso | 100 | 2 | | | | | | | | |
| | | Tindikan Dyoulasso | 190 | 4 | | | | | | | | |
| | | Safolo | 170 | 5 | | | | | | | | |
| | | Total | 720 | | 3 | 1 | 3 | 100 | 140 | 140 | 41, 8 | 41, 8 |
| | NGALA | Ngala | 65 | | | | | | | | | |
| | | Sandyougoula | 150 | 2 | | | | | | | | |
| | | Tonfoin | 50 | 3 | | | | | | | | |
| | | Tongbédougou | 70 | 8 | | | | | | | | |
| | | Sabolo | 230 | 8 | | | | | | | | |
| | | Dyamakara (x) | 80 | 7 | | | | | | | | |
| | | N'Téré Dyoulasso | 210 | 8 | | | | | | | | |
| | | Gbadougou | 115 | 5 | | | | | | | | |
| | | Total | 970 | | 3 | 3 | 3 | 82 | 186 | 152 | 50, 5 | 50, 5 |

Tableau 46. Pays rural Dabakala (suite) - Tableau comparatif des propositions

| Hypoth. | Situation de l'école | Villages concernés | Population totale | Distance de recrut. | Nombre de classes | | Nombre de maîtres | Taux de scolaris. en 1980 | Population scolarisable en 1980 | | Elèves/ Maître | Elèves/ Classes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Total | dont à créer | | | PS1 | PS2 | | |
| 2 | DABAKALA | Dabakala | 1 920 | | | | | | | | | |
| | | Dabakalakoro | 565 | 0 | | | | | | | | |
| | | Tagbonon | 290 | 5 | | | | | | | | |
| | | Wana | 40 | 6 | | | | | | | | |
| | | Bobodougou | 100 | 2 | | | | | | | | |
| | | Attissa | 175 | 6 | | | | | | | | |
| | | Silouélé | 85 | 4 | | | | | | | | |
| | | Dyémono | 30 | 7 | | | | | | | | |
| | | Lamandédougou | 50 | 6 | | | | | | | | |
| | | Kenguélédougou | 175 | 6 | | | | | | | | |
| | | Total | 3 430 | | 12 | 0 | 12 | 82 | 643 | 528 | 44 | 44 |
| | FARAKORO | Farakoro | 200 | | | | | | | | | |
| | | Kotolo | 260 | 7 | | | | | | | | |
| | | Sanankoro | 75 | 4 | | | | | | | | |
| | | Bessédougou | 50 | 1 | | | | | | | | |
| | | Kagbonon | 140 | 1 | | | | | | | | |
| | | Kenguémougousso | 100 | 6 | | | | | | | | |
| | | Total | 825 | | 3 | 3 | 3 | 83,5 | 158 | 132 | 44 | 44 |
| | SANDYOUGOULA | Sandyougoula | 65 | | | | | | | | | |
| | | Tonfoin | 50 | 1 | | | | | | | | |
| | | Ngola | 150 | 2 | | | | | | | | |
| | | Tindikan Dyoulasso | 190 | 4 | | | | | | | | |
| | | Gbadougou | 115 | 3 | | | | | | | | |
| | | N'féré Dyoulasso (x) | 210 | 7 | | | | | | | | |
| | | Tongbédougou (x) | 70 | 7 | | | | | | | | |
| | | Sabolo (x) | 230 | 7 | | | | | | | | |
| | | Dyamakara | 80 | 8 | | | | | | | | |
| | | Safolo | 170 | 7 | | | | | | | | |
| | | Total | 1 330 | | 6 | 6 | 6 | 100 | 256 | 256 | 42,7 | 42,7 |

Observations : (x) Prévoir hébergement - Darhala et Kafoudougou sont rattachés au périmètre de Tédyala.

# Conclusions de la deuxième partie

Les études de cas extrêmes que constituent les deux sous-préfectures de Sikensi et de Dabakala montrent que les chances de réalisation des objectifs de scolarisation par la télévision varient considérablement selon les régions de la Côte-d'Ivoire. Dans certaines sous-préfectures à forte densité de population, avec un réseau routier relativement développé et à scolarisation déjà avancée, l'organisation de l'offre est relativement simple : créer quelques établissements ou développer les écoles existantes de telle sorte que leurs structures pédagogiques soient conformes aux normes de 3, 6, 9, 12 classes et en veillant à ce que la réception de la télévision soit satisfaisante. C'est le cas dans la majorité des sous-préfectures du sud et du centre.

En revanche, dans d'autres, il s'agira de mettre en place une infrastructure complète (ou presque) d'établissements d'enseignement, d'y affecter après formation des contingents importants de maîtres, de développer les relais de transmission de la télévision et d'assurer le service de maintenance des récepteurs, de développer un système de cantines scolaires et de donner des bourses susceptibles de couvrir les frais des enfants originaires de villages isolés. Les coûts de ces mesures sont très supérieurs à ceux qui résulteraient d'une simple extension du parc scolaire. Les estimations ne peuvent être effectuées globalement ; elles doivent résulter d'études détaillées de cartes scolaires, sous-préfecture par sous-préfecture et tenir compte, dans chaque cas, des besoins réels à satisfaire. A cet égard, les tableaux de propositions pour Dabakala peuvent servir de base aux estimations de coût pour cette sous-préfecture et d'illustrations aux types d'informations détaillées qui pourraient donner des études de carte scolaire de cette nature dans les autres régions de la Côte-d'Ivoire.

# Conclusions générales

Dans cette étude de carte scolaire de l'enseignement du premier degré, l'on a essayé, à partir de quelques données de bases disponibles, d'élaborer une méthode qui soit le plus près possible des réalités tout en notant au passage les nombreuses difficultés qui existent au niveau de cet ordre d'enseignement.

De la méthode l'on a déduit des propositions qui permettent d'étudier dans le détail l'ensemble des questions à résoudre pour une programmation à long terme des implantations d'écoles primaires d'une unité géographique donnée. La démarche suivie a donc reposé sur deux principes : (i) analyse des données de base et leur validité ; (ii) propositions de créations.

## ANALYSE DES DONNEES DE BASE ET LEUR VALIDITE

Les données de base sont celles dont on disposait avant l'étude sur le terrain. Bien qu'elles diffèrent parfois de celles recueillies sur le terrain, elles constituent les éléments dont on est à peu près sûr. Ce sont elles qui ont permis de dégager un certain nombre d'indicateurs.

Ces indicateurs ont permis de mieux apprécier la répartition inégale de l'effort de scolarisation au niveau des circonscriptions sous-préfectorales suivant les zones auxquelles elles appartiennent.

On a pu ainsi constater que Sikensi située dans la zone sud plus développée, jouit d'une scolarisation plus poussée malgré sa petite superficie. Dabakala, appartenant à la zone de savane, subit le contre-coup en zone marginale.

Du fait des traditions religieuses et historiques, cette sous-préfecture présente un réseau d'établissements moins cohérent. Dans les sous-préfectures, les établissements existants nécessitent une meilleure organisation pour une utilisation plus rationnelle du personnel et un meilleur emploi des locaux.

A ces obstacles communs, il faut ajouter ceux plus particuliers à Dabakala et qui risquent de gêner l'objectif exprimé par le Plan : dispersion trop grande des populations, refus des maîtres d'accepter les postes trop éloignés des villages-centre. (Exemple : une école de trois classes située à Kpanakalo n'a pu fonctionner en 1971/72 parce qu'elle ne disposait pas du minimum d'infrastructure nécessaire).

Ainsi la scolarisation subit-elle des variations selon le degré de développement. Il va de soi que l'on enregistre une sous-représentation des populations rurales à l'école malgré l'effort qu'accomplit la masse rurale dans la construction des écoles.

Bien que les décisions des commissions de carte scolaire tendent à corriger ce phénomène en favorisant les zones peu scolarisées, elles n'insistent pas assez sur ces faits. Il semble utile d'aider les commissions, surtout la commission nationale, à établir un programme pluriannuel pouvant servir de guide pour l'horizon 1980, particulièrement au moment où une politique d'équipement des milieux ruraux est en cours par les Fonds régionaux d'aménagement rural.

## LES PROPOSITIONS

Il ne se pose aucun problème de regroupement au niveau de Sikensi. Les propositions de créations ou de regroupements ont été faites seulement au niveau de Dabakala ; elles sont fondées sur les conditions particulières que présente cette sous-préfecture. En raison de l'incertitude des données démographiques, il n'a pas été fait mention des différentes dates des créations d'écoles proposées. L'on a indiqué toutefois sur la carte le lieu de situation des futures écoles tout en laissant la fixation de la date de leur création à la discrétion des autorités de tutelle.

Néanmoins, les constatations faites sur le terrain et l'avis des autorités locales ont conduit à élaborer

une carte scolaire qui rapproche l'école des villages et la situe en même temps dans le village justifiant d'un minimum d'équipements (eau - piste, etc.) en rapport avec la demande d'éducation. Il apparaît en effet certain que la fréquentation scolaire dépendra, dans les années à venir, de la structure de l'offre de l'éducation et ses effets propres.

C'est la meilleure démarche possible pour approcher l'objectif de scolarisation exprimé par le plan d'éducation, sans d'ailleurs pour autant garantir la réalisation de cet objectif dans les délais fixés. Cependant, pour que cette démarche ait un sens, il faut qu'un certain nombre de conditions préalables soient remplies.

## A. PREALABLE REGLEMENTAIRE ET INSTITUTIONNEL

En évaluant l'expérience des cinq dernières années, les responsables ivoiriens font remarquer que les pressions politiques continueront d'infléchir les décisions de la Commission nationale de Carte scolaire, tant qu'il ne sera pas instauré un moyen de contrôle efficace des constructions des écoles ; rappelons que l'action de la Commission Nationale reste paralysée par des ouvertures clandestines d'écoles qui s'opèrent parfois au détriment des zones plus nécessiteuses, rendant inopérante toute tentative de programmation harmonieuse du développement de la scolarisation dans les différentes régions du pays.

## B. PREALABLE D'ORDRE POLITIQUE

Il est illusoire d'envisager une programmation satisfaisante de l'offre d'éducation sans une information précise concernant la 'demande' de scolarisation. La 'demande' dépend de l'évolution de la population d'âge scolaire (connue avec une précision relative), des objectifs d'admission des enfants de la classe d'âge 6-7 ans, retenus dans le Plan et du système de promotion en vigueur ; il est automatique dans l'enseignement télévisuel; il accepte des redoublements dans les classes d'enseignement traditionnel. La 'demande' dépend également d'autres facteurs (socio-économiques); existe-t-elle partout ? Suffit-il de construire une école pour assurer sa fréquentation ? Nous l'avons admis dans cette étude ; il est vraisemblable toutefois que dans certaines régions de la Côte-d'Ivoire il ne suffit pas d'organiser l'offre pour assurer la réalisation des objectifs de scolarisation. Toute une série de mesures d'encouragement à la fréquentation scolaire doivent être envisagées afin de surmonter les obstacles d'ordre économique (cantines, bourses, hébergement des enfants) ou sociologiques (scolarisation des filles, homogénéité ethnique des aires de recrutement ...).

# L'Institut international de planification de l'éducation

L'Institut international de planification de l'éducation (IIPE) est un centre international, créé par l'Unesco en 1963, pour la formation et la recherche dans le domaine de la planification de l'éducation. Le financement de l'Institut est assuré par l'Unesco et les contributions volontaires des Etats membres.

L'Institut a pour but de contribuer au développement de l'éducation à travers le monde par l'accroissement aussi bien des connaissances que du nombre d'experts compétents en matière de planification de l'éducation. Pour atteindre ce but, l'Institut apporte sa collaboration aux organisations dans les Etats membres qui s'intéressent à cet aspect de la formation et de la recherche. Le Conseil d'Administration de l'IIPE, qui donne son accord au programme et au budget de l'Institut, se compose de huit membres élus et de quatre membres désignés par l'Organisation des Nations Unies et certains de ses instituts et agences spécialisées.


Président

Torsten Husén — (Suède), Professeur de Pédagogie et Directeur de l'Institut d'études des problèmes internationaux dans le domaine de l'éducation à l'Université de Stockholm

Membres désignés

Mme Helvi Sipilä — Sous-Secrétaire général aux questions sociales et humanitaires, Organisation des Nations Unies

Duncan S. Ballantine — Directeur du Département de l'Education à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement

Kenneth A. P. Stevenson — Chef du service de l'éducation et de la vulgarisation agricoles, Division des ressources humaines, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Vinyu Vichit-Vadakan — Directeur de l'Institut asien des Nations Unies pour le développement économique et la planification

Membres élus

Alain Bienaymé — (France), Professeur de Sciences économiques à l'Université de Paris-Dauphine

Roberto Campos — (Brésil), Ambassadeur du Brésil au Royaume-Uni, ex-Ministre de la planification et du développement économique

Abdul-Aziz El-Koussy — (République arabe d'Egypte), ex-Directeur du Centre régional de planification et d'administration de l'éducation pour les Etats arabes

Aklilu Habte — (Ethiopie), Ministre de la culture

Alexei N. Matveyev — (URSS), Doyen de la Faculté de physique de l'Université d'Etat de Moscou

V.K.R.V. Rao — (Inde), Membre du Parlement, ex-Ministre de l'Education, Directeur de l'Institut pour le changement social et économique de Bangalore

Lord Vaizey of Greenwich — (Royaume-Uni), Directeur du Département des Sciences sociales de l'Université Brunel, Londres


Pour obtenir des renseignements sur l'Institut et sur ses publications, s'adresser à :
M. le Directeur, Institut international de planification de l'éducation,
7-9 rue Eugène-Delacroix, 75016 Paris

## *Le projet de recherche de l'IIPE sur la carte scolaire*

La généralisation de la planification de l'éducation dans les différents pays rend urgente la mise au point des techniques efficaces d'exécution des plans. L'élaboration de la carte scolaire est un élément essentiel d'exécution des plans d'éducation ; à ce titre, les méthodes de carte scolaire permettent l'étude de l'implantation rationnelle d'établissements scolaires, l'introduction de réformes pédagogiques et des structures, la définition de standards et de normes. Pour être efficace et réaliste la carte scolaire doit susciter la participation régionale dans le processus de planification. Ce dernier aspect est une caractéristique de la carte scolaire qui vise à une décentralisation contrôlée du processus de planification éducative dans le cadre d'une planification économique et sociale régionale.

Les études de cas de cette collection devraient en conséquence retenir l'attention non seulement des éducateurs mais également des économistes, sociologues, planificateurs et autres spécialistes qui s'intéressent à la planification régionale et aux problèmes de développement communautaire.

## *L'ouvrage*

Cet ouvrage est la première contribution à l'étude du problème de l'implantation de la télévision éducative sous l'angle de la carte scolaire. L'étude a été entreprise dans deux sous-préfectures : l'une relativement développée, située au sud du pays, l'autre plus caractéristique des régions pauvres de la Côte-d'Ivoire.

Après une évolution de l'expérience ivoirienne dans le domaine de la carte scolaire, les auteurs développent une méthodologie particulièrement adaptée aux conditions géographiques, économiques, démographiques et scolaires de la plupart des pays africains tropicaux. Elle est susceptible d'être généralisée sans grandes difficultés à toute la Côte-d'Ivoire. Elle permet de tester le realisme des objectifs du plan de scolarisation primaire universel et la "faisibilité" de la généralisation de la télévision éducative.

## *Les auteurs*

Jacques Hallak, fonctionnaire de l'IIPE, a dirigé l'ensemble du projet de recherche sur la carte scolaire. Baudouin Duvieusart était expert de l'Unesco en Côte-d'Ivoire, spécialiste en planification de l'éducation. G. N'Guessan et A. Krizo, fonctionnaires au Ministère de l'Education de la Côte-d'Ivoire, étaient directement associés aux travaux de la carte scolaire.